

Le Mouvement Bancaire en Roumanie depuis 1918

considéré principalement au point de vue
des grandes banques

ETUDE STATISTIQUE ET ECONOMIQUE

Thèse pour le Doctorat en Droit
(Sciences Politiques et Economiques).

Présentée et soutenue le 6 Mars 1929, à 14 heures.

PAR

CHARLES-RODOLPHE ROMANESCO

Président : M. OUALID, Professeur.

Suffragants : MM. JÈZE, Professeur.

ALLIX, Professeur.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL (v^e)

**Le Mouvement Bancaire en Roumanie
depuis 1918**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Le Mouvement Bancaire en Roumanie depuis 1918

considéré principalement au point de vue
des grandes banques

ETUDE STATISTIQUE ET ECONOMIQUE

Thèse pour le Doctorat en Droit

(Sciences Politiques et Economiques).

Présentée et soutenue le 6 Mars 1929, à 14 heures.

PAR

CHARLES-RODOLPHE ROMANESCO

Président : M. OUALID, Professeur.

Suffragants : MM. JÈZE, Professeur.

ALLIX, Professeur.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL (v°)

1929



A MA FEMME

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

	pages
CHAPITRE I. — <i>Etat du développement de l'économie nationale roumaine, en 1914</i>	3
§ 1. Etat agricole	3
§ 2. Le commerce extérieur	8
CHAPITRE II. — <i>Constitution de la nouvelle Roumanie</i>	13
§ 1. Apport des nouvelles provinces	13
§ 2. Le commerce extérieur	16

PREMIERE PARTIE

Etude générale du marché roumain.

CHAPITRE I. — <i>Monnaie, prix et Change</i>	21
§ 1. L'inflation et la Banque Nationale de Roumanie	21
§ 2. L'unification monétaire	25
§ 3. Les prix et le change	30
CHAPITRE II. — <i>Finances publiques, réforme agraire, politique économique</i>	35
§ 1. Les finances publiques	35
§ 2. La réforme agraire	39
§ 3. La politique économique	41

DEUXIEME PARTIE

Les grandes banques roumaines.

CHAPITRE I. — <i>Classification et développement historique</i>	49
§ 1. Classification des banques	49
§ 2. Le développement historique des douze grandes banques	56
CHAPITRE II. — <i>La politique des capitaux sociaux</i> ...	67
§ 1. Le déséquilibre entre les moyens propres et étrangers	67

	pages
§ 2. L'augmentation des prix	69
§ 3. Besoin de capitaux nouveaux pour l'industrie et le commerce	69
§ 4. Le marché financier	71
§ 5. Méthodes d'augmentation des capitaux	73
CHAPITRE III. — <i>La politique des fonds de réserve</i> ..	79
§ 1. La dotation des fonds de réserve	80
§ 2. Le but poursuivi par chacune des réserves ..	83
§ 3. L'importance de la totalité des fonds de réserve. — Comparaison avec les banques étrangères	86
CHAPITRE IV. — <i>Les engagements</i>	91
§ 1. Les dépôts	92
a) la clientèle bancaire	92
b) et c) les conditions et l'importance des dépôts. (Crise de 1921)	93
§ 2. Les comptes courants créditeurs. La clientèle. Les conditions.	101
§ 3. Le réescompte	105
CHAPITRE V. — <i>Le total des moyens d'exploitation</i> ..	113
§ 1. Les moyens propres	113
§ 2. Les moyens étrangers	115
§ 3. L'organisation bancaire roumaine et les douze banques (la concentration)	119
§ 4. La valeur réelle du total des moyens d'exploitation (comparaison avec les banques françaises, anglaises et allemandes)	124
CHAPITRE VI. — <i>Les placements</i>	135
§ 1. L'avoir en caisse et le disponible	136
§ 2. Le portefeuille d'Effets	138
§ 3. Les avances sur garanties	141
§ 4. Les comptes courants débiteurs	145
§ 5. Le portefeuille-titres	147
§ 6. Les participations	148
Méthodes de participation et de financement	150
a) les participations financières	154
b) les participations commerciales	156
c) les participations industrielles. — La nationalisation industrielle. — La Société Nationale de Crédit Industriel	158

	pages
CHAPITRE VII. — <i>Le capital étranger et la nationalisation des industries. (1913-1927)</i>	165
CHAPITRE VIII. — <i>Liquidité et rendement</i>	173
§ 1. <i>La liquidité des capitaux bancaires</i>	173
§ 2. <i>Le rendement des banques</i>	178
CONCLUSION	181
BIBLIOGRAPHIE	183
TABLEAUX STATISTIQUES	185

TABLEAUX STATISTIQUES

Tableau I.	Indices de la circulation fiduciaire, des prix; indice théorique des prix; indice américain des prix; indice du cours du dollar à Bucarest, janvier 1920 à dé- cembre 1927	2
— II.	Participations de la Banque Blank, 1927	4
— III.	Participations de la Banque Rou- maine, 1927	7
— IV.	Circulation fiduciaire et portefeuille d'escompte de la Banque Natio- nale. Chiffres mensuels, 1/1920, XII, 1927	10
— V.	Capitaux propres des 12 banques. — Capital versé, réserves, re- port, 1918-1927	11
— VI.	Frais généraux et amortissements comparés au bénéfice net	12
— VII.	Banque Agricole. Bilans comparés. 1918-1927	14
— VIII.	Banque Berkowitz. Bilans compa- rés, 1926-1927	16
— IX.	Banque Chrissoveloni. Bilans com- parés, 1920-1927	17

		pages
— X.	Banque Commerciale Italienne et Roumaine. Bilans comparés, 1920-1927	18
— XI.	Banque Commerciale Roumaine. Bilans comparés, 1918-1927	20
— XII.	Banque du Commerce, Craïova. Bilans comparés, 1918-1927	22
— XIII.	Banque du Crédit Roumain. Bilans comparés, 1918-1927	24
— XIV.	Banque d'Escompte de Roumanie. Bilans comparés, 1918-1927	26
— XV.	Banque Franco-Roumaine. Bilans comparés, 1919-1927	28
— XVI.	Banque Générale de Roumanie. Bilans comparés, 1918-1927	30
— XVII.	Banque Marmorosch, Blank et Cie. Bilans comparés, 1918-1927	32
— XVIII.	Banque Roumaine. Bilans comparés, 1918-1927	36
— XIX.	Les 12 grandes banques. Bilans comparés, 1918-1927	38

INTRODUCTION

Pour comprendre d'organisation de crédit d'un pays, il est nécessaire d'avoir un aperçu clair sur les facteurs économiques les plus importants. Cette remarque a d'ailleurs été faite dans la plupart des études économiques. L'interdépendance qui existe entre un fait et tous les autres, ne nous permet pas, au risque de manquer de compréhension, d'isoler la matière de l'étude. En ce qui concerne l'organisation bancaire, elle est fonction d'un état économique existant, qui a son tour peut être influencé, plus ou moins, par l'esprit d'initiative des dirigeants et les moyens propres et étrangers, qui sont à leur disposition. Beaucoup d'éléments, concourent ou s'opposent à cette influence réciproque. L'étude approfondie des circonstances nous permet souvent d'établir des rapports de cause à effet, très utiles, pour la compréhension de certains faits.

En outre, l'évolution bancaire de la Roumanie doit être envisagée sous deux formes très différentes. La première, qui ne fait pas l'objet de notre étude et sur laquelle nous passerons rapidement, en ne donnant que des indications essentielles et sommaires, s'étend jusqu'au commencement de la guerre de 1914; la seconde présente, après une interruption presque totale entre 1914 et 1918, un nouvel aspect de beaucoup plus compliqué et que nous tenterons d'expliquer au cours de notre étude.

CHAPITRE I

ETAT DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE NATIONALE ROUMAINE EN 1914

§ 1. Etat agricole.

Les statistiques que nous avons pu consulter avec fruit et qui nous paraissent dignes de notre confiance, ne se rapportent pas toujours à la même année. Heureusement, les investigations statistiques de la nouvelle Roumanie, s'étant développées depuis lors, nous permettent pour la seconde période, d'apporter des documents plus nombreux, plus intéressants, et plus probants. Les facteurs principaux de l'état et du développement essentiellement agricoles du pays, comme nous le verrons par la suite, sont à notre avis : la terre, d'une fertilité qui n'a son égale qu'en Russie; la main-d'œuvre surabondante, et, avec une importance infiniment plus petite, le capital d'exploitation.

En effet, la superficie totale de l'ancien royaume, de 139.693 km², qui est répartie d'après le relevé du cadastre effectué en 1916 de la manière suivante (1) :

(1) Voir Les forces économiques de la Roumanie, publiée par la Banque Marmorosch, Blank, 1920.

Terrain cultivable	7.826.796 ha.
Forêts	3.755.600 —
Eaux, lacs, marais	807.174 —
Constructions	270.000 —
Routes, voies ferrées	200.000 —
Terrains pétrolifères, usines et carrières ..	180.000 —
Terrains en friche	1.929.530 —
	13.969.400 ha.

La superficie des terrains cultivables augmente sensiblement les années d'avant 1916. La moyenne des terres cultivées entre 1909 et 1913 est de 6.028.000 hectares, ce qui représente environ 50 % de la superficie totale du pays. (Xénopol, la Richesse de la Roumanie).

L'année 1914 doit être considérée comme étant la dernière d'évolution normale, quoique la Roumanie ne soit entrée en guerre qu'à peine en août 1916, car la conflagration européenne provoqua nécessairement des perturbations marquées dans notre pays.

Le total de la superficie cultivable était alors de 6.279.000 hectares sur lesquels 5.295.000 hectares étaient affectés à la culture des céréales.

Il importe de savoir comment se répartissaient, au point de vue de la propriété, ces étendues (1916) (1) :

	Nombre de propriétaires	Proportion o/o	Superficie Ha.	Proportion o/o
Jusqu'à 10 ha.	920.239	95,4	3.153.645	40,29
10 à 100 —	38.723	3,96	862.800	11,03
100 à 3.000 —	5.207	0,63	2.855.889	36,49

(1) Voir S. Radulesco. La politique financière de la Roumanie depuis 1914. Thèse, Paris 1923, p. 12, d'après Gheorghiu. La situation économique et financière de la Roumanie. Jassy, 1918.

au-des. de 3.000 ha	178	0,01	954.462	12,20
	965.047		7.826.796	

Les terrains cultivables sont répartis comme nous l'indique le tableau ci-dessus, presque uniquement entre la grande et la petite propriété; la moyenne propriété considérée à juste titre comme étant la plus intéressante au point de vue de la production, est très réduite en comparaison des deux autres.

Indépendamment des considérations sociologiques que pourrait suggérer ce déséquilibre et en considérant uniquement le grand propriétaire en tant que producteur, nous ne pouvons nous empêcher d'affirmer que celui-ci était plus à même que le petit propriétaire de réaliser des améliorations foncières.

La solution du problème de la production agricole étant de trouver des capitaux d'exploitation à l'étranger, ceux du pays étant presque inexistants, la grande propriété pouvait seule les obtenir. Ces capitaux étaient fournis principalement, par l'intermédiaire du Crédit Foncier Rural et des grandes banques commerciales. Malheureusement, leur emploi n'avait pas toujours pour objet l'augmentation de l'outillage agricole. Ces emprunts hypothécaires étaient affectés aux dépenses de consommation improductives, très souvent à l'étranger, et notamment en France.

Quand à la petite propriété, elle avait ses associations coopératives de production et de consommation qui avaient pour but de se substituer à l'ancien

fermier. Elles peuvent être comparées aux « Affitanze colettive a conduzione di visa » du Nord de l'Italie.

Si nous examinons maintenant la main-d'œuvre agricole, pour la mise en valeur de la richesse des terres cultivables, nous relevons que sur les 7.351.665 habitants de l'ancien royaume en 1913, 6.015.922 formaient la population campagnarde, ce qui revient à 81,8 % du total de la population. En France, d'après le recensement de 1906, la proportion de la population agricole était de 46,6 %, ce qui la faisait considérer, à juste titre, comme une nation de cultivateurs. L'Allemagne en 1907, comptait 32,7 % de cultivateurs et la Grande-Bretagne et l'Irlande en 1911, à peine 10,73 % (1). Ces chiffres comparatifs prouvent à eux seuls la prédominance, en Roumanie de l'agriculture.

Quant à la densité, elle était pour tout le pays de 54 habitants par km²; cette densité comparée à la plupart des pays européens, apparaît donc très inférieure.

Après avoir énuméré les facteurs principaux de la production agricole, nous examinerons quelle est la place occupée par elle dans la totalité de la production nationale. De même nous verrons l'importance de cette production agricole au point de vue des exportations.

Les évaluations faites sur la valeur totale des pro-

(1) Germain Martin, Les Finances publiques de la France et la fortune privée (1914-1925), Payot, Paris, 1925, p. 22.

duits agricoles nous donnent les chiffres suivants (1).

Pour 1911	1.394 millions lei
— 1912	1.350 —
— 1913	1.346 —

et pour 1914, 1.267.000.000 sur lesquels 1 milliard représentait la valeur des céréales et spécialement du blé et du maïs.

Les quantités produites par hectare étaient évidemment bien inférieures à celles des autres pays à culture intensive, comme la France, l'Allemagne le Danemark, etc. On a tendance en Roumanie à comparer surtout le rendement quantitatif (par exemple 32,6 quintaux par hectare au Danemark et 12,2 en Roumanie) (2). Mais on néglige de comparer les résultats financiers, c'est-à-dire le bénéfice net, seul intéressant pour le propriétaire rural, bénéfice souvent égal, sinon supérieur à celui des pays étrangers.

A cette production agricole, très importante, nous ajouterons la valeur des produits industriels, celle du pétrole, du bois et des produits divers (3), pour avoir la valeur totale de la production roumaine. Ces chiffres ne sont que très approximatifs, mais nous donnent quand même une idée de l'importance de chaque catégorie de produits.

Voici les chiffres pour l'année 1913 :

(1) D'après Xénopol. Cité par Savel Radulesco. La politique Financière depuis 1914. Thèse, Paris, 1923, p. 10.

(2) Voir Savel Radulesco, op. cit., p. 11, n. (1).

(3) Ernest Ene. Les Banques en Roumanie. Thèse, Paris 1915, p. 10.

Produits agricoles	1.346 millions lei
— industriels	223 —
Pétrole	132 —
Bois	30 —
Divers	469 —

2.200 millions lei

Il faut cependant faire la remarque suivante : les 223 millions de produits industriels résultent d'un total de 365 millions, après déduction de la valeur du pétrole et des céréales, qui entrent dans les frais de fabrication pour une valeur totale de 142 millions (1).

§ 2. Le commerce extérieur.

De même on devra tenir compte de la balance commerciale, qui met en évidence l'aspect agricole du commerce d'exportation de la Roumanie (2).

	Valeur en millions de lei		
	Import	Export	Solde
1910	409	616	+ 206
1911	570	691	+ 121
1912	638	642	+ 4
1913	590	670	+ 80

Or, réparties par catégories de marchandises, les exportations étaient en

(1) Voir D. Nenitzesco : Exposé des motifs de la Loi pour l'encouragement de l'Industrie Nationale. Bucarest, 1912 et Ene, op. cit., p. 9 et 10.

(2) Annuaire statistique de la Roumanie 1927, publ. par le Ministère de l'Industrie et du Commerce, p. 178.

	1911		1912		1913
Céréales	557 millions		486 millions		448 millions
Pétrole	40 —		68 —		132 —
Bois	25 —		24 —		23 —

Le commerce extérieur roumain dépend donc des récoltes annuelles, et comme dans tout pays agricole il est fortement diminué par les mauvaises années. L'exemple le plus frappant fut celui de 1899, quand la production agricole fut presque anéantie par une très grande sécheresse, et par suite du déficit d'exportation, qui diminua de 47 %, la situation financière devint désespérée. Cette disette coïncida avec un malaise financier mondial. C'est ainsi que, « les « grandes banques de Londres trop préoccupées par « le financement de la guerre Anglo-Boer, ne faisait « plus aucune opération en Europe, et Berlin qui « dépendait de Londres était incapable de nous venir en aide » (1).

Les économistes compétents de chez nous furent unanimes à reconnaître que « la Roumanie ne pouvait demeurer plus longtemps un pays exclusivement agricole et qu'il était devenu urgent pour elle de s'industrialiser. Nos grandes richesses en pétrole, qui gisaient improductives dans les profondeurs de la terre, éveillèrent l'attention générale » (2).

En vérité, c'est à partir de cette date, que l'on fit de très grands efforts pour la création d'industries

(1) Monographie de la Banque Marmorosch, Blank et Cie.
p. 33.

(2) Id., p. 83.

diverses, qui furent encouragées par différentes lois et par un tarif douanier protectionniste.

Néanmoins, la Roumanie était encore, en 1914, tributaire de l'étranger pour la plupart des produits industriels, même pour ceux qui trouvaient dans le pays la matière première nécessaire à leur fabrication (cuir, laine, bois, textiles, etc.).

Par ces importations nous avons vis-à-vis de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de l'Angleterre, une balance commerciale déficitaire tandis que nous nous rattrapions avec la Belgique, les Pays-Bas, l'Italie et la France, pour ne citer par ordre d'importance que les débouchés principaux du commerce roumain. La moyenne de l'excédent des créances sur l'étranger, était pour 1910 à 1914 de 72 millions de lei.

Mais quand il s'agit d'établir la balance des comptes, l'étude en devient moins précise, faute de sources d'information. Il est cependant établi qu'elle était déficitaire avant la guerre, car on évalue pour 1911 à (1) :

74 millions lei, les 3/4 de l'annuité de la dette publique	
24,5	— mandat poste (?)
	payée à l'étranger.
40	— dividendes du capital étranger placé en Roumanie.
8	— sommes dépensées par les Roumains à l'étranger.
10	— économies des ouvriers étrangers.
570	— importations.

726 millions lei au total.

(1) Ernest Enc, op. cit., p. 20.

Déduction faite du total des créances de la Roumanie à l'étranger pour le compte de ses exportations, la Roumanie restait débitrice chaque année de sommes importantes, qui étaient employées dans le pays même par de nouveaux placements.

C'est ainsi que s'explique le fait que la finance allemande et autrichienne comme nous le verrons par la suite, détenaient près des trois quarts des valeurs mobilières roumaines.

Tel était dans ses traits généraux le développement économique roumain en 1913.

CHAPITRE II

CONSTITUTION DE LA NOUVELLE ROUMANIE

§ 1. Apport des nouvelles provinces.

Nous n'aurions pas insisté sur ces considérations générales que nous venons d'exposer, si la nouvelle Roumanie ne nous présentait, depuis 1918 des aspects économiques tout à fait différents.

Le territoire doublé (de 137.903 km² à 294.967 km²) ainsi que la population (de 7.351.665 à 17.151.932 habitants) représentent une toute autre force économique.

La densité de la population est presque la même (de 54 à 58 habitants par km²). Mais selon toute probabilité, vu la très forte natalité du peuple roumain qui dépasse même celle de l'Allemagne (1), la population sera, dans vingt ans, d'environ 31 millions d'habitants, ce qui représente une force ascendante de production et de consommation.

La répartition du sol de la nouvelle Roumanie, en 1927, était la suivante (2) :

(1) Voir Ene, op. cit., p. 11, n. (2), Roumanie, 16 0/00; Allemagne, 14,2 0/00 (entre 1901-1910).

(2) Annuaire statistique de la Roumanie, publié par le Ministère de l'Ind. et du Commerce, p. 37 (1927).

	Roumanie en millions de ha.	Ancien Royaume en millions de ha.
Terres labourables	12.448	6.497
Prés naturels et Pâturages	4.064	1.409
Cultures arborescentes	623	273
Bois et forêts	7.281	2.931
Bâtiments, chaussées, eaux, mines terrains improductifs...	5.079	2.678
Total	29.496	13.790

Cette nouvelle répartition nous permet de constater l'apport particulier des nouvelles provinces : la Bessarabie, la Transylvanie, le Banat et la Bucovine, qui sont venues s'ajouter à celles de l'ancien royaume. Le pourcentage des terres labourables reste sensiblement le même, mais il faut remarquer que seule la Bessarabie ayant une capacité de production agricole dépassant la consommation intérieure pourra, d'une manière appréciable, augmenter la capacité d'exportation de céréales d'une valeur de 192 millions lei d'après les statistiques d'avant-guerre. Quant aux autres provinces (Transylvanie, Banat, Bucovine), leur apport, inexistant au point de vue agricole, est constitué à la fois par leur industrie et leurs richesses naturelles. Les prés et pâturages en particulier, favorables à l'élevage, permettent l'exportation de très nombreuses têtes de bétail.

Le domaine forestier s'est accru d'environ 4 1/2 millions d'hectares et l'industrie du bois, existant de longue date, est susceptible d'une exploitation et d'une industrialisation plus intense.

La richesse minière (charbon, minerai de fer, gaz méthane) de la Transylvanie et du Banat facilitera le développement des industries métallurgiques déjà existantes et l'écoulement de leurs produits dans l'ancien royaume, diminuera dans des proportions tout à fait remarquables, l'importation de produits similaires des pays étrangers.

Pour nous faire une idée de la nouvelle force industrielle, nous donnerons les chiffres suivants. En 1914 (1), on comptait dans l'ancien royaume 1.114 usines utilisant une force de 190.000 HP. Beaucoup de ces industries ont été détruites pendant la guerre, mais la plupart ont été restaurées depuis. Grâce à l'apport des nouvelles provinces, la Roumanie a vu son industrie augmenter d'environ 150 %. Le nombre des usines s'est accru de 1.633 atteignant 2.747 en 1919 et en 1926, se chiffrent à 3.445, la force motrice étant, sans compter les usines électriques de 387.676 HP.

Les sociétés industrielles par action existant en Transylvanie se chiffraient à 319 et représentaient un capital social d'environ 292 millions couronnes. Dans l'ancien royaume, il existait à la fin de l'année 1913 (2) : 166 sociétés industrielles ayant un capital versé de 436 millions de lei.

Quelle a été l'importance de la production industrielle de la Transylvanie ? C'est presque impossible de l'établir, parce que les statistiques sont établies

(1) Voir les Forces écon. Blank 1928.

(2) Statistique des Soc. par Actions de tout le pays, publiée par le « Minist. de l'Ind. et du Commerce (1913).

d'après la production totale de l'empire d'Autriche-Hongrie. Nous n'irons pas jusqu'à affirmer que l'aspect économique de la nouvelle Roumanie nous révèle un état économique complexe, car l'une des matières premières indispensables à l'industrie métallurgique : le charbon de pierre qui donne le coke ne se trouve en Roumanie qu'en quantité limitée et nous sommes obligés de l'importer. Toutefois l'emploi du gaz naturel comme réducteur pourrait remplacer avec succès le coke, mais cette application doit encore subir des perfectionnements.

§ 2. Le commerce extérieur.

La grande Roumanie aura donc un commerce extérieur différent de celui d'avant-guerre.

Citons l'évaluation de ce commerce pour l'année 1913 (1).

	Import. en millions de lei	Export.
Ancien Royaume	590	670
Bessarabie		192
Transylvanie et Bucovine	576	455
Nouvelle Roumanie	1.166	1.417

Ainsi que les résultats de la balance commerciale de 1919 à 1927 (2).

(1) Forces économiques, Blank, 1920, p. 135.

(2) Annuaire statistique de la Roumanie, 1927, p. 178.

	Import	Export	Balance Commerciale
	en millions de lei		
1919	3.762	104	— 3.657
1920	6.980	3.447	— 3.532
1921	12.145	8.263	— 3.882
1922	12.325	14.039	+ 1.713
1923	19.516	24.594	+ 5.078
1924	26.264	28.361	+ 2.096
1925	30.097	29.024	— 1.072
1926	37.135	38.323	+ 1.088
1927 (10 mois) ..	28.238	31.639	+ 3.401

Bien que toute comparaison entre les chiffres établis par calcul pour 1913 et ceux d'après guerre soit d'une valeur très relative, nous remarquons après réduction de la valeur totale du commerce extérieur roumain par rapport au change, une situation inférieure à celle d'avant-guerre. Les causes de cette baisse sont multiples : en première ligne la diminution absolue et en pourcentage de l'exportation de céréales, dûe à la consommation des nouvelles provinces, et surtout aux conséquences malheureuses de la réforme agraire; mais, à la suite du développement de l'industrie pétrolière, couvrant d'abord la consommation interne de beaucoup accrue depuis 1913, l'exportation des produits de cette industrie accuse un coefficient plus élevé.

Grâce aux nombreuses entreprises forestières et à la grande industrie d'élevage du bétail dans les nouveaux territoires, les chiffres d'exportation se sont heureusement modifiés. L'exportation du bois, qui en 1913 n'était que de 3,5 % du total s'est élevée en 1925 à 20 % des exportations et celle des animaux vivants de 0,43% à 13,5 % en 1925.

On n'aurait toutefois qu'une idée partielle du mouvement des dettes et des créances sur l'étranger si l'on omettait d'étudier la balance des comptes; mais comme cette étude est étroitement liée aux placements étrangers en Roumanie, à cause de notre situation débitrice, nous l'étudierons plus tard (Voir II^e partie, chap. VII).

Telles étaient, dans leurs traits essentiels les transformations subies par l'introduction nouvelle de la forme industrielle dans la structure économique du pays.

PREMIERE PARTIE

ETUDE GENERALE DU MARCHE ROUMAIN

Non moins éprouvée que les autres pays belligérants, la Roumanie a connu les grandes perturbations économiques d'après-guerre, plus accentuées même que celles du temps des hostilités. La situation même fut aggravée par l'occupation de plus de la moitié de son territoire.

A la fin des hostilités, les trois problèmes principaux qui dominaient l'économie mondiale (1), ainsi que celle de la Roumanie, étaient :

1° le problème de la production et de la mise en valeur des richesses.

2° le problème monétaire et bancaire qui conditionnent les prix intérieurs et extérieurs, et

3° le problème commercial international.

Dans le cadre de notre étude, le problème de la production et celui du commerce international seront étudiés seulement pour expliquer la situation générale du marché roumain.

(1) Oualid : La politique économique dans « La vie publique de la France contemporaine » 1925.

CHAPITRE I

MONNAIE, PRIX ET CHANGE

§ 1. L'Inflation et la Banque Nationale de Roumanie.

On peut aisément distinguer d'une part, les pays à inflation proprement dite, dûe presque exclusivement aux nécessités financières des Etats, à la suite de la guerre, et d'autre part les pays dans lesquels la hausse générale des prix a entraîné l'accroissement des signes monétaires. Les phénomènes de cause à effet sont inverses. La Roumanie rentre évidemment dans le premier groupe et le marché roumain est dominé, à partir de 1914, par la continuelle augmentation de la circulation fiduciaire.

L'Etat fit de nombreux appels à l'institution d'émission, la Banque Nationale de Roumanie.

Celle-ci fut constituée sous forme de société anonyme au capital de 12 millions de lei, en vertu de la loi du 17 avril 1880, qui lui accorde le privilège exclusif d'émissions de billets. L'Etat roumain participe pour un tiers du capital. Même après 1901, date à laquelle l'Etat se retire de la société, le gouvernement conserve le droit de nommer le gouver-

neur et un tiers des directeurs. Ceci lui permit d'intervenir toujours dans la conduite de la banque (1).

Les opérations principales que la banque était autorisée à faire, étaient :

- a) l'escompte des effets de commerce;
- b) le droit de recevoir des dépôts;
- c) le droit de faire des avances sur effets publics (Lombard);
- d) le droit d'escompter des bons du Trésor jusqu'à la limite de 20 % du capital versé (donc 2.400.000 lei).

L'institution d'émissions a été, comme nous le verrons plus loin, dispensatrice des crédits pour le commerce.

En 1913, l'escompte et le Lombard (2) atteignent 59 % de la circulation fiduciaire, qui était alors de 437 millions. Le stock métallique devait être de 33 % du total de l'émission et fut entre 1908 et 1913 de 47 à 49,8 %. A ce moment les emprunts faits à l'Etat se chiffraient à peine à 12 millions.

Contrairement à l'usage habituel, nous avons ramené toutes nos comparaisons à l'année 1913, parce que l'inflation fiduciaire a commencé dès l'année suivante par le fait d'une avance de la Banque Nationale à l'Etat pour une somme de 109 millions de Lei. C'était évidemment une augmentation anormale de la circulation fiduciaire qui n'était pas en fonction du développement de l'activité économique.

(1) A la suite de la convention de 1925, l'Etat participe de nouveau, pour un tiers au capital de la Banque Nationale.

(2) Crédits accordés sur dépôts de valeurs mobilières.

Au cours des années de la neutralité roumaine jusqu'en août 1916 et pendant la guerre, les dépenses de l'Etat entraînèrent des émissions successives qui portèrent jusqu'au 31 décembre 1918 sa dette envers la Banque Nationale à 1.600 millions de lei, le tout unifié en un seul emprunt : le 6 février 1919. L'émission totale était le 31 décembre 1918 de 2.489 millions de lei.

Il importe de savoir quels étaient les autres signes monétaires dans les différentes provinces de la Roumanie.

Après l'armistice, au moment de la réalisation de l'unité nationale, il y avait quatre espèces de papier monnaie, jouissant toutes de force libératoire : le billet de la Banque Nationale, mentionné ci-dessus, le billet de la Banque Générale Roumaine, la couronne autrichienne et le rouble (Lwow et Romanoff).

On aperçoit dès lors, que dans le calcul de la circulation fiduciaire en Roumanie, ces trois monnaies différentes doivent être ajoutées aux billets indigènes.

L'émission de billets de la Banque Générale Roumaine a été effectuée par les Allemands pendant l'occupation et se superposait aux billets de la Banque Nationale, qui avait alors son siège à Jassy.

Selon les besoins des occupants les émissions furent portées successivement au cours de 1917 et jusqu'en octobre 1918, à environ 1.404 millions de lei (1).

(1) Voir V. Slavesco. La Banque Nationale de Roumanie (1880-1924), p. 251 et G. D. Creanga.

En Transylvanie, Banat et Bucovine, la monnaie à cours légal était la couronne autrichienne. En raison du mouvement commercial et spéculatif et du manque de statistique, il est difficile de connaître le montant total de cette circulation, en 1918. Les 8.718 millions de couronnes qui furent échangées en lei lors de l'unification monétaire, représentent les couronnes qui circulaient en 1918 et celles importées par les spéculateurs, qui constituaient fort probablement une très grande part.

Il faut ajouter également le troisième papier-monnaie : le rouble, qui circulait en Bessarabie. Ici encore, nous ne pourrions donner que des chiffres approximatifs, pour l'année 1918. Les mêmes causes qui ont augmenté la circulation des couronnes, ont dû se produire pour les roubles, qui lors de l'unification monétaire se chiffraient à 1.208 millions.

En résumé, telles sont les conditions dans lesquelles se présentait le marché roumain à la fin de 1918.

1) Billets de B. N. R.	2.489 millions
2) — B. G. R.	1.404 —
Total de la circ. en lei	3.893 —
3) Couronnes	? —
4) Roubles	? —

L'inflation d'après guerre comprend deux périodes distinctes : celle qui va jusqu'à la fin de 1921, caractérisée par les émissions faites au compte de l'Etat, et pour une part très restreinte pour les besoins du marché, et la seconde à partir de janvier 1922, quand le total des emprunts faits à l'Etat commencent à diminuer. Depuis lors les nouvelles émis-

sions retrouvent leur emploi normal pour l'augmentation du portefeuille d'escompte.

Si nous insistons sur l'inflation et si nous essayons d'établir le total du papier-monnaie, c'est parce que ces éléments du problème présentent un double intérêt : les chiffres ainsi établis nous donnent une idée plus juste des possibilités que les institutions de crédit ont eues pour augmenter leurs moyens d'exploitation et expliquent en partie la variation des prix et du change.

§ 2. L'unification monétaire.

La fin de la guerre a posé en beaucoup de pays belligérants les mêmes problèmes à propos du retrait des émissions faites avec beaucoup de méthode par les Allemands dans les régions envahies. Tandis que dans d'autres pays, le retrait avait été exécuté presque aussitôt l'armistice conclu, il fallut à la Roumanie une période de 3 ans (de 1919 à fin 1921) pour accomplir l'unification monétaire.

Le ministre des Finances donne en 1925 le résumé statistique suivant (1) :

	Circulation fiducièrè	Escompte	Emprunt à l'Etat pour l'unification monétaire	Total des emprunts à l'Etat
	(en millions de lei)			
1918	2.489	70		1.604
1919	4.215	158		3.800

(1) Exposé des motifs pour le projet de loi qui ratifie les conventions du 19 mai 1925, p. 35, 39, 111.

1920	9.485	702	4.098	8.198
1921	13.722	1.829	7.074	12.363
1922	15.162	3.808	7.026	12.317
1923	17.916	5.864	7.025	11.107
1924	19.356	7.572	7.025	10.787

Aucune somme n'est mentionnée en 1919 pour l'unification, malgré que le retrait des billets de la Banque Générale Roumaine commença dès le mois de mai de cette même année. Mais il se prolongea malheureusement jusqu'en 1921, en même temps que celui des couronnes et des roubles.

En fait, les leis émis par les Allemands ayant le même cours sur le marché que les billets de la Banque Nationale Roumaine, leur échange ne signifiait pas une nouvelle inflation. On en saurait penser de même pour les couronnes; celles-ci n'ayant cessé de baisser à partir de 1918, cotaient en 1920 seulement 0,25 lei.

Par esprit d'équité et de nationalisme, le cours du change a été fixé à 0,50 lei, ce qui fut la cause d'une inflation réelle d'environ 2 milliards. Aussi les spéculateurs, pour profiter de cette différence de cours, ont importé beaucoup de couronnes.

Les 7.025 millions émis pour l'unification se répartissaient ainsi (1) :

	En millions			
Couronnes	8.718	en	lei	4.353
Roubles Luow	1.188	—	—	1.208
Roubles Romanoff	640	—	—	1.208
Billets de la Bque Générale Roumaine		—	—	1.463

(1) Exposé des motifs cité, p. 38.

Il résulte que le total de la circulation, relevé d'après les bilans de la Banque Nationale Roumaine, ne représente pas l'ensemble des signes monétaires, et que, à part les emprunts pour les besoins du Trésor, il y a eu inflation à cause du cours élevé fixé pour l'échange des couronnes.

Toute différente est la seconde période des émissions, qui va de janvier 1922 à décembre 1924. Comme nous l'avons déjà mentionné, les emprunts à l'Etat cessent entièrement et en 1923 et 1924 les bilans de la Banque Nationale accusent même des restitutions.

C'est le gonflement du portefeuille commercial qui nous indique maintenant le montant des billets mis en circulation pour les sommes qui dépassent les remboursements de l'Etat.

Nous donnerons sur ces faits, à l'occasion de l'étude sur les engagements de réescompte des Banques commerciales, de plus amples détails (voir I^{re} partie, chapitre IV, § 3).

Reste à expliquer quelle a été la politique financière et d'émissions après le 31 décembre 1924 jusqu'à nos jours. C'est alors que se pose en Roumanie la question de savoir s'il faut maintenir le montant des émissions (21.071 millions) en vue de la stabilisation ou si l'on doit revaloriser le leu par le retrait successif des billets de banques. Contrairement à toutes les expériences et aux théories universellement reconnues comme justes, le Ministre des finances opta pour la seconde solution, qui n'était, à

l'avis de tous les économistes roumains, que pure utopie.

D'après les conventions du 19 mai 1925, conclues entre le Ministère des Finances et la Banque Nationale de la Roumanie, l'Etat s'engageait dans un intervalle de 15 à 20 ans à restituer toutes les sommes qui lui avaient été avancées, et la Banque devait au moyen de ces sommes, effectuer le retrait de la moitié des billets mis en circulation. On fixa la limite d'émission de la Banque au chiffre fatidique de 21.071 millions.

Nous ne doutons pas que les intentions étaient des meilleures, mais la réalisation en était impossible. Cette solution était des plus dangereuses pour l'économie nationale roumaine et au point de vue social, des plus injustes.

Pendant 3 ans, cette politique néfaste a été suivie avec un acharnement obstiné, quoique les symptômes économiques en accusassent nettement les méfaits.

Toutefois, cette situation ne pouvait durer longtemps, et l'année 1928 apporte le changement de la politique financière. Le principe de la stabilisation est adopté, ce qui entraînera fort probablement l'augmentation de la circulation fiduciaire, basée cette fois-ci sur un stock métallique, grâce à un emprunt étranger. Jusqu'à aujourd'hui (Déc. 1928) l'émission a été maintenue au chiffre ancien, l'emprunt n'étant pas encore réalisé (1).

(1) Conclu à Paris, le 2 février 1929.

Quel fût, pendant toute cette période, le stock métallique garantissant ces émissions ? Au grand mérite des dirigeants de la Banque Nationale, il fut jusqu'en 1916 très au-dessus des prescriptions légales. Pendant la guerre, cet or (315 millions), pour ne pas tomber dans les mains allemandes, fut transporté à Moscou, où il eut le sort de bien d'autres richesses étrangères. Depuis lors, on n'a pas cessé de profiter de toutes les possibilités qui se présentaient pour reconstituer le stock métallique. Aujourd'hui l'encaisse est formée par la quote-part attribuée à la Roumanie, lors de la liquidation de la banque d'émission austro-hongroise, et par des achats successifs d'or sur le marché. Il est impossible, même en se reportant aux bilans de la B. N. R., de pouvoir donner un chiffre exact de l'encaisse actuelle. Cependant d'après les études du Prof. I. Anghelesco sur la stabilisation, il paraît qu'elle dépasse 200 millions.

Nous ne saurions clore cette étude sur les émissions de la B. N. R. sans indiquer dans une vue d'ensemble les trois phases successives pendant ces dix dernières années. La première, de 1918 à 1921, caractérisée par les émissions faites presque uniquement pour les besoins de l'Etat; la seconde, de 1921 à 1924, — émissions seulement pour les besoins du commerce; et enfin la dernière, de 1924 à 1928, sans aucune nouvelle émission.

§ 3. Les prix et le change.

Quelles étaient les répercussions de cet état de choses sur les prix et le change ? Nous établissons pour les différentes variations de ces valeurs des indices, qui seuls nous permettent de faire ces comparaisons utiles. Celui de la circulation des billets a comme base 1913 = 100, et ne représente, pour les causes indiquées ci-dessus, la totalité des signes monétaires en Roumanie, qu'à partir de janvier 1922. En outre, l'indice du change, d'après le cours du dollar à Bucarest, a comme base 100 = 5,18 lei, valeur du dollar en 1913. L'indice des prix (1) en Roumanie, n'est calculé que par rapport à l'année 1916. Les exagérations éventuelles que l'on reproche à juste titre à cet indice, sont atténuées par le fait qu'en 1916 la vie avait déjà renchéri. C'est d'ailleurs le seul indice qui soit régulièrement publié en Roumanie, et seulement à partir de janvier 1922.

Pour fixer plus clairement l'évolution respective de ces trois indices, nous croyons utile de donner le tableau qui suit, et pour les détails nous donnons les indices mensuels au tableau annexe I (2).

	Indice de la Circulation fiduciäre	Indice du cours du dollar à Bucarest	Indice des prix
1913	100	100	100
1919	967	826	—

(1) Etabli par le journal « Argus ».

(2) Voir Bulletin (Janvier-Février 1928), de la Banque de Crédit Roumain, Etude faite par nous, avec M. A. Alioth, directeur du service d'études de la banque.

1920	2.169	1.379	—
1921	3.139	2.700	1.649
1922	3.659	3.227	2.292
1923	4.098	3.796	3.474
1924	4.437	3.836	4.235
1925	4.603	4.141	4.764
1926	4.791	3.761	5.342
1927	4.809	3.117	5.347

On peut seulement conjecturer que l'augmentation des prix a suivi, dans la période d'avant 1922, avec un retard constant, la marche ascendante de l'indice de la circulation.

La valeur transactionnelle interne de la circulation est déterminée par les prix internes et nous croyons pouvoir affirmer que décembre 1921 marque le début de la pénurie de numéraire consécutive à la hausse des prix et qui va s'accroissant jusqu'en 1928.

En effet, en tenant compte de la population, ainsi que de la richesse nationale accrues, la circulation devait être au moins le double de celle de 1913, en or bien entendu et si l'indice des prix n'avait pas changé.

Théoriquement il y a intérêt à calculer l'indice de la circulation évalué en or, donc par rapport au change; mais pour se faire une idée juste de la valeur des billets en circulation pendant les années considérées, par rapport à la valeur de la circulation de 1913, il faudrait établir l'indice de la circulation, après l'avoir au préalable réduit d'autant que le pouvoir d'achat de l'or a diminué depuis 1913. Nous prenons comme base de ce calcul l'indice amé-

ricain établi d'après les prix de détail, communiqués par Federal Reserve Board.

Voici ces indices pour les fins d'années (v. tableau annexe I pour indices mensuels).

	Circulation des billets de banque en lei	Circulation en dollars	Circulation en dollar valeur 1913
31 Déc. 1913 ...	100	100	100
— 1920 ...	2.169	157	91
— 1921 ...	3.139	116	81
— 1922 ...	3.659	113	69
— 1923 ...	4.098	107	66
— 1924 ...	4.437	115	70
— 1925 ...	4.603	110	67
— 1926 ...	4.791	127	80
— 1927 ...	4.809	154	100

Il appert de ce tableau que le troisième indice, qui est en fonction du change et des prix américains, a toujours été pendant cette période au-dessous de la valeur 1913 = 100, —; la hausse du change en 1927 le fait dépasser, mais de très peu; cette base.

Ces indices, nous le répétons, sont intéressants, surtout théoriquement et c'est l'indice de la valeur transactionnelle interne de la circulation que nous envisageons.

	Indice de la circulation	Indice des prix (« Argus »)	Indice de la valeur Interne de la circulation
1913	100	100	100
1921	3.139	1.649	190
1922	3.659	2.292	155
1923	4.098	3.474	112
1924	4.437	4.235	104
1925	4.603	4.764	96
1926	4.791	5.342	91
1927	4.809	5.340	90

L'indice s'éloigne donc à partir de 1921 de la situation désirable et normale.

Ainsi, sans trop charger de formules notre exposé, les prix augmentant plus vite que la circulation, accentuent de plus en plus la crise de numéraire.

Vient s'y ajouter encore la vitesse de circulation de la monnaie, réduite, du fait de l'état avant tout agraire de l'économie roumaine, les budgets se chiffrant à plus du double de la circulation (en 1913 : une fois et demie) pour ne citer que les points essentiels qui accentuent cette crise.

Les palliatifs imposés par le gouvernement ne pouvaient enrayer ce mal, par exemple la compression des prix qui ne pouvaient durer indéfiniment, car la hausse générale n'était qu'un réajustement aux prix des autres pays. Ils furent même dépassés en janvier 1927, et l'explication doit en être cherchée dans le protectionnisme exagéré.

Un état de fait, fort négligé par les personnes compétentes, a entraîné, dès 1919, la baisse du lei. C'était le manque de stock métallique pour les nouvelles émissions. La hausse du cours du dollar à Bucarest (v. tabl. annexe I) s'accroît en 1920 et prend une allure dangereuse en 1921. Les causes sont multiples : importations excessives, spéculation à la baisse, etc.

En présence de cette situation, l'Etat a pris des mesures dont l'effet heureux ne peut être nié, et sur lesquelles nous reviendrons plus tard. (voir II^e partie, chapitre IV, § 2). C'est surtout le manque de me-

sures prises à temps pour le redressement financier qui fut cause de la baisse continuelle du leu.

Cependant un revirement se produisit en mai 1926 et il n'est pas niable qu'il est dû, pour une grande part, à l'application du plan de la revalorisation décidé en mai 1925. L'indice le plus haut (du dollar) fut en mai 1926, 5,111, pour se stabiliser aux environs de 3.100 — 3.200, à partir du mois de juillet 1927 jusqu'à aujourd'hui.

On a vu ainsi dans un coup d'œil d'ensemble l'évolution de la circulation des prix et du change. Il faut maintenant essayer de dégager les autres causes principales de la modification du milieu économique.

CHAPITRE II

FINANCES PUBLIQUES, REFORME AGRAIRE, POLITIQUE ECONOMIQUE

§ 1. Les finances publiques.

La guerre avec toutes ses conséquences sur les finances publiques et l'influence qu'elle a eu sur l'esprit des masses populaires, amena en Roumanie deux réformes radicales : la réforme du système d'imposition et la réforme agraire.

Le fait qui prédomine la conduite financière est le désir d'augmenter les ressources publiques. L'ancien système d'imposition n'était pas susceptible de les fournir. Et c'est ainsi que naquit l'idée de la réforme fiscale roumaine. Ce qui a été fait en Angleterre et en France, peu avant la guerre, par souci d'équité fiscale, a été réalisé en Roumanie par nécessité; cependant les mêmes effets de répartition plus juste des charges fiscales en découlèrent. L'opinion publique n'a pas suivi avec le même élan que celui constaté à l'étranger, le souci indéniable de justice sociale qui animait le Ministre des Finances (1).

Aussitôt après l'avènement du nouveau gouvernement en 1919, on mit à l'étude la loi qui devait ap-

(1) M. N. Titulesco.

porter la suppression de l'impôt personnel. Les traits essentiels de la réforme votée en 1921 (loi du 1^{er} août 1921 Monit. off. N° 95) sont les suivants : système d'impôts cédulaires (sept.) auquel se superpose l'impôt global progressif sur le revenu. La même loi établissait aussi un « impôt exceptionnel et progressif sur le capital et l'enrichissement de guerre ». De vives critiques s'élevèrent contre l'ensemble de cette réforme; celles qui portaient sur le nouveau système d'imposition, n'étaient justes qu'en ce qui concernait la trop grande progressivité. Quant aux critiques formulées contre l'impôt sur le capital elles correspondaient parfaitement aux répercussions néfastes qui se faisaient déjà sentir. Les banques protestèrent vivement, dès le mois d'avril 1921 contre l'impôt de 12 % sur le capital des sociétés anonymes, sous forme d'actions gratuites, remises à l'Etat. Elles alléguaient qu'il y avait double paiement de cet impôt du fait de l'imposition de leur portefeuille d'actions. La chute du gouvernement empêcha l'application de l'impôt sur le capital qui fut supprimé et après de nombreuses retouches la réforme des impôts directs fut réalisée en 1923 (1).

Si l'on apportait ainsi une réforme nécessaire et équitable, les solutions pour l'augmentation immédiate des recettes n'étaient pas trouvées.

Les recettes du budget général de l'Etat se présentaient comme suit :

(1) Monit. Off. N° 253 du 23 février 1923.

1921/22	7,7	milliards lei	(441 lei par habitants)
1922/23	10,5	—	(671 —)
1923 (9 mois ..	15,4	—	(1.176 —)
1924	24,0	—	(1.411 —)
1925	31,7	—	(1.864 —)
1926	41,8	—	(2.353 —)
1927	53,6	—	

ou en lei or :

	Cours du leu or au commencement de l'exercice	Budget en lei or
1913	—	608 millions
1921/22	11,9	629 —
1922/23	25,6	409 —
1923 (9 mois	37,0	415 —
1924	34,4	696 —
1925	38,1	831 —
1926	44,0	950 —
1927	35,7	1.501 —

Mais comme l'équilibre budgétaire n'a pas été réalisé, le déficit (1) jusqu'en 1920 était le suivant :

1918	— 352 millions lei
1919	— 3.063 —
1920	— 1.757 —

A partir de 1921 il y a excédents :

1921 ...	+ 2.088 millions	1924 ...	+ 6.340 millions
1922 ...	+ 5.081 —	1925 ...	+ 4.598 —
1923 ...	+ 5.158 —	1926 ...	+ 2.725 —

Malgré cette situation très favorable en apparence, l'Etat doit à ses fournisseurs des sommes importantes qu'il s'obstine à ne pas payer. C'est à se demander s'il y a réellement des excédents.

(1) Forces économiques, Blank 1926, p. 105 et 1927, p. 44 et 96.

Au cours des premières années d'après-guerre, deux emprunts furent lancés pour combler les déficits. Le premier en 1919, l'Emprunt de l'Union, 5 % apportera au Trésor 1.143 millions. Le second, celui de 1920 nommé l'Emprunt de la Réfection (Refacerei), produisit 2.730 millions.

L'Etat ne fit plus appel au public, après 1920, et cela jusqu'à aujourd'hui, conformément à sa nouvelle politique financière.

On ne manqua pas d'émettre jusqu'en 1921 des bons du Trésor 6 % en monnaie étrangère, pour les fournitures. Transformées en lei, à la parité légale, ces sommes représentent 2 milliards lei or. La majeure partie de ces bons a été consolidée.

D'autres emprunts ont été effectués en grand nombre à partir de 1922, surtout en livres sterlings. Nous mentionnerons seulement que les dettes inter-alliées envers l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Italie et la France (1) sont consolidées.

Le montant total de la dette extérieure de la Roumanie n'est pas facile à établir et ne présente pour nous qu'un intérêt secondaire. Ces dettes sont amortissables entre 10 et 30 ans.

Remarquons en passant que la plupart de ces emprunts externes et internes ont été faits pour les besoins courants de l'Etat. En outre la dette à l'intérieur s'est accrue de 7 1/2 milliards environ, qui représentent la moitié du total de la rente émise pour le paiement des terres expropriées.

(1) Accord conclu le 28 mars 1928.

§ 2. La réforme agraire.

Un grave problème social se posait depuis longtemps en Roumanie, du fait de la très grande concentration de la propriété foncière rurale. La majorité des cultivateurs travaillait pour les grands propriétaires, dans des conditions qui leur assuraient à peine leur subsistance et celle de leurs familles. Pendant la guerre, sous l'influence des troubles sociaux qui sévirent chez nos voisins, un décret-loi décida l'expropriation des terrains, propriétés de l'Etat, de diverses institutions et des grands propriétaires, au profit de la classe paysanne. C'est une application des principes de la fonction sociale de la propriété. Pour avoir été faite sous certaines pressions, elle n'en était pas moins juste, en principe.

Les lois du 17 et du 30 juillet 1921 (1) exproprient des étendues beaucoup plus grandes. La situation de la propriété foncière, avant la réforme agraire, était la suivante :

Petite propriété	11.613.314	ha.	soit	57,6	%
Grande propriété	8.521.347	—	—	42,4	%
Total hectares	20.134.661	ha.		100	%

Elle est après la réforme agraire :

Petite propriété	17.889.181	ha.	soit	88,8	%
Grande propriété	2.245.480	—	—	11,2	%
Total hectares	20.134.661	ha.		100	%

Le total des superficies expropriées était donc de

(1) Moniteur Officiel, 1921, N° 82 et 93.

6.138.845 hectares sur 8.521.347 hectares, et se répartissaient entre environ 2 millions de paysans (1).

Ces quelques remarques nous font saisir toute l'ampleur du déplacement des fortunes qui résulta de cette réforme. En effet, les prix maxima de la terre expropriée furent établis par le Parlement, à l'encontre du droit constitutionnel, qui garantissait au propriétaire une indemnité juste et préalable fixée par la justice. De cette sorte, le total des rentes (5 %) d'expropriation que recevaient les grands propriétaires était d'environ 15 milliards de lei papier, ce qui fait au cours actuel de stabilisation (32) à peine 500 millions lei or, valeur nominale.

Remarquons en passant que les terres expropriées valaient en 1913 : 3.600 à 4.800 millions lei or (évalué 6 à 800 lei l'hectare). Ces observations ont leur intérêt, car avant la guerre, la clientèle bancaire la plus sérieuse était formée par quelques milliers de grands propriétaires, qui détenaient dans l'ancien royaume 49 % de la propriété foncière. Le reste des terres qui leur ont été laissées représente en étendue, mais non pas en valeur, à peine un quart de ce qu'ils possédaient avant la réforme agraire. A de rares exceptions les conséquences économiques de ce partage des terres ne furent pas envisagées. Les nouveaux propriétaires dépensaient en objets de première consommation tout leur revenu agricole, revenu qui aurait pu être placé dans les industries, si le prix payé par eux avait représenté la valeur

(1) Forces économiques, Blank 1927.

réelle de la terre. Cette occasion unique d'épargne involontaire fut à tout jamais perdue.

Nous estimons que le préjudice le plus déplorable de la réforme agraire a été un abaissement considérable de la production. La masse paysanne n'avait ni les moyens, ni le désir de produire au-delà de ses besoins restreints. C'est pourquoi la culture du blé était pour toute la Roumanie jusqu'en 1921 au-dessous de la surface emblavée dans l'ancien royaume avant-guerre. L'exportation s'en ressentit très fortement.

Mais après cette première période déficitaire, les années qui suivirent marquèrent un très grand progrès, dû spécialement au changement de politique économique du gouvernement. Cet enrichissement d'une très grande partie de la population signifie une force consommatrice des plus intéressantes.

De ces diverses constatations, nous croyons pouvoir espérer à l'avenir les résultats les plus satisfaisants pour toute l'économie nationale roumaine.

§ 3. La politique économique.

Un des facteurs les plus importants d'après-guerre a été la politique économique de l'Etat. Dans ce terme nous englobons toutes les mesures, soit réglementaires, soit législatives, prises par le gouvernement dans le domaine économique. Le commerce international a été, pourrions-nous le dire, le « co-baye d'expérience » de nombreux gouvernements.

Il est curieux de relever, à cette occasion, que ce n'est pas le souci de produire davantage qui déterminait la politique de liberté et de restriction accordées à l'importation ou à l'exportation, mais tout simplement le désir d'augmenter les recettes publiques. Il est vrai qu'après l'armistice les importations étaient surtout nécessaires, car les occupants n'avaient pas laissé grand'chose : donc pas de restrictions en cette matière. L'exportation ne présentait pas d'intérêt faute de marchandises. Sous ce régime, notre importation prit une allure inquiétante, vu que la contre-partie était très faible. En 1920, on se rendit compte du danger, et les interdictions à l'importation et le régime des taxes élevées s'installèrent. En même temps, soi-disant pour empêcher la hausse des prix, on apporta des restrictions à l'exportation. Sans exagérer, chaque trimestre voyait naître un nouveau système. Celui des permis d'exportation pour chaque wagon de céréales ou millier de têtes de bétail, eut le plus grand succès. On le remplaça par un système de taxes qui surtout pour le blé, représentaient 30 à 40 % des prix internationaux. Plus tard, en simplifiant les choses, un « Journal du Conseil des Ministres » du 3 août 1921 décida le monopole d'Etat pour l'exportation des céréales. Un prix d'achat très bas permettait d'escompter de grands bénéfices.

A leur tour, en 1922, les taxes à l'exportation délogèrent ce monopole et en même temps un régime protectionniste pour les industries roumaines fut méthodiquement instauré. Dernièrement (1925) les

taxes d'exportation furent abaissées et aujourd'hui elles sont presque insignifiantes. On constate, par contre, un régime protectionniste de plus en plus accentué.

En résumé, et indépendamment de la forme prise par le régime douanier, dès que le gouvernement renonça à son libéralisme excessif et pernicieux il tomba dans le système opposé d'un protectionniste extrême, et, ce qui était beaucoup plus grave, la taxation irraisonnée à l'exportation.

Outre le but financier poursuivi par cette politique, on voulait par tous les moyens, permettre le développement rapide de l'industrie. Et pour cela il fallait coûte que coûte enrayer l'augmentation des prix des produits alimentaires de base. Il n'est pas niable que l'on y parvint, mais à quel prix !

La répercussion naturelle devait être la baisse de la production du blé, car les paysans préféraient cultiver d'autres céréales moins taxées, qui représentaient sans doute une plus petite valeur pour la balance commerciale.

Ceux qui fournissaient les produits sur lesquels on exerçait la compression de prix, les agriculteurs étaient, eux aussi, les consommateurs éventuels des produits industriels. Leur revenu augmentait très lentement et représentait une force de consommation décroissante, parce que les industries produisaient de plus en plus cher. A l'abri du tarif protectionniste, les prix des industries pouvaient augmenter à leur aise, et dépassaient de beaucoup ceux de leurs concurrents étrangers.

Ces mesures allèrent donc à l'encontre du but poursuivi, et il fallut longtemps pour que le gouvernement s'en aperçût.

Le commerce, lui aussi, eut à souffrir à cause de la continuelle variation des tarifs. A l'annonce d'une hausse des droits de douane, on remarquait une grande importation et une consommation plus active; quand on prévoyait une baisse, le commerce ne pouvait plus écouler ses marchandises, sauf à perte. Par l'instabilité des tarifs, le marché prenait souvent un aspect de manque ou de surabondance en marchandises, qui ne correspondait pas à la réalité.

Dans le domaine de la production, il suffit de mentionner les mesures législatives d'encouragement à l'industrie, des facilités accordées pour le développement de la motoculture, l'aide apportée au mouvement coopératif, etc. Et dans le mouvement de nationalisation des industries et la conservation des richesses du sous-sol roumain, la fameuse loi des mines de 1924. Celle-ci posait comme principe la détention par les nationaux de 55 % du capital des sociétés anonymes; obligation qui devait être réalisée dans une période de dix ans.

Nous croyons que pour la réalisation de ces desiderata très louables, ces mesures législatives ne sont pas très opérantes. Il est fort probable que cette dernière loi devra être modifiée.

La production générale du pays a eu à souffrir, pendant de longues années après guerre, du manque de moyens de transport. Non pas que le réseau fer-

roviaire de 11.900 km. eût été insuffisant, mais le matériel roulant faisait défaut, sans parler du mauvais état des rails. En même temps il fallait accomplir de grands travaux pour modifier la direction de concentration du réseau des nouvelles provinces vers les centres commerciaux et les ports de l'ancien royaume.

L'Etat, seul exploitant les chemins de fer, toujours dans le désir de donner du travail aux industries indigènes, faisait toutes ses commandes pour le matériel roulant : rails, ponts, etc. à l'intérieur du pays et très peu à l'étranger, quoique les usines roumaines ne pussent répondre aux besoins pressants. Par surcroît, les commandes livrées n'étaient pas acquittées par l'Etat. Le grand retard apporté ainsi dans la réorganisation des transports, causa d'immenses pertes aux autres branches de production : agricole et surtout forestière, qui dépassaient de beaucoup les bénéfices réalisés par l'industrie métallurgique.

Petit à petit, les chemins de fer furent organisés, permettant l'écoulement normal des marchandises et, à l'heure actuelle, le problème qui reste à résoudre est le développement du réseau de l'ancien royaume, pour satisfaire les besoins des nouvelles provinces et le transit beaucoup plus actif qu'en 1916.

*
* *

Toutes ces données sur l'état général du marché

roumain sont suffisantes, croyons-nous, pour avoir un aperçu général sur les faits qui prédominent la période d'après-guerre. Si parfois ces considérations peuvent paraître un peu longues, ceci est dû à notre désir de ne pas laisser de points obscurs sur la matière qui forme l'objet de notre étude.

Quiconque ne tiendrait pas compte de ces faits, qui expliquent des aspects enchevêtrés du système bancaire, risquerait de ne pas en comprendre assez clairement certaines opérations ou évolutions. Dans cette première partie, nous nous sommes bornés aux points essentiels, qui exercent une influence directe ou indirecte sur le développement des grandes banques commerciales. L'étude que nous commençons maintenant a pour but d'acquérir une connaissance aussi complète que possible des institutions principales de crédit, en s'attachant à leurs caractères fondamentaux.

DEUXIEME PARTIE

LES GRANDES BANQUES
ROUMAINES

CHAPITRE I

CLASSIFICATION ET DEVELOPPEMENT HISTORIQUE

§ 1. Classification des banques.

Toute étude des institutions de crédit s'attache principalement à celles qui représentent la plus grande force de la vie économique du pays. Nous même nous avons été amenés à considérer parmi les banques roumaines surtout celles qui par leur puissance dominant le marché. Ce n'est, à vrai dire, qu'une question de classification. Et avant de montrer les raisons qui déterminent notre sélection, nous ne pouvons manquer d'étudier la classification adoptée généralement en Roumanie. Il nous semble qu'elle a pour point de départ l'étude qui fut faite avant la guerre sur l'origine des moyens étrangers dont disposaient les grandes banques roumaines (1). D'où le groupement suivant :

« 1° les banques : Générale Roumaine, Marmosch Blank et Cie, de Crédit Roumain, Commerciale Roumaine et of Roumania Ltd., qui prennent leurs capitaux d'emprunt dans les comptes créditeurs, fournis pour la plupart par les grandes banques allemandes ou autrichiennes, et en très

(1) Voir Raducanu, article : « Viata Româneasca », 1913.

« petite quantité par les banques françaises et anglaises.

« 2° Un second groupe est constitué par les banques : Roumaine, Agricole et d'Escompte, qui complètent leurs capitaux par le réescompte à l'institution d'émission. Et enfin,

« 3° la Banque du Commerce de Craïcova, qui seule de toutes les banques, trouve dans les dépôts la principale source de numéraire » (1).

Les écrits d'après-guerre ne se contentèrent plus de cette discrimination des grandes banques roumaines, mais érigèrent en théories absolues les conclusions de cette étude limitée aux engagements. Pour en tirer des applications plus complètes, des professeurs d'économie politique furent entraînés à chercher l'origine des capitaux sociaux, chose assez difficile, et d'englober dans la « haute finance » des banques moyennes sans importance propre. Le Professeur Slavescu, champion de cette théorie, distingue la finance nationale, la finance mixte et la finance internationale. Plus tard, il renonce à sa première classification en classant la finance à caractère mixte dans le second groupe mentionné plus haut.

Toute banque qui fait appel, pour la constitution ou l'augmentation du capital, ou pour ses engagements, au capital étranger, ne peut pas bénéficier du titre de finance nationale. Une banque est répartie dans le premier groupe, avec mention qu'elle en sera exclue si elle fait preuve d'infidélité à la

(1) Ernest Ene, *op. cit.*, p. 85.

« finance nationale ». Et voici, d'après le Professeur G. Georgesco, qui émet les mêmes théories, les caractères prédominants de ces deux catégories de « finance ».

1° La finance nationale emploie des capitaux créés dans le pays, la finance internationale, des capitaux importés.

2° La finance nationale soutient toutes les industries d'une manière rationnelle et constante, l'autre, seulement les industries qui ne font pas concurrence aux industries étrangères.

3° En cas de crise, les capitaux de la finance internationale se retirent, les autres restent dans le pays.

4° La finance internationale a pour objet le gain, la finance nationale les « intérêts permanents et vitaux du pays ».

5° La direction de l'une est autochtone, celle de l'autre est étrangère.

6° Les profits réalisés par la finance internationale passent les frontières, les autres restent dans le pays.

7° Les capitaux et les épargnes nationales alimentent le premier groupe, les capitaux étrangers, le second.

8° La finance nationale fait appel aux crédits de la Banque Nationale, l'autre aux crédits étrangers.

Il est curieux de relever dans la classification de ces deux professeurs la préoccupation prédominante des conséquences que pourrait avoir l'emploi par les banques roumaines, du capital étranger.

Passons maintenant à l'analyse critique de cette classification basée sur les points énumérés plus haut et donnons les raisons qui nous déterminent à la rejeter. Seules les définitions des paragraphes 1 et 7, qui ne sont qu'une répétition, pourraient réellement justifier cette classification. Mais au cours de notre étude, nous démontrerons l'inexactitude d'une semblable répartition des banques, à cause de l'impossibilité d'affirmer par simple supposition les créiteurs habituels, tant pour le capital que pour les autres engagements. Non moins inexacts sont les affirmations concernant soit l'aide accordée aux industries (2), soit le but poursuivi par les banques (4); soit enfin l'appel au crédit de la Banque Nationale (8), comme nous le verrons par la suite. Quand aux observations faites par M. Georgesco touchant les bénéfices et les crises, elles sont exactes, mais applicables à toutes les banques roumaines, sans distinction. Quant à la direction elle est, dans sa majorité, toujours autochtone, mais il est vrai qu'elle subit des influences de la part des créiteurs étrangers.

L'effort de certains économistes roumains, pour donner l'apparence de véridicité à cette classification, et leur adoption par de nombreuses publications, ne visent, à vrai dire, qu'un simple but de propagande. Cette propagande est un des moyens de la lutte générale pour l'affirmation du capital roumain. Malheureusement, elle prend l'aspect de xénophobie tout en prenant bien soin de s'en défendre. Les calculs même, qui établissent le total

des moyens dont dispose la « finance nationale » sont faussés sciemment (1) pour prouver sa prédominance sur la finance internationale. En effet, on confond dans une même addition les engagements des grandes et petites banques dites nationales tout en ayant conscience que les placements des premières constituent les engagements des secondes. Il y a donc inscription double des mêmes capitaux. Forcément, la même faute se retrouve à la base du calcul de l'ensemble des placements.

La critique de cette répartition des banques n'est pas inutile, si l'on se rend compte que grâce à cette méthode de calculs, le public roumain a été amené à surestimer la valeur totale des capitaux indigènes.

Faite en vue d'une fin déterminée, cette classification est artificielle, car elle est basée sur des caractères accidentels. Nous nous efforcerons de faire un classement scientifique et pour y parvenir nous nous baserons sur les caractères essentiels, notre seul but étant la connaissance complète des institutions de crédit de la Roumanie.

Nous procéderons d'abord par élimination pour définir les grandes banques commerciales qui font l'objet de notre étude.

Nous excluons donc de suite les banques qui présentent les caractères suivants :

1° Les banques constituées sous forme de sociétés anonymes étrangères ou leurs succursales, comme : The Bank of Roumania Ltd. de Londres, Dresdner

(1) V. Slavescu, p. 46 et 190. L'organisation du crédit de la Roumanie, Buc. 1922.

Bank de Berlin et la Banque Belge pour l'étranger de Bruxelles, ne retenant pour notre étude que les banques sous forme de sociétés anonymes roumaines, constituées conformément aux art. 77 et suivants du Code Commercial roumain.

2° Celles qui ont des moyens propres (capital plus réserves) qui n'atteignaient pas 100 millions et faisaient des placements jusqu'à 700 millions en 1927. Ici nous ne retiendrons donc que douze banques commerciales, laissant également de côté les banques spécialisées dans un seul genre de placements, comme la Banque Nationale de Roumanie, le Crédit Foncier Rural et la Société Nationale de Crédit Industriel. Ces deux dernières effectuent des placements hypothécaires.

Ainsi un très grand nombre de banques qui travaillent en Roumanie sont éliminées, sauf les grandes banques commerciales qui se chiffrent à 12. Ce nombre comparé à celui des pays à développement économique plus avancé, paraîtra encore important. Il est dû à une concentration moins prononcée qu'à l'étranger.

Aucune sous-division ne sera faite au cours de ce travail et je me bornerai à énumérer ces banques simplement par ordre alphabétique. Une énumération qui se baserait sur l'ordre de fondation risquerait de faire abstraction des banques privées ou autres qui sont à l'origine des sociétés anonymes d'aujourd'hui. De même énumérer ces banques d'après leur importance, entraînerait des modifications annuelles.

Sans plus parler de la distinction irréaliste de finance nationale et internationale, il n'y a pas lieu de faire la distinction entre banques d'affaires et banques de dépôts.

Le système bancaire roumain est comparable au système bancaire allemand, ce qui s'explique facilement quand on connaît les intérêts et les grandes participations que la finance allemande et autrichienne ont eues et ont encore en Roumanie. Même les créations de date plus récente ont calqué leur organisation sur leurs sœurs aînées.

Ces douze banques datent toutes de la période qui suivit la création de la Banque Nationale (1880) « Cet événement a déterminé un mouvement fébrile dans tout le pays, pour la création de banques, et qui correspond d'ailleurs exactement au développement des besoins de crédit du pays (1).

Voici l'énumération de ces 12 Banques par ordre de création, sous forme de Sociétés Anonymes :

1)	La Banque Agricole	fondée en	1894
2)	— Générale de Roumanie ...	—	1897
3)	— du Commerce (Craïova) ..	—	1897
4)	— d'Escompte de Roumanie.	—	1898
5)	— de Crédit Roumain	—	1904
6)	— Marmorech, Blank et Cie .	—	1905
7)	— Commerciale Roumaine ..	—	1907
8)	— Roumaine (Româneasca) ..	—	1911
9)	— Franco-Roumaine	—	1914
10)	— Commerciale Italienne et Roumaine	—	1920
11)	— Chrissoveloni	—	1920
12)	— Berkowitz	—	1926

(1) P. M. Sitiesco : Les Annales des Banques, juin-juillet 1927.

Leur siège social est à Bucarest où se concentre la vie économique du pays; fait exception la Banque du Commerce de Craïova qui, par son chiffre d'affaire et par son champ d'activité étendu ne peut être classée parmi les banques régionales.

§ 2. Le développement historique des douze grandes banques.

Un court aperçu de leur développement historique jusqu'en 1918 est indispensable, avant d'entreprendre l'exposé de leurs moyens et de leurs activités, considérés dans leur ensemble. L'objet de toutes ces banques était de faire n'importe quelle opération financière et bancaire ainsi que de créer toute entreprise financière industrielle ou commerciale et d'y participer. On remarque pour certaines d'entre elles un développement plus marqué dans une direction, spécialisation que nous marquerons à part.

1° *La Banque Agricole* a été fondée en 1894, en exécution de la loi du 28 mars 1894, modifiée et complétée par celle du 1^{er} mai 1912. Son capital initial de 7,9 millions lei fut porté successivement à 12 et 15 millions par deux émissions de 1912 et à 18,5 millions en 1913. Le cours d'émission était de 490 et 500 lei dont 325 lei pour la valeur nominale, le reste pour le fond de réserve.

Cette institution s'était spécialisée avant guerre dans les prêts sur gages, surtout en faveur des agri-

culteurs, sous forme de compte courant débiteur qui représentait environ 50 % du total de ses placements, qui se chiffrait à 125 millions. Les obligations hypothécaires, que l'Assemblée générale extraordinaire du 27 mai 1912 autorise le Conseil d'Administration à émettre pour une somme de 30 millions lei, jouissent de tous les droits et prérogatives attribués aux titres et coupons de la dette publique de l'Etat Roumain. L'importance de ces obligations a diminué. Depuis 1918 cette banque a fait toute espèce d'opérations.

2° *La Banque Berkowitz* est la transformation (1926) d'une banque privée, en société anonyme. Cette banque, sous son ancienne forme, date de 1877 et avait une grande importance sur le marché roumain, mais nous ne saurions donner des détails sur son activité.

3° *La Banque Chrissoveloni* de même que Berkowitz est la transformation de l'ancienne société en nom collectif « N. Chrissoveloni, Banquier » fondée en 1902. Les relations multiples dans le monde commercial ainsi que les participations industrielles de l'ancienne maison lui conféraient une place importante.

4° *La Banque Commerciale Italienne et Roumaine* est une création nouvelle qui ne date que de 1920.

5° *La Banque Commerciale Roumaine* a été fondée en 1906, et engloba par fusion en 1907 le « Crédit Belgo-Roumain » société anonyme fondée en 1899. A la constitution de cette société ont pris part : la Banque de l'Union Parisienne avec 3,2 millions

lei, la Wiener Bank-Verein de Vienne avec 2,1 millions, la Banque Anglo-Autrichienne de Vienne avec 1 million et le Crédit Général Liégeois de Liège avec 2,6 millions. Son capital initial ainsi constitué était de 12 millions et ne fut pas augmenté jusqu'en 1913. Elle s'occupait de toutes espèces d'affaires et ses placements étaient d'environ 73 millions.

6° *La Banque du Commerce* de Craïova fut constituée le 2 avril 1899 par la transformation de l'ancienne société coopérative de crédit et d'épargne « Banque du Commerce » de Craïova. Au capital initial de 1 million de lei participait seulement la Banque d'Escompte de Bucarest. En 1907 il fut porté à 2 millions, émission à laquelle participait largement la Banque Marmorosh, Blank et Cie. Deux nouvelles émissions de 1911 et 1912 portèrent successivement le capital à 3 et 5 millions.

Cette banque siégeait dans la capitale d'une région agricole très riche et grâce à une direction intelligente et énergique elle sut développer son chiffre d'affaire. Les placements se chiffrent à environ 74 millions.

7° *La Banque de Crédit Roumain* n'est que la Banque « Jeschek et Cie » transformée en 1904 en société anonyme. En 1909 elle fusionna avec la « Banque Dickin et Cie », de Bucarest, élargissant ainsi son champ d'activité, tant en Roumanie qu'à l'étranger. Son capital initial de 5 millions fut porté à 6 millions en 1909, à 10 millions en 1910 et à 20 millions en 1913. Cette dernière émission au cours de

750 lei pour une valeur nominale de 500 lei. Il a été créé en outre 300 parts de fondateurs.

La Niederösterreichische Escompte Gesellschaft et la Privat Österreichische Länderbank de Vienne souscrivirent les $\frac{3}{4}$ du capital initial et on leur attribua dans les mêmes proportions des parts de fondateurs. Elle prit un très grand développement et ses placements d'environ 122 millions étaient faits surtout sous forme de compte courant débiteur.

8° *La Banque d'Escompte de Roumanie* fut fondée en 1898 au capital de 2 millions, qui fut porté successivement de 3,5 millions, à 7 et à 10 millions de lei en 1913. Son activité était dirigée surtout vers les affaires commerciales : son portefeuille formait $\frac{1}{2}$ des placements qui étaient de 71 millions.

9° *La Banque Franco-Roumaine* a une importance toute récente et avant guerre elle rentrait dans le cadre des banques moyennes. Elle a été créée en 1914 au capital de 4 millions.

10° *La Banque Générale de Roumanie* date de 1897 avec un capital de 5 millions. Doubé en 1906, il atteignait 15 millions en 1910.

Les Banques étrangères qui participent à son capital initial sont : la Diskonto Gesellschaft et la Solomon Bleichröder de Berlin. C'est la première apparition de capital bancaire allemand en Roumanie. Ainsi constituée, son ascension fut assez rapide et elle se place avec la Marmorosch, Blank, la Banque du Crédit Roumain et plus tard la Banque Roumaine, parmi les banques considérées alors à juste titre comme des banques d'affaires. Les comptes

courants débiteurs représentaient environ 85 % de l'actif qui dépassait 160 millions.

11° *La Banque Marmorosch, Blank et Cie* tire son origine de la société en commandite simple Marmorosch, Blank et Cie, fondée à Bucarest dès 1847. Après un début modeste, grâce aux relations d'affaires avec Budapest, Vienne et Berlin, et aussi avec l'aide de quelques grands capitalistes roumains, dotée en outre d'une direction éclairée et surtout pleine d'initiative, elle est arrivée à se placer parmi les premières banques de Bucarest. En 1904 a été créée la « Société de Crédit » qui en 1905, se chargeant de l'actif et du passif de la société en commandite Marmorosch Blank et Cie, allait se substituer pour toute opération et dans toutes ses attributions à cette dernière, dont elle emprunta le nom. Les banques Berlinerhandelsgesellschaft et Darmstädter Bank für Handel und Industrie de Berlin et surtout la Banque Commerciale Hongroise de Budapest souscrivirent pour plus de 50 % du capital initial de 8 millions. La Banque de Paris et des Pays-Bas se chargea en 1906 de la première augmentation de capital porté à 10 millions. Suivirent les augmentations jusqu'à 12,5 millions en 1908, à 15 millions en 1912 et à 20 millions en 1913.

Avec les moyens propres cités ci-dessus et des engagements importants la Banque Blank, pouvons-nous dire, participa comme initiatrice ou collaboratrice aux nouvelles entreprises financières, industrielles ou commerciales importantes de la Roumanie; sans compter l'aide apportée à l'agriculture. Les

industries naissantes comme l'industrie pétrolière, forestière, de l'alimentation (minoterie et fabriques de sucre) de construction (ciment) etc., auxquelles participait la banque, trouvaient toujours chez elle un appui sérieux par de larges ouvertures de crédit. Il ne faut pas oublier le financement important apporté par elle à la construction de plusieurs lignes de chemin de fer, d'une importance capitale pour le développement économique du pays.

La Banque Blank s'est associée aux principales opérations de crédit public qui eurent lieu chez nous, tant pour les emprunts municipaux que pour ceux d'Etat (conversion) (1).

Son actif était en 1913 de 120 millions sur lesquels 55 % étaient constitués par les comptes courants débiteurs.

En résumé elle n'a pas cessé un seul instant de stimuler la vie économique de la Roumanie dans toutes ses manifestations. « Aucune branche de l'activité nationale n'a été négligée par cette grande institution financière; il y en a même qui lui « doivent leur premier essor, quand ce n'est pas la « vie même » (2).

12° *La Banque Roumaine (Româneasca)* date à peine de décembre 1910 et manifeste une activité étendue l'année d'après. L'origine de cette institution de crédit est politique et correspond au désir du parti le plus populaire alors, d'avoir une banque propre, avec des relations financières dans tous les

(1) V. Blank Monographie, 1923, p. 144.

(2) V. Blank Monographie, 1923, p. 146.

départements. Son but était de placer au premier rang de l'activité financière du pays le capital et l'initiative roumains. Son programme était vaste : diriger et faciliter la participation du capital roumain au développement du commerce, de l'industrie et des entreprises de toutes sortes; ouvrir des crédits aux institutions financières, commerciales et industrielles. Elle y parvint dans des proportions dignes de toute admiration. L'enthousiasme et le succès de sa première émission lui permirent d'avoir confiance en un avenir prospère.

Le capital initial de 17,5 millions fut porté au cours de la seconde année de son activité, en 1912, à 26 millions. Ce rapide développement des moyens propres était accompagné d'une extension encore plus grande des engagements. Le total de ses capitaux était employé principalement (55 %) à l'escompte d'effets commerciaux et le reste à des crédits en compte courant. Son actif dépassait, en 1913, 125 millions. Rapidement elle fut l'institution centralisatrice des crédits de portefeuille accordés aux banques provinciales et dans cette espèce de crédits elle se classait la première. Les participations industrielles et commerciales rentraient aussi dans son programme d'activité, se joignant ainsi aux autres grandes banques pour créer de nouvelles entreprises (Navigation).

Nous voyons donc qu'après à peine 3 ans d'activité la Banque Roumaine se plaçait bien au-dessus de la plupart de ses aînées.

Ayant terminé ce court exposé historique pour chacune de ces banques nous croyons utile de fournir quelques observations de détail qui ne diffèrent pas trop d'une banque à l'autre. La valeur nominale habituelle était de 500 lei, sauf pour les banques agricoles 325 lei, et Générale de Roumanie de 1.250 lei, l'équivalent de 1.000 Mk. Les actions étaient toutes au porteur, sauf pour la Banque Roumaine qui avait la moitié de ses actions nominales et la Banque du Commerce de Craïova, dont toutes les actions étaient nominales. En ce qui concerne les nouvelles émissions, elles étaient presque toutes lancées au-dessus de la valeur nominale, le surplus étant affecté aux fonds de réserve.

Les moyens propres, les engagements et les placements des huit banques existantes en 1913 étaient pour cette année les suivants (1) :

		En millions de lei	
<i>Passif</i>	Capital versé	120	
	Fonds de réserves	44	164
	Dépôts	149,5	
	Comptes courants créditeurs ..	352,5	
	Réescompte	108,3	600,3
	Bénéfice net	16	
<i>Actif</i>	Portefeuille	246	
	Comptes courants débiteurs ...	442	
	Total de l'actif		871

La place qu'occupent ces banques principales dans

(1) Les statistiques incomplètes ne permettent pas de donner des détails. Voir « Statistique des Sociétés par action », 1913.

l'ensemble des institutions bancaires, est très importante comme nous le fait remarquer le tableau ci-dessous :

	196 banques	8 banques	%
	en millions de lei		
Capital et réserves ...	263	164	62 %
Dépôts	218	149	68 %
Portefeuille-effets	455	246	54 %
Comptes-courants débit.	519	442	85 %
Total de l'actif	1301	871	67 %

Il en ressort la prédominance sur le marché de ces quelques banques qui avaient environ 62 % des moyens propres (capital et fonds de réserve) de l'ensemble des banques roumaines et 67 % du total de l'actif. La place de ces banques dans l'organisation de crédit de la Roumanie est donc comparable, toute proportion gardée à celle des principales banques sur les marchés étrangers. Nous verrons par la suite dans quelle proportion et dans quel sens a varié cette force financière dans les années d'après-guerre (II^e partie chapitre V § 3).

De 1914 à 1918, il n'y a à mentionner que les faits suivants. Une crise sévit au commencement de la guerre mondiale, à cause du manque de débouché pour les marchandises envoyées par la Méditerranée du fait du blocus des Dardanelles en octobre 1914. Un revirement se fit sentir en 1916 sous forme de grande abondance de numéraire. La vente des récoltes considérables aux empires centraux et à la Grande-Bretagne, ainsi que de nouvelles émissions au compte de l'Etat en étaient la cause. Ce numé-

raire fut absorbé par un grand emprunt public, par une forte thésaurisation, dûe aux événements politiques et par les banques sous forme de dépôts qui s'étaient beaucoup accrus. La guerre survenant ne permit pas les augmentations de capitaux nécessaires. L'augmentation du capital de la Banque Roumaine est négligeable par ses résultats.

Les banques se virent dans l'obligation d'interrompre toute activité jusqu'à la fin de l'année 1918. Quelle fut leur politique bancaire à partir de cette date ?

CHAPITRE II

LA POLITIQUE DES CAPITAUX SOCIAUX

Le fait le plus saillant est sans conteste l'augmentation générale des capitaux sociaux, qui est subordonnée à des causes multiples. Il n'est pas aisé de les enfermer dans des formules simples,

§ 1. Le déséquilibre entre les moyens propres et étrangers.

Les années de surabondance de numéraire se caractérisent pour les banques par d'importantes augmentations des dépôts et comptes courants créditeurs. Ces engagements sont constitués par les capitaux qui manquent d'emploi, appelés généralement des capitaux d'attente. En effet, ils ne sont déposés et laissés à la disposition des banques que pour un temps assez court. Ceci constitue pour les débiteurs dans notre cas les institutions de crédit, un changement dans le rapport nécessaire et toujours respecté entre les moyens propres et les moyens étrangers. L'augmentation trop grande d'un de ces moyens détermine un déséquilibre. Quand il est en faveur des premiers, l'institution ne court aucun risque, sauf celui de réduction des bénéfices. La situation est autrement dangereuse par le fait du déséquilibre en

faveur des moyens étrangers. Le danger de retrait des nouvelles sommes déposées, selon l'expression courante, n'est à vrai dire que l'abaissement de la liquidité. Elle doit conserver un rapport constant, qui diffère d'une institution de crédit à l'autre, selon le caractère de ses opérations.

sement de la liquidité. Elle doit conserver un rapport constant, qui diffère d'une institution de crédit à l'autre, selon le caractère de ses opérations.

Le problème qui se pose dans ces circonstances pour les dirigeants, est de rétablir cet équilibre des moyens propres et des moyens étrangers, et par conséquent, la liquidité habituelle.

Les banques roumaines, qui depuis 1913 n'avaient pu, à cause des événements augmenter leur capital, opération cependant très nécessaire, procéderont dès 1918 à la mise en exécution de ce programme. Les bilans montrent clairement, pour les années qui précèdent l'augmentation de capital, la marche ascendante du déséquilibre. Mais comme les bilans ne nous donnent que la situation du 31 décembre il est certain qu'au cours de l'année il est encore plus accentué.

Les capitaux d'attente ne demandent pas mieux que de trouver un placement sûr et rémunérateur qui leur est fourni par l'émission de nouvelles actions de la banque même. Les émissions consistent donc alors dans l'immobilisation de certains dépôts et ne représentent pas l'attraction de nouveaux capitaux. On ne peut pas appeler ces capitaux, ainsi immobilisés, de « l'argent frais ».

Mais d'autres faits nécessitent l'augmentation du capital, et ceux-ci sont encore plus spécifiques de la période d'après-guerre. Ce sont d'une part l'augmentation des prix constatée dans beaucoup de pays; d'autre part, le besoin de capitaux nouveaux pour le développement industriel et commercial, tout particulièrement en Roumanie.

§ 2. L'augmentation des prix.

L'inflation n'entraîne pas seulement l'augmentation des *affaires passives*, mais aussi celle des *affaires actives* par la hausse générale des prix. L'accroissement de l'actif est constaté aussi dans les entreprises industrielles et commerciales. Celles-ci font appel aux crédits des banques pour leurs fonds de roulement. La hausse des prix entraînant l'augmentation de ce fonds, doit forcément suggérer aux dirigeants des institutions de crédit l'accroissement des moyens propres dont elles disposent, car on ne saurait concevoir l'ouverture de crédits qui augmenteraient dans les proportions de la hausse des prix, uniquement avec des moyens étrangers.

§ 3. Besoin de capitaux nouveaux pour l'industrie et le commerce.

Le désir de la part des banques d'une participation plus large à l'industrie et au commerce, fut une des causes principales des augmentations de capital.

Les nouvelles provinces, avec leur apport industriel considérable, allaient demander des crédits aux banques de Bucarest. Celles-ci désirant avoir un contrôle dans la direction des entreprises industrielles, étaient amenées à faire des placements immobilisés importants, d'où nécessité absolue de disposer de moyens propres plus grands.

Voici sur ce point, la thèse du Professeur Slavesco, qui est marquée d'un nationalisme très fort. Elle coïncide d'ailleurs avec le point de vue de quelques grandes banques roumaines :

1° Mettre en valeur les richesses importantes des terres roumaines, aujourd'hui englobées dans un seul Etat.

2° Faire en sorte que l'exploitation en soit réservée aux habitants du pays et si possible, seulement à ceux-ci;

3° Que le produit de ces richesses ne passe pas les frontières sous forme de dividendes payés aux capitaux étrangers.

Dans ce but, l'action des grandes entreprises financières du pays pour l'augmentation des moyens propres de travail ne peut être que justifiée.

Aux trois causes principales énumérées plus haut, (§ 1, 2 et 3) nous pourrions en ajouter une quatrième : la concurrence. Elle prend en Roumanie une forme très vive et malheureusement asservie à des buts politiques.

Le désir de domination de certaines banques les incita souvent à une action qui était au-dessus de leurs moyens.

§ 4. Le marché financier.

Le marché financier était très favorable pour toute émission. Les circonstances politiques telles que la campagne heureuse contre les communistes en Hongrie, provoquaient un optimisme général, qui se manifestait dans le domaine économique par une grande confiance dans toute manifestation d'expansion. En ce qui concerne les banques, la capacité et la sagacité éprouvées des dirigeants ne faisaient qu'accentuer cette confiance. Evidemment, c'est surtout à la surabondance des numéraires qu'est dûe la réussite des nouvelles émissions. Souvent les détenteurs de billets de banque trouvaient favorable de les échanger contre des actions qui, vu le cours élevé, ne rapportaient qu'environ 2 à 4 % (1).

L'élément spéculatif eut également une grande importance dans la réussite des souscriptions.

L'effervescence à la Bourse atteignait une force inconnue jusqu'alors. Tout le monde spéculait, ce qui est encore une preuve du manque d'emploi de l'argent. La hausse qu'enregistraient toutes les valeurs, incitait à la création d'entreprises nouvelles, qui n'étaient souvent qu'une autre espèce de spéculation, mais de plus grande envergure. La faveur du public, d'une ruée acharnée, se portait successivement sur différentes valeurs : pétrolières, assurances, bancaires pendant une période plus ou moins longue, puis se retournait vers une autre catégorie

(1) V. Slavescio, *La Haute Finance en Roumanie*. 1914. p. 19.

de valeurs et ainsi de suite pour revenir enfin à ses premiers engouements.

En même temps le total des actions mises à la disposition des souscriptions publiques était toujours dépassé. Chaque souscripteur, craignant une réduction s'inscrivait pour un nombre d'actions beaucoup plus grand que celui qu'il désirait réellement acheter. Citons comme exemple une banque qui enregistra des souscriptions dépassant seize fois le capital demandé.

Dans ces conditions, il ne pouvait être question d'emprunts publics, comme ceux qui furent lancés en 1919 et 1920. Ni le taux fixé, ni l'espoir de hausse n'étaient favorables à leur succès, sans compter le manque de confiance dans les finances publiques qui n'étaient pas des meilleures.

A ce mouvement de spéculation effrénée et de hausse anormale devait succéder dans tous les compartiments une tendance contraire, c'est-à-dire de baisse, salutare pour affermir le progrès économique, mais malheureuse pour les derniers spéculateurs.

Sous l'influence de la crise internationale de 1920, une certaine réserve de la part de la haute finance donna le signal de ce revirement. Les crédits lombards furent restreints et par répercussion, toute l'animation du marché. Peu après, le marché, qui avait de nouvelles disponibilités, dûes à l'unification monétaire, reprit courage et l'année 1921 fut la dernière de la période des nombreuses créations et augmentations de capital.

Le krach retentissant de la Banque de la Nation, qui survint à la fin de 1921, fit réfléchir les détenteurs de capitaux, et l'on peut remarquer un plus grand soin dans le choix des placements faits par le public. Néanmoins les émissions continuent moins activement jusque vers 1924 pour diminuer davantage à partir de 1925.

Les grandes banques suivent dans une certaine mesure le mouvement général, mais adoptant des procédés plus sérieux, qui ne subissent pas l'influence un peu maladive du marché.

§ 5. Méthodes d'augmentation des capitaux.

Il est utile de savoir que la modalité de virer une partie du passif, comme le fonds de réserve ou parts de fondateur au capital n'a pas été celle des grandes banques; même pas la transformation des plus-values de l'actif en capital social. Ce procédé intérieur ne représente pas, à vrai dire, un accroissement des moyens propres, qui était la fin poursuivie par les banques. C'est donc uniquement par des modalités extérieures, — des émissions, — que cette augmentation fut faite. Chaque banque décide de la méthode qui lui convient, d'après examen de la situation du marché et calcul du rendement éventuel : les possibilités de placements des capitaux ainsi obtenus rentrent aussi dans ces calculs.

En général, les souscripteurs devaient payer la valeur intégrale de l'action ou s'acquitter par des ver-

sements échelonnés; le procédé adopté concordait avec les disponibilités présumées des acquéreurs probables. En cas de versements successifs, la banque se réservait le droit de faire appel à un nouveau paiement, selon ses besoins. Des cas assez fréquents nous montrent la banque menaçant ses propres actionnaires de les poursuivre pour non-paiement des versements.

La répartition des nouvelles actions avait pris plusieurs formes :

1° Répartition réservée uniquement aux anciens actionnaires;

2° Attribution d'une partie des actions aux anciens actionnaires, une autre étant mise en souscription publique où à la disposition du Conseil d'administration qui les vendait après un certain temps en profitant d'un cours plus élevé; les bénéfices ainsi réalisés passaient aux fonds de réserve.

3° Attribution d'un paquet d'actions à une banque étrangère ou roumaine. Ce fut le cas pour l'émission Marmarosch, Blank de 1919, par la cession d'une partie de l'émission à la Banque de Paris et des Pays-Bas; ou celui de 1921 entre la Banque Chrissoveloni et de Crédit Roumain, qui se cédèrent réciproquement un nombre égal d'actions, créant ainsi ce que les Allemands appellent « l'Interessengemeinschaft » (communauté d'intérêts) (1). La première forme de répartition découlait du désir d'établir des relations financières avec les pays qui

(1) V. Slavescu. L'organisation de Crédit en Roumanie, p. 113

avaient formé pendant la guerre l'Entente. Les dernières augmentations (1928) de la Banque du Crédit Roumain et Chrissoveloni montrent cependant que les finances allemandes et autrichiennes reprennent leur place de commanditaires telle qu'elles la détenaient avant la guerre. L'explication en sera fournie au chapitre sur le capital étranger (Voir ch. VII). La participation réciproque de deux banques roumaines pour leur augmentation de capital ne peut donner que des résultats intéressants si cette forme de collaboration persiste. Ce ne fut pas le cas pour les deux banques citées plus haut, car elle ne dura que de 1921 à 1924 (Voir bilans Banques de Crédit Roumain et Chrissoveloni, annexes XIII et IX).

Le cours d'émission était pour la première période toujours au-dessus de la valeur nominale. La différence était destinée à augmenter les fonds de réserve. Souvent on a critiqué ce procédé (1), mais à notre avis personne n'est qualifié de le faire et ce n'est que la réussite de l'opération entreprise qui peut décider si ce procédé a été bon ou mauvais. Même en faisant le calcul des fonds de réserve accumulés par les anciens actionnaires, cette valeur d'émission au-dessus de la valeur nominale conserve une proportionnalité presque parfaite. Le surplus constitue le montant du gain espéré par l'augmentation du dividende.

(1) V. Slavesco, *La Haute Finance*, p. 15. (Emissions Blank, Déc. 1919, Cours d'émission 1.100).

*

* *

Les grandes institutions de crédit ont procédé presque dans les mêmes séries d'années à de nouvelles émissions. Le retard de certaines d'entre elles ne peut leur être reproché car il est dû à des circonstances indépendantes de leur volonté. La mise sous séquestre, du fait des participations au capital de la finance des puissances centrales a été souvent prolongée au-delà de la limite raisonnable, par exemple, pour la Banque du Crédit Roumain.

La critique faite surtout par la presse allemande touchant les augmentations et les nouvelles créations de capital ne visent pas les grandes banques, mais surtout les autres émissions sur le marché roumain, qui, en effet, ne correspondaient pas toujours à des nécessités réelles.

Les banques locales, trop nombreuses, se partageaient nécessairement une clientèle restreinte, qui diminuait ainsi leur chiffre d'affaire. Leurs moyens propres, de force presque égale, entraînaient une concurrence qui se prolongeait sans résultats définitifs. La concentration des capitaux dans les grandes banques avait lieu, au détriment de celles qui maintenaient leur indépendance. La Banque Franco-Roumaine a aidé à cette transformation en remplaçant par des succursales les banques fusionnées.

Voici, pour les années de 1918 à 1928, le total du capital versé des 12 banques :

Capital versé

1913	120 millions lei
1918	138 —
1919	303 —
1920	779 —
1921	986 —
1922	1.065 —
1923	1.203 —
1924	1.280 —
1925	1.316 —
1926	1.487 —
1927	1.527 —

Pour montrer leur importance, comparons ces chiffres à celui des autres sociétés anonymes :

	les 12 banques	Soc. ind. comm. et diverses
	Capital versé	Capital
1918	138 millions	?
1919	303 —	1.181 millions
1920	779 —	3.192 —
1921	986 —	5.689 —
1922	1.065 —	8.842 —
1923	1.203 —	13.557 —
1924	1.280 —	17.515 —
1925	1.316 —	18.569 —
1926	1.487 —	25.655 —
1927	1.527 —	?

Pour avoir un tableau exact des émissions faites sur le marché roumain nous donnons en outre les chiffres des deux emprunts publics :

1919	1.143 millions
1920	2.730 —

Ces deux tableaux mettent en évidence la valeur proportionnelle décroissante du capital des banques étudiées. Ceci est dû principalement à l'importance grandissante des sociétés industrielles. En fait ces

augmentations de capitaux chez ces dernières sont beaucoup plus réduites car, pour la plupart elles représentent le virement des plus-values de l'actif au compte capital (distribution gratuite d'actions).

Les valeurs mobilières se sont donc beaucoup accrues depuis la guerre. Les transactions à la Bourse de Bucarest ne se chiffraient en 1913 qu'à 32 millions lei. Son activité grandit comme il ressort du tableau suivant :

	Nombre de pièces en milliers		Valeur en millions de lei	
	1925	1926	1925	1926
Actions bancaires	226	249	147	137
— pétrolifères ...	1.679	2.051	2.134	3.359
— diverses	203	426	157	299
	2.109	2.727	2.439	3.797

Ce total des transactions réduit à la valeur du leu d'avant-guerre (1/32) n'accuse qu'un triplement de celui de 1913. La valeur des actions bancaires est à peine la 27^e partie de l'ensemble.

CHAPITRE III

LA POLITIQUE DES FONDS DE RESERVE.

Notre court aperçu sur la politique des capitaux doit être complété par l'analyse des fonds de réserve qui sont le deuxième élément des moyens propres d'exploitation. On distingue dans les bilans deux espèces de classifications des réserves qui s'entremêlent forcément : la première, basée sur l'autorité qui prescrit la création de ces réserves, et la seconde, sur le but de cette création. C'est ainsi que dans la première, rentrent :

1° La réserve légale, qui doit atteindre, en Roumanie, 10 % du capital social par des prélèvements annuels d'au moins 5 % du bénéfice net (art. 184 du Code Com. roumain).

2° Toutes les autres réserves, soit :

a) Réserves statutaires

b) Réserves créées par une décision de l'Assemblée Générale, et

c) Les réserves appelées généralement réserves occultes, créées par les administrateurs à l'insu des actionnaires.

Ces dernières ne sont pas représentées dans les bilans, ou tout au moins elles ne sont pas inscrites sous la forme habituelle des réserves proprement dites.

La seconde méthode qui distingue les réserves

d'après le but de leur création ressort plus clairement des bilans. Ces réserves sont dénommées diversement : ordinaires, extraordinaires, pour différence de change, pour immeubles ou pour dividendes.

Les sommes affectées à ces différentes catégories sont plus ou moins grandes. La réserve légale dépasse toujours et de beaucoup 10 % du capital. Les réserves statutaires, constituent pour la plupart des banques, les réserves les plus importantes. Elles se confondent dans les bilans avec les réserves extraordinaires. Des sommes moins importantes sont affectées au fonds spécial pour différence de change; et selon chaque institution les réserves pour immeubles et dividendes prennent une importance tout à fait différente (Voir bilans des Banques Marmorosch, Blank et de Crédit Roumain, tableaux XVII et XIII).

Il est impossible d'apprécier la valeur des réserves occultes, mais il est incontestable qu'elles furent pratiquées sur une très large échelle, surtout par les banques plus puissantes.

§ 1. La dotation des fonds de réserves.

A part les réserves occultes, la dotation de ces nouveaux moyens propres était constituée principalement par les sommes réalisées grâce au cours au-dessus du pair des nouvelles émissions. Ce n'est que les premières années et en 1928 que ces fonds

furent surtout accrus de cette manière. Les nouveaux actionnaires versaient ainsi une fois pour toutes des sommes proportionnelles ou un peu supérieures aux retenues effectuées, sur les bénéfices nets des années précédentes. Les anciens actionnaires avaient ainsi renoncé à une part des bénéfices. Les nouveaux devaient eux aussi, contribuer aux réserves dans les mêmes proportions, pour qu'il y eut égalité de mise de fond.

Le procédé normal, celui de prélèvement annuel sur les bénéfices nets a été, naturellement, toujours appliqué. Il s'est accentué pendant les années qui ne permettaient plus des émissions au-dessus de la valeur nominale. Au grand éloge des administrateurs, cette politique fut menée avec beaucoup d'énergie, ce qui entraîna quelquefois de vifs mécontentements de la part des actionnaires.

D'autres modalités venaient s'ajouter aux deux premières, mais avec une importance moindre.

1° Les banques, déduction faite des réserves, tantièmes, dividendes, etc. sur les bénéfices nets, reportaient sur l'exercice suivant des sommes importantes. Le report à nouveau est souvent nécessaire pour le partage en chiffres ronds de résultats nets, entre les différentes catégories de bénéficiaires. Mais ce report doit être normalement insignifiant; sinon, il constitue de véritables réserves pour dividendes. Cela apparaît clairement dans les bilans qui virent les reports accumulés pendant plusieurs années à leur véritable place, c'est-à-dire à la réserve pour dividende. Ce moyen détourné est justifié par la ré-

sistance probable des actionnaires, qui ne voient pas d'un très bon œil la réduction formelle des sommes qui devraient leur être distribuées. (V. bilans des Banques du Commerce et Blank, tableaux XII et XVII).

2° Les réserves pour immeubles sont constituées de la manière suivante : on procède à l'amortissement sous forme de réduction du compte immeuble, qui figure à l'actif du bilan. Après quelques années, quand ces amortissements deviennent importants, ils passent au compte « dividendes pour immeubles ». En même temps, ce compte immeuble apparaît à l'actif, sans être déduit du total des amortissements.

Il ne faut pas conclure que c'est là le procédé habituel des banques roumaines. Elles accroissent également leurs fonds de réserve pour immeuble par des prélèvements sur les bénéfices nets.

On ne peut parler de dotation à l'égard des réserves latentes. Celles-ci sont à vrai dire une sous-évaluation de l'actif. Les plus-values ne sont pas enregistrées. Le portefeuille de valeur mobilière en fournit principalement l'occasion.

Nous croyons pouvoir encore trouver sous la forme de comptes divers qui figurent au passif, des bénéfices non distribués et qui proviennent de différentes opérations heureuses de la banque. Il faut signaler une dernière manière de constituer des réserves occultes : les créances douteuses et amorties, encaissées par la suite, peuvent former un actif dissimulé.

Toutefois les sources principales des différentes catégories restent les deux premières mentionnées au début du chapitre.

**§ 2. Quel était le but poursuivi par chacune
de ces réserves ?**

Ce but n'est pas facile à déduire simplement d'après leur dénomination. Les réserves ordinaires et extraordinaires qui constituent la majorité des réserves ont des buts différents. Le premier, à notre avis, vise à parer à l'amenuisement de l'avoir en capital du fait de la dépréciation monétaire. Pour expliquer le taux élevé d'intérêt demandé pour les prêts en monnaies qui sont en baisse, on invoque qu'il est la contre-partie du risque de perte en capital. Par conséquent les grands bénéfices réalisés à la suite de ces circonstances, devaient normalement pousser les banques à répartir une part aux réserves, ce qui équivaut à une capitalisation. Même quand ces bénéfices résultaient d'opérations autres que des placements en numéraire ce procédé était justifié par un esprit de prévoyance.

D'autres buts étaient encore poursuivis. Augmenter les moyens propres sans avoir recours à une nouvelle émission et rétablir ainsi l'équilibre avec les autres engagements. En même temps, la banque vise par le renforcement de l'organisation interne, à augmenter le prestige de l'institution sur le marché financier.

Ce n'est pas le désir d'accroître les fonds de garantie qui pousse les banques à de pareilles augmentations, car l'éventualité légale de les entamer au profit des créiteurs n'est jamais envisagée par les grandes institutions de crédit. Cette appellation de fonds de garantie ne correspond en rien à l'intention qui est à la base de leur création. Les banques ont d'autres moyens pour régler leur situation débitrice pour les affaires malheureuses.

Certaines banques cependant, pour répondre à un désir théorique et pour montrer la réalité et la disponibilité conservées au fonds de réserve, mentionnent leur placement sous forme de Portefeuille d'Effets publics. D'habitude cette mention n'est pas faite et les fonds de réserve ne sont pas affectés à un placement spécial, n'étant en réalité que des « comptes de réserves ».

Le nom de comptes « réserves pour immeubles » et « réserves pour dividendes » montre assez clairement le but assigné à ces bénéfices non répartis. Les premières ont pour fin, soit l'amortissement des immeubles propriétés de la banque et dans ce cas elles ne devraient plus figurer dans les bilans, qu'en déduction à l'Actif du compte auquel elles se réfèrent; soit la formation d'un fonds important en vue de construire ou d'agrandir les locaux propres dont quelques-uns sont insuffisants.

Les secondes réserves, — pour dividendes — ont pour but la péréquation de ceux-ci dans le cas où le résultat des exercices suivants ne serait pas suffisant pour la distribution du même dividende. Il y a là un

moyen pour la banque de fixer au même taux les dividendes pour plusieurs années successives. Cette régularité est nécessaire pour maintenir le prestige de la banque et inspirer la même confiance. Elle évite ainsi de trop grandes fluctuations en Bourse des actions de la société, car les cours suivent, dans une certaine mesure, les variations des bénéfices répartis aux actionnaires. Avant leur constitution formelle, ces réserves existent, comme nous l'avons déjà fait remarquer, dissimulées sous forme de report à l'exercice suivant. Peut-on critiquer ce procédé pour son manque de clarté ? Pour les initiés, le problème ne se pose pas ; quant aux autres, il est inutile qu'ils s'alarment à la réduction de ces réserves, effectuées pour maintenir le dividende au même niveau. Quelques banques ont recours encore aujourd'hui à ce procédé un peu compliqué.

En pratique, pendant toute cette période qui apportait de grandes surprises, ces réserves de dividende n'ont pas été entamées, mais au contraire, se sont continuellement accrues. Elles s'ajoutent en fait aux autres moyens propres d'exploitation bancaire.

Le rôle assigné par les banques ou par les étrangers à la totalité de ces réserves, à part celles pour immeubles, est rempli par les réserves occultes. Il n'était que fort juste d'abord, de les constituer dans ces moments de grande fluctuation de la valeur des différents postes de l'actif ; et ensuite à l'apparition d'une vie économique plus stable, quand on pourrait apprécier la valeur réelle de l'actif, de les réduire

selon les nécessités. Ainsi il était permis de combler les diverses pertes tout en recourant au procédé des amortissements. Ceci dissimulait, il est vrai, le chiffre total des opérations malheureuses.

Nous croyons que les différences supportées à cause des obligations en monnaie forte et qui figurent rarement aux amortissements sont éteintes grâce aux réserves occultes.

Parallèlement à ces règlements de comptes, les réserves latentes sont susceptibles de figurer au débit du compte de profits et pertes. Il ne faut pas croire que les emplois mentionnés plus haut aient beaucoup diminué les réserves occultes qui sont fort probablement aujourd'hui même très importantes.

§ 3. L'importance des fonds de réserve

Reste à voir quelle fut l'importance de la totalité des fonds de réserves pour l'ensemble des 12 grandes banques. (Pour chacune d'entre elles en particulier, voir annexe, tableau V). Pour établir ce total nous ajoutons aux comptes de réserves du passif le report à nouveau de l'exercice précédent qui figure au compte de profits et pertes.

	Fonds de réserve	Report	Total des Fond de réserve
1913	44	?	
1918	83	2,3	85,3
1919	193	1,7	194,7
1920	450	3,7	433,7
1921	512	20,8	532,8
1922	546	27,6	573,6

1923	592	29,6	621,6
1924	745	13,9	758,9
1925	829	22,3	851,3
1926	963	28,6	991,6
1927	1.080	30,9	1.110,9

Ces chiffres, à eux seuls, prouvent de manière éloquente les résultats admirables obtenus grâce à une forte politique de réserves. Comparés aux augmentations du capital versé, nous voyons que la progression a été plus forte. On ne peut demander un plus grand accroissement qui corresponde à la hausse du change ou des prix. Quoique encore très lointain et incapable par là de réparer intégralement la perte en capital, ce but fut cependant très largement atteint. On constate par ailleurs que les banques étaient à même de faire face avec ces fonds importants à toute éventualité.

Une étude intéressante à faire est celle qui nous montre quelle était la valeur des réserves comparée au capital versé et à cet effet nous donnons ces chiffres :

	Réserves par rapport au capital versé
1913	36 %
1918	61 %
1919	64 %
1920	58 %
1921	55 %
1922	54 %
1923	52 %
1924	59 %
1925	64 %
1926	66 %
1927	73 %

Les banques qui ont un rapport moins favorable sont celles qui ont été fondées tout dernièrement : les autres accusent des pourcentages surprenants. C'est ainsi que pour deux banques : du Commerce, Craïova et de Crédit Roumain, le pourcentage dépasse 100 et pour la Banque Blank il dépasse 220, proportion qui ne fut jamais atteinte par aucune des grandes banques étrangères, ni en Allemagne, ni en France, même pas en Angleterre.

A l'appui de cette affirmation nous croyons utile de donner les pourcentages pour les banques des pays mentionnés :

Allemagne	En millions de Mk.		
	Capital	Réserves	%
6 banques : pour 1927			
Deutsche Bank	150	75	50
Disconto Gesellschaft	135	65,5	50
Dresdner Bank	100	30,4	30
Darmstädter u. National Bank	60	50	83
Commerz u. Privat Bank	60	34	56
Berliner Handelsgesellschaft	22	5	22
	527	259,9	
France :	En millions de frs.		
	Capital	Réserves	%
3 banques d'affaires pour 1926 :			
Banque de Paris et des Pays-Bas ...	200	170	85
— de l'Union Parisienne	150	103	68
Crédit Mobilier Français	100	12	12
	450	285	

Les 72,5 millions de réserves du Crédit Industriel et Commercial à un capital de 37,5 représentent un pourcentage de 194.

Angleterre « Big Five » pour 1926	En million de l. st. Capital Réserves %		
Midland Bank	12.6	12.6	100
Lloyds Bank	15.8	10	75
Westminster Bank	9.3	9.3	100
Barclays Bank	15.8	10.2	75
National Provincial	9.5	9.5	100
	63	51.6	

Le total des réserves de ces banques, comparé au capital, donnait en Allemagne la proportion de 49 %, en France de 63 % et en Angleterre de 81 %.

Pour les banques roumaines, la proportion était très satisfaisante, elle accuse 73 %. La comparaison n'est faite qu'en pourcentage, car autrement elle risquerait de paraître disproportionnée. Toute étude scientifique doit tenir compte du milieu et des conditions particulières de chaque pays; seule cette méthode permet de se rendre compte du progrès ou regrets des organisations économiques.

Avant de passer à l'étude des engagements des grandes banques, il est indispensable de voir quel fût pendant ces années de 1918 à 1928, le total des moyens propres ou de garanties. Il est constitué dans nos tableaux par le capital versé, les réserves et le report :

	Capital versé	Fonds de réserves	Report	Total des Capitaux propres
		(en millions de lei)		
1918	138	83	2,3	223
1919	303	193	1,7	498
1920	779	450	3,7	1.233
1921	986	512	20,8	1.519
1922	1.065	546	27,6	1.639

1923	.....	1.203	592	29,6	1.825
1924	.....	1.280	745	13,9	2.039
1925	.....	1.316	829	22,3	2.167
1926	.....	1.487	963	28,6	2.479
1927	.....	1.527	1.080	30,9	2.638

En raison de l'intérêt que présente, autant pour les moyens propres que pour les moyens étrangers, une comparaison avec les chiffres de 1913, elle sera établie après l'analyse des différents engagements.

CHAPITRE IV

LES ENGAGEMENTS

Le banquier assume le rôle d'animateur de la vie économique par des ouvertures de crédit ou d'autres placements de capitaux. Sa force et ses bénéfices seront d'autant plus importants qu'il maniera plus de capitaux. Il s'agit donc pour lui, dans son intérêt propre, d'attirer, sous différentes formes les disponibilités du marché. S'il se restreignait à faire fructifier ses capitaux propres, son champ d'activité serait assez restreint. Le banquier peut être considéré comme l'intermédiaire des deux grandes catégories de personnes : celles qui disposent de capitaux sans pouvoir les employer elles-mêmes et les autres qui ont besoin de capitaux pour leurs activités diverses. L'utilité que le banquier retire de ces sources ainsi mises à sa disposition, trouve sa contrepartie dans les avantages qui sont accordés aux créditeurs de la banque.

En Roumanie, comme dans les autres pays, les engagements des banques sont de beaucoup plus importants que leurs moyens propres. L'examen des formes que prennent ces engagements est indispensable pour l'explication de leur origine, de leur valeur et de leurs fluctuations. Les bilans ne donnent pas toujours les indications nécessaires pour totali-

ser les trois engagements principaux : les dépôts, les comptes courants créditeurs et le réescompte à la Banque Nationale de Roumanie.

Ces trois sortes d'engagements seront étudiés séparément quoique certaines banques inscrivent dans leurs bilans les capitaux des tiers, qui leur sont confiés sous formes de dépôts et comptes courants créditeurs en un seul poste. Le réescompte seul est d'une manière générale passé à un compte spécial, à partir de 1922, à cause de son importance agrandie.

§ 1. Les dépôts.

Trois questions se posent à l'occasion de l'étude de ces comptes ainsi que des comptes courants créditeurs :

- a) Par qui est constituée la clientèle bancaire ?
- b) Quelles sont les conditions de ces engagements ?
- c) Quelles ont été les causes qui ont produit les grandes fluctuations de ces comptes ?

a) Avant la guerre, les déposants se recrutaient principalement parmi les agriculteurs et les commerçants.

Les circonstances d'après-guerre que nous nous sommes efforcés de dégager dans les chapitres précédents, ajoutèrent à cette ancienne clientèle, de nombreux industriels et des catégories multiples de

producteurs et de rentiers. En même temps tous ceux qui par des circonstances heureuses et inattendues avaient de grandes disponibilités, les déposaient en banque, à cause d'un manque d'emploi sûr et rémunérateur.

Il ne pouvait être question de remplacer par les nouveaux détenteurs des immenses domaines agricoles, qui n'étaient que de petits propriétaires, l'ancienne clientèle formée par les propriétaires et exploitants de latifundia. On peut remarquer quand même ces dernières années, un mouvement qui tend à attirer une clientèle de déposants parmi les petits et moyens propriétaires. Ceci grâce à des succursales créées dans les principaux centres agricoles.

Les déposants des classes moyennes prennent une importance grandissante. Cette classe s'est formée tout dernièrement entre la population campagnarde et la riche aristocratie foncière. Elle acquiert une place de plus en plus respectable surtout au point de vue de la fortune, ce qui intéresse principalement les banques. On ne peut parler encore en Roumanie d'une bourgeoisie aisée comparable en étendue et en richesse à celle de la France ou de l'Allemagne.

Les succursales de nos banques n'ont pas pris un assez grand essor pour attirer vers elles la nombreuse clientèle provinciale; à part les commerçants, qui constituent même en province la clientèle des grandes institutions de crédit. Sous le rapport de l'accroissement du nombre et de l'importance de la clientèle dans tout le pays, il reste cependant encore une grande possibilité de développement.

b et c) Les dépôts sont généralement de deux sortes : *à vue ou à terme* (1). Les conditions sont déterminées par les déposants, mais souvent influencées par la banque elle-même. La cause qui exerce une grande action sur ces deux espèces de dépôts est la variation qui se fait sentir dans la *constitution de l'épargne*. On distingue l'épargne réserve de l'épargne productive.

La première que l'on désigne aussi sous le nom de réserve d'attente est formée des capitaux déposés à vue et souvent aussi à court terme. L'épargne productive ou créatrice est celle qui est constituée en vue d'augmenter le revenu de l'épargnant et qui se dirige vers des placements immobilisés. Les circonstances spéciales du marché financier roumain nous permettent de considérer beaucoup de dépôts à terme comme des épargnes créatrices.

Le marché monétaire, considéré dans maints pays comme celui de l'épargne réserve, diffère à certains points de vue du marché financier qui est celui de l'épargne productive. En Roumanie il ne détermine pas à lui seul le montant des dépôts en banque. Nous observons que les grandes institutions de crédit ont des dépôts constitués par de véritables épargnes créatrices (productives).

Voici, en abrégé, comment les circonstances ont contribué à cet aspect du marché roumain. Dans la première période, — celle de grande disponibilité de numéraire, — d'immenses sommes furent mises

(1) Voir bilan Banque Franco-Roumaine, seul clair à cet égard (tableau XV).

à la disposition des banques. Le taux était évidemment très bas, ce qui déterminait chez les déposants le retrait de leurs fonds, dès qu'un placement plus rémunérateur mais pas toujours sûr apparaissait. Les nombreuses créations industrielles, lancées très souvent par nos banques d'affaires, furent le pôle attractif de ces disponibilités. C'est de cette période que les banques profitèrent pour l'augmentation de leurs capitaux. Les épargnes d'attente se transformaient ainsi en épargne productive.

En ce qui concerne le rapport entre les moyens propres et les moyens étrangers, les banques le rétablirent à l'aide des augmentations de capital qui immobilisaient une partie des dépôts.

Après quelques insuccès retentissants cet état de choses ne put se prolonger. Les revenus obtenus par les épargnants à la suite de ces placements furent excepté pour les banques, bien au-dessous de leurs espérances. A ces résultats médiocres s'ajoutait la grande crise de numéraire qui fit augmenter le taux moyen de l'intérêt. Les banques, pour pouvoir trouver sur le marché les capitaux nécessaires aux ouvertures de crédit de plus en plus pressants, furent amenées à accorder aux disposants des intérêts très élevés, allant jusqu'à 12 %. Ce taux élevé accordé pour les dépôts en banque a entraîné même l'épargne créatrice à des placements sous forme de dépôts. On aperçoit donc le changement assez marqué dans l'origine de ces engagements des banques.

Cet exposé a été fait pour montrer, dans une cer-

taine mesure, les caractéristiques des capitaux mis à la disposition des banques.

Quelles ont été les causes qui déterminèrent l'afflux ou le retrait des dépôts en banque ? Elles peuvent être permanentes comme par exemple : l'état économique général du pays et la variation du taux accordé par la banque ; ou accidentelle, comme : une crise, de fortes exportations, etc...

Le taux de l'intérêt accordé par les banques constitue l'élément essentiel de la politique des dépôts. Leur volume est augmenté ou abaissé par une hausse ou une baisse de l'intérêt accordé. Pendant la période heureuse d'abondance de numéraire, le taux s'abaisse jusqu'à 1 % ; il y avait même des banques qui n'acceptaient les dépôts qu'à la condition de ne servir aucun intérêt. Après la crise de 1921, les banques pour retenir ou attirer la clientèle, augmentent continuellement le taux de l'intérêt. De cette manière, elles ont pu avoir à leur disposition les sommes qui leur étaient nécessaires pour différents crédits.

Les critiques souvent formulées au sujet de la fixation d'un taux élevé, ne sont pas justifiées, car les banques ne pouvaient échapper à la nécessité de suivre les indications du marché. En général cette politique a eu comme effet heureux la continuelle augmentation des dépôts et c'est ainsi que les grandes institutions de crédit ont pu mettre à la disposition du commerce et des industries, des capitaux importants. Sauf pour les années 1923 et 1924,

où ces engagements furent remplacés par des engagements de réescompte.

Les bilans, que nous pouvons consulter, ne nous donnent que des chiffres relatifs à un seul jour de l'année; nous ne pouvons donc pas savoir exactement quel est le mouvement des engagements au cours de l'année. Si la méthode des banques allemandes, consistant à publier des situations semestrielles, était adoptée par les banques roumaines, les études deviendraient plus exactes.

Le fait accidentel le plus important, qui produisit un retrait brusque des dépôts en banque, fut le *krach de la Banque de la Nation*. Cette banque prit tout de suite après la guerre un essor qui dépassait celui de toute autre banque. Elle augmenta son capital de 1 à 50 millions dans l'intervalle de 4 ans. Ses affaires prirent une extension beaucoup trop rapide pour avoir une base solide. Les engagements en monnaies étrangères à la suite de la baisse du leu en 1921 devinrent pour elle une cause de grand affaiblissement. Ses chèques émis sur Paris en valeur de plusieurs millions de lei ne furent pas acceptés en fin octobre 1921. En même temps, elle ne put répondre à d'autres obligations et fut déclarée en faillite.

Le public qui jusqu'alors avait été habitué à n'enregistrer que des réussites brillantes pour toute entreprise, s' alarma et il s'ensuivit le retrait brusque d'un grand nombre de dépôts. Un vrai « run » succéda à ce krach. Les retraits assez importants lors de la déclaration de guerre ne sauraient être com-

parés aux retraits d'octobre, de novembre et de décembre 1921. A cette débâcle déplorable s'ajoutent les retraits effectués à la suite de la baisse de leu et dont nous parlerons à l'occasion des comptes courants.

Les banques répondirent à toutes les demandes du public, sans créer de difficultés. Elles le faisaient, non pas par leurs propres moyens, mais grâce à l'aide illimitée accordée par la Banque Nationale. C'est alors que les banques proposèrent pour enrayer la crise, la solution suivante : l'acquittement immédiat des dettes contractées par l'Etat envers ses fournisseurs, qui à leur tour, auraient pu rendre aux banques les avances que celles-ci leur avaient consenties. Les banques, avec ces nouvelles disponibilités, auraient pu répondre aux exigences de leur clientèle. Mais l'Etat n'avait pas les sommes nécessaires et les banques se virent obligées d'avoir recours au réescompte (pr. détails, v. ch. IV § 3). Le total des capitaux retirés des banques par les particuliers a dépassé certainement 1 milliard de lei. Avant même la fin de l'année, le public retrouva son calme et les dépôts recommencèrent à affluer vers leur ancien placement.

En ce qui concerne la politique de dépôts des banques roumaines plus jeunes, nous devons remarquer qu'elle n'a pas toujours été des meilleures. Beaucoup de banquiers roumains se méfiaient de pareils engagements, ce qui profitait aux banquiers plus instruits et expérimentés. La crainte de retraits brusques poussait certaines banques à préfé-

rer les engagements qui ne comportaient aucun risque, comme le réescompte. Après guerre, le taux d'intérêt demandé par la Banque Nationale était plus élevé que celui accordé habituellement aux déposants; les bénéfices que nos banques réalisaient étaient donc moins importants, mais ces opérations étaient de tout repos. Le désir du moindre effort déterminait cet état d'esprit. Il est curieux de voir que même pendant les années de pléthore de capitaux, qui causèrent la diminution du taux de l'intérêt, quelques banques ne profitèrent pas de la circonstance pour changer leur politique de dépôts (1).

En général, si l'on considère *l'épargne* en tant que source principale des dépôts, comme cela arrive à l'étranger et aussi en Roumanie, mais d'une manière moins accentuée, il y a lieu de faire les remarques suivantes. L'épargne principale était avant guerre pratiquée par les agriculteurs et alors une politique intelligente et hardie apportait des résultats merveilleux. Un exemple frappant est celui de la banque du Commerce de Craïova qui était établie dans une des plus riches régions agricoles du pays.

Après l'expropriation, une forte thésaurisation fut pratiquée par les petits propriétaires. Elle avait pour cause l'accumulation de capitaux nécessaires pour le paiement des terres. Une autre cause de thésaurisation, permanente celle-ci, est le manque d'habitude de déposer les sommes disponibles en banque.

(1) V. Slavescu. La haute Finance, p. 76 et bilan annexe Banque d'Escompte; tableau XIV.

Le manque de confiance est presque général; il est très explicable à la suite de nombreux abus pratiqués par les petites banques locales. La conséquence la plus néfaste de cet état d'esprit est la répartition inégale du numéraire, qui pour les banques signifie tout simplement une crise périodique de numéraire. Elle dure de l'automne jusqu'au printemps parce que les agriculteurs, par la vente de leurs récoltes amassent chez eux l'équivalent monétaire de leurs produits. Pour les dépenses qu'ils font à partir du printemps jusqu'en automne, tous ces capitaux passent entre les mains d'autres producteurs ou commerçants, qui heureusement ne pratiquent pas la thésaurisation. Nous verrons dans le chapitre suivant comment les banques s'arrangent pour parer à ces inconvénients.

La force d'épargne totale de la Roumanie est très restreinte. L'épargne constituée par l'augmentation des moyens de production est difficilement calculable. Elle doit être néanmoins importante vu le stade économique peu avancé du pays. On peut en faire aussi une évaluation approximative, par les importations de moyens de production, comme machines, etc. Les indications données par les caisses d'épargne sont intéressantes seulement pour la période d'avant guerre, car après 1918, à cause de l'état du marché, les apports aux Caisses d'épargne sont peu importants. En 1912 les dépôts aux caisses d'épargne étaient à peine de 64 millions (1). Dans son ensemble, l'épargne roumaine n'est pas suffi-

(1) V. Ene, op. cit., p. 16.

sante pour satisfaire aux besoins de capitaux destinés à être investis, ce qui explique l'endettement annuel du pays envers l'étranger.

§ 2. Les comptes courants créditeurs.

Les particuliers qui sous cette forme mettent à la disposition de la banque leurs capitaux sont principalement ceux qui sont en relation d'affaires suivies avec les banques, et pour une part beaucoup plus restreinte, les particuliers qui jouissent d'une faveur spéciale auprès d'elles. Les capitaux ainsi acquis sont de provenance interne ou externe (1). Les premiers résident habituellement dans le pays et appartiennent pour la plupart aux capitalistes roumains; les capitaux externes appartiennent à l'étranger et proviennent des transactions internationales ou des revenus de capitaux étrangers investis en Roumanie. Nous croyons que les crédits étrangers prédominent dans ces engagements.

Quant aux conditions, elles sont pour le taux de l'intérêt presque pareilles à celles des dépôts. L'avantage qu'en retire le créancier est celui de l'échelle des intérêts. Le bénéficiaire d'un compte courant profite de l'intérêt journalier des sommes confiées à la banque, tandis que le simple déposant ne bénéficie des intérêts qu'après avoir laissé son ar-

(1) V. bilan de la Franco-Roumaine très clair à cet égard, tableau XV.

gent un nombre de jours plus ou moins grand, fixé de commun accord avec la banque.

L'importance de ces engagements en compte courant a beaucoup varié sous différentes influences, que nous nous efforcerons de dégager. La prospérité générale du pays devrait influencer le total des comptes courants créditeurs internes. Cette influence fut enrayée par une trop petite circulation, qui était absorbée par les capitaux nécessaires aux dépenses toujours croissantes des producteurs et consommateurs. Le change s'ajoute à cette cause principale et il prend une importance beaucoup plus grande jusqu'en 1921.

La crise de l'année 1921 est très instructive pour l'explication des variations en importance des comptes créditeurs et même des dépôts externes. Les années qui succédèrent à la guerre accusent une balance commerciale annuellement déficitaire de plus de 3 milliards de lei ou de plus de 10 milliards jusqu'en 1921. Les marchandises écoulées sur le marché roumain créent des disponibilités, le plus souvent en lei, au profit des exportateurs étrangers. Cette situation ne pouvait être améliorée par les autres éléments de la balance des comptes, eux-mêmes déficitaires. L'exportation des capitaux, un des éléments de cette balance a été très importante à cause de l'impôt sur le capital voté en 1921. La baisse vertigineuse du leu commença en juin 1921. Toutes les disponibilités des étrangers étaient placées dans les banques roumaines en attendant d'autres placements dans le pays, et surtout leur

retrait pour l'achat de monnaies étrangères. La spéculation à la baisse entre pour beaucoup dans cette dégringolade rapide. Les disponibilités des étrangers, en lei, se déplacent alors avec une vitesse inaccoutumée, d'une banque à l'autre. Cette situation devenait de plus en plus dangereuse pour les grandes banques qui avaient fait avec ces sommes des placements qui ne pouvaient être facilement liquidés. S'ajoutait aussi le risque de devoir pour les engagements en monnaie étrangère des sommes qui augmentaient en rapport inverse de la baisse du lei. En même temps le gouvernement était alarmé à la pensée des répercussions fâcheuses qu'entraînait, pour les finances publiques la dépréciation de la monnaie roumaine. C'est alors que l'on décréta par un Journal du Conseil des Ministres, le 10 novembre 1921, le blocus des dépôts des étrangers dans les banques roumaines. Cette mesure, expliquait le gouvernement, était dirigée contre la spéculation. En vérité, pour ne citer que la Bourse de Paris, les transactions sur le lei variaient entre 30 et 40 millions de lei par jour; celles-ci ne pouvaient correspondre aux transactions commerciales. L'immobilisation des capitaux étrangers n'était pas absolue, car elle se bornait seulement à un contrôle des transferts de lei. Ces transferts pour achat de monnaies étrangères étaient autorisés uniquement pour les transactions commerciales. A la suite de ces mesures on négocia à la Bourse de Paris des lei seulement pour une valeur de 3 à 4 millions par jour et le change devint plus favorable.

De vives protestations s'élevèrent de tous côtés. La crise avait été cependant enrayée et le marché roumain retrouva son calme.

Le contrôle des transactions en monnaies étrangères a été maintenu depuis avec des résultats très heureux. Toute spéculation importante devenait impossible.

D'après les données statistiques de « l'Office de Contrôle des devises » les lei qui furent bloqués en 1921 se chiffraient à plus de 5 milliards. Les exportations des années suivantes permirent le dégagement de ces sommes comme suit :

Novembre	1921	.....	5.000 millions	
Février	1923	.....	4.028	—
Juin	—	.....	2.842	—
Décembre	—	.....	1.062	—
Février	1924	.....	202	—

En mars aucun dépôt n'était plus bloqué.

Nous voyons donc de quelle manière les banques furent amenées à réduire leurs engagements envers les créanciers étrangers.

Plus tard, en 1923, une loi permit le règlement des dettes contractées en monnaies étrangères, ayant un cours plus élevé que le nôtre. Cette loi profitait surtout aux commerçants pour lesquels les banques avaient donné des garanties.

Nous assistons donc, à partir de 1921 à une restriction des rapports financiers entre les banques roumaines et les capitalistes étrangers. Cette situation a duré jusque vers 1925, époque où l'on espérait et prévoyait une plus grande stabilité monétaire. Mais même alors les banques ne profitèrent

des crédits qu'elles trouvaient à l'étranger que pour des crédits de caisse ou de 3 mois tout au plus. Mais à partir de 1927, quand la stabilisation de fait fut réalisée, les banques s'empressèrent de recourir aux crédits qui leur étaient accordés à un taux bien inférieur à celui du marché roumain. Jusqu'alors des crédits étrangers en lei ne pouvaient être faits, car le risque eût été trop grand pour le créancier. Quant à l'ouverture de crédits en monnaies étrangères le risque eût été trop grand pour le débiteur. Celui-ci transformait les crédits en lei, mais à l'échéance, en cas de baisse de la monnaie roumaine, il devait supporter la différence du cours.

Ainsi s'expliquent dans leurs traits essentiels les grandes variations des engagements faits à l'étranger par les banques roumaines. Il faut espérer que grâce à la stabilisation monétaire les rapports normaux d'avant guerre seront rétablis.

§ 3. Le réescompte à la Banque Nationale.

Le réescompte est la troisième forme principale d'engagement des grandes banques roumaines. Les chiffres que nous relevons des bilans se rapportent uniquement au réescompte accordé par la Banque Nationale. Il ne comporte pas comme pour les petites banques, de réescompte à d'autres banques commerciales. Le caractère de cette espèce d'engagements est tout à fait différent des deux premiers. La politique suivie par les banques à l'égard du

réescompte est dirigée par la banque d'émission elle-même, et influencée par l'état général du marché. Le réescompte est insignifiant de 1918 à 1920. Ce fait s'explique par le changement survenu dans les coutumes commerciales. L'abondance de numéraire et aussi l'incertitude des transactions commerciales entraînent les paiements au comptant, l'effet de commerce n'ayant plus sa raison d'être ou n'étant plus accepté. Le portefeuille commercial perd de son importance et la majorité des banques n'ont pas de réescompte à la Banque Nationale. Les quelques banques qui en profitent encore sont celles qui ne veulent pas augmenter leurs dépôts et que nous avons déjà mentionnées. Nous donnons en annexe les variations mensuelles du portefeuille d'escompte de la Banque Nationale de 1920 à 1927. (Voir tableau annexe IV).

Survient en 1921 la crise dûe à la baisse du leu et au krach de la Banque de la Nation. Pour répondre aux retraits brusques qui se produisent les banques demandent le concours de la Banque Nationale et présentent leur portefeuille commercial au réescompte. Le total des effets escomptés qui était de 785 millions en septembre passe à 1.829 millions au 31 décembre. Les banques ont trouvé de cette sorte des disponibilités jusqu'à concurrence de la somme de un milliard, qui aurait certainement pu être dépassé, si cela eut été nécessaire. La crise ayant passé, le portefeuille de la Banque Nationale est en baisse jusqu'en avril 1922. A partir de cette date il ne cesse d'augmenter. Cela est dû d'une part à la possibilité

que la Banque Nationale avait de placer les nouvelles émissions en portefeuille commercial, tout emprunt à l'Etat ayant cessé; d'autre part les banques, du fait de la diminution de leurs deux autres engagements principaux, avaient absolument besoin de trouver un large appui à la Banque Nationale pour le réescompte de leur portefeuille. Les transactions commerciales se basaient de nouveau sur le crédit, et c'est ainsi que les effets de commerce affluèrent vers les banques.

Il n'y a rien d'étonnant dans l'augmentation rapide du portefeuille commercial de l'institution d'émission, qui passe de 1.800 millions en déc. 1921 à 9,8 en déc. 1926. Ce rôle que la banque d'émission n'avait pas rempli pendant la guerre, elle le reprit dès que le marché le lui demanda. Le rapport qui existait en 1913 entre l'escompte et la circulation était de 47 %; il est d'environ 30 % en 1924 et de 45 % en 1926 et 1927. Ceci ne signifie pas que le marché reçoive la même satisfaction, car, comme nous l'avons mentionné dans l'introduction, les besoins du nouveau marché roumain sont au moins deux fois plus grands que ceux de l'ancien royaume.

Voici maintenant quelle était la part des grandes banques dans le total de l'escompte :

	Total portefeuille escompte Banque Nationale	Réescompte des 12 banques en millions de lei
Déc. 1913	207	108
— 1918	70	40
— 1919	158	74

— 1920	702	331
— 1921	1.829	1.406
— 1922	3.808	2.602
— 1923	5.864	3.744
— 1924	7.572	4.073
— 1925	8.425	3.862
— 1926	9.800	3.971
— 1927	9.027	3.095

Nous remarquons son importance prédominante jusqu'en 1923. A partir de 1924, elle décroît par rapport au total. Le surplus était réparti principalement à la Société Nationale de Crédit Industriel dont les engagements passent de 1,1 milliards en 1924 à 1,6, à 1,8 et à 1,7 en 1927. Indirectement ce sont toujours les grandes banques qui ont fondé le Crédit Industriel, qui en profitent. Le reste du rées-compte est accordé aux banques provinciales, surtout dans les nouvelles provinces.

Les deux dernières années marquent une certaine baisse des engagements des grandes banques envers la banque d'émission. Cette baisse correspond aux augmentations des autres engagements, qui redevenaient possibles comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent.

Il y a lieu de décrire la pratique généralement adoptée en Roumanie et qui ne peut être constatée qu'en nous référant aux situations hebdomadaires de la Banque Nationale. Avant la clôture annuelle, les banques dans le souci de présenter leur situation de caisse sous un jour plus favorable, réescomptaient leur portefeuille commercial et les sommes ainsi obtenues figuraient à l'actif sous forme du numéraire ou de disponible. Cette pratique n'existe pas en An-

gleterre et en France, les institutions principales de crédit l'ont abandonnée en partie. Comme chiffres indicatifs du total des sommes obtenues de cette manière, nous donnons l'augmentation du total du portefeuille de la Banque Nationale entre novembre et décembre, et aussi pour les mois qui suivent la clôture de l'exercice. Pour l'année 1924, l'augmentation du portefeuille entre novembre et décembre est de 430 millions. Ce portefeuille baisse d'environ 350 millions jusqu'en février et revient à peine en juin 1925 au total du 31 décembre de l'année précédente. En 1926, l'exemple est encore plus frappant. Le portefeuille passe de 9.002 millions le 18 décembre, à 9.800 millions le 31 décembre, pour tomber de nouveau le 8 janvier 1927 à 9.092 millions. Cette augmentation de 800 millions dans l'intervalle de 2 semaines n'est pas due aux besoins du commerce. Quelle est la part qui revient aux grandes banques ? On ne peut la fixer faute d'autre documentation, mais elle est probablement très grande.

Quant au *taux de l'escompte* nous ne pouvons dire qu'il puisse exercer une influence quelconque sur le marché monétaire. Ce taux n'a même pas varié depuis 1922 jusqu'à aujourd'hui. L'explication du manque d'influence est la suivante : dans la première période, caractérisée par de grandes disponibilités de capitaux sur le marché, les appels à l'institution d'émission étaient insignifiants, car le taux de 6 % en 1919 et de 5 % pour la moitié de 1920, était au-dessus du taux habituel du marché.

Quand la crise a commencé, le taux fut porté à

6 %, mais par le manque d'importance des sommes accordées aux banques et à cause de la situation précaire du change roumain, cette élévation ne pouvait avoir pour effet d'attirer sur le marché roumain des capitaux disponibles à l'étranger. Les effets ne sont nullement comparables à ceux remarqués sur le marché de Paris, Londres ou New-York lors de l'élévation du taux de l'escompte. L'intérêt accordé aux capitaux sur le marché roumain à partir de 1921 ne cessa d'augmenter d'une manière presque constante. La banque d'émission ne désirait pas se mettre d'accord avec la situation générale, parce que l'augmentation du taux de l'escompte n'aurait pas eu d'effet. Le réescompte devenait une faveur dont bénéficiaient principalement les grandes banques.

Dernièrement, au début de 1929, la Banque Nationale a essayé de faire une pression sur les banques pour entraîner une baisse générale du taux de l'intérêt; toute banque qui demandait pour les crédits accordés par elle plus de 18 % était menacée d'une restriction du réescompte. Pour ne pas supporter un retrait brusque des crédits de la Banque Nationale, les banques réduisirent l'intérêt des crédits qu'elles accordaient, en même temps que l'intérêt des dépôts et comptes courants créditeurs; un retrait prononcé des dépôts suivit cette réduction d'intérêt et les capitaux furent placés directement sur le marché, sous différentes formes. Ce chemin que prenaient les placements de capitaux sans plus passer par les banques est assez primitif, et entraîne

le plus souvent, pour l'économie nationale des déséquilibres dangereux. Il est fort probable que le résultat final sera une forte diminution du réescompte et que les engagements à l'étranger le remplaceront. En même temps, l'intérêt moyen sera fixé en suivant la loi de l'offre et de la demande. Le fonctionnement normal des crédits de réescompte n'est possible que dans un régime de liberté pour toutes les opérations qui ne regardent pas l'institution d'émission.

De ce qui précède et surtout des chiffres donnés au début de ce chapitre, il ressort donc que le réescompte a joué un rôle de premier ordre par les facilités accordées aux grandes banques pour parer aux situations critiques qui se manifestèrent.

*

Dans cette étude spéciale des engagements nous devons englober les autres postes secondaires qui figurent au passif. Ce sont : les « Comptes transitoires », les « Divers Comptes », la « Caisse des pensions pour les fonctionnaires » et les « Dividendes non réclamés ». A l'occasion des réserves occultes nous avons parlé des deux premiers postes. Ceux-ci peuvent cependant contenir aussi des engagements qui, par leur nature, n'ont pu être classés dans d'autres comptes ou même des reports accumulés qui ne figurent ni aux réserves pour dividendes ni aux comptes de Profits et Pertes (1). Leurs dénomi-

(1) V. bilan Banque du Commerce, Craïova, tableau XII.

nations assez vagues nous empêchent d'en parler plus longuement. L'importance de ces postes est minime, comparée à celle des comptes principaux.

Le compte « Dividendes non réclamés » accuse des sommes qui dépassent les limites habituelles. Pour certaines banques, il progresse continuellement d'un bilan à l'autre par des accumulations annuelles. Les détenteurs de ces actions respectives sont probablement les sujets des puissances centrales dont l'avoir, conformément au traité de Paix peut être mis sous séquestre pour être liquidé (1). Ils attendent un moment propice pour pouvoir bénéficier eux-mêmes de ces dividendes. Pour tous ces capitaux laissés ainsi à la disposition de la banque, aucun intérêt n'est dû.

A part ces quelques comptes, voici, de 1918 à 1927 l'évolution des trois comptes principaux pour l'ensemble des douze banques :

Dépôts Compte-courant Réescompte			
(en millions de lei)			
1918	272	395	40
1919	1.096	990	74
1920	2.305	2.955	331
1921	2.525	5.463	1.406
1922	3.957	5.516	2.602
1923	3.162	4.982	3.744
1924	2.815	5.475	4.073
1925	3.431	7.284	3.862
1926	4.043	8.797	3.971
1927	4.629	9.817	3.095

(1) V. Slavescu. L'organisation du Crédit, p. 40.

CHAPITRE V

LE TOTAL DES MOYENS D'EXPLOITATION.

§ 1. Les moyens propres d'exploitation

Pour apprécier les efforts des banques et le résultat de ces efforts, la comparaison avec l'année 1913 présente un grand intérêt. Nous recourrons à plusieurs comparaisons; d'abord celle des moyens propres, puis celle des moyens étrangers et enfin celle de la totalité des moyens d'exploitation. Ces derniers seront aussi envisagés par rapport à l'ensemble des banques roumaines pour mettre en évidence la place occupée par les grandes institutions de crédit dans l'organisation bancaire.

Les moyens propres des huit grandes banques de 1913 étaient de 164 millions. Le nombre des grandes banques passe en 1927 au chiffre de douze et leurs fonds de garantie s'accroissent comme suit :

	Total des Capitaux propres	Indice
1913	164	100
1918	223	135
1919	498	303
1920	1.233	751
1921	1.519	926
1922	1.639	999
1923	1.825	1.112
1924	2.039	1.243
1925	2.167	1.380
1926	2.479	1.510
1927	2.638	1.608

Ce tableau nous montre les deux périodes : celle jusqu'en 1922, quand l'indice est de 999 et la seconde qui accuse une augmentation en pourcentage beaucoup plus petite, car l'indice passe de 999 à 1.608, l'augmentation est par conséquent de 840 % plus petite (6 fois). L'explication ayant été donnée au chapitre II et III nous n'entrerons plus dans les détails. (Voir plus loin diagrammes).

Comme la Roumanie est à la veille de la stabilisation légale, la stabilisation de fait étant déjà réalisée, on peut dès à présent, évaluer sans risquer de faire un travail provisoire, quelle est la valeur en or des capitaux et réserves des grandes banques. Le cours de stabilisation a été depuis le mois d'août 1927 de 32 lei pour 1 franc suisse. Le total du capital et réserves, le 31 décembre 1927 a été de 2.638 millions lei papier, ce qui fait 82 millions lei or. Si nous comparons ce total aux 164 millions de lei or qui représentent les moyens propres des grandes banques roumaines de 1913, nous nous rendons compte de l'immense perte en capital et réserves subie par ces banques, d'autant que leur nombre s'est accru et que de nouveaux capitaux sont venus s'ajouter aux anciens. Par suite de l'inflation, la perte subie par l'amenuisement de leur capital et réserves est de 50 %.

Instructive est à cet égard la comparaison avec les grandes banques allemandes après l'établissement au 1^{er} janvier 1924 des bilans or, rompant tout

lien avec les bilans papier établis depuis 1914 (1). Nous choisissons de préférence l'exemple des banques allemandes vu qu'elles ont adopté les bilans or. En 1913, le capital et les réserves étaient de 1.635 millions Mk. et le 1^{er} janvier 1924 elles n'étaient plus que 648 millions de Mk. or. Ces chiffres accusent une diminution de 987 millions ou de 60,4 %. Nous voyons donc que la perte en capital est plus importante encore pour les banques allemandes que pour les banques roumaines. Cependant, vu que l'inflation avait pris des proportions beaucoup plus vastes en Allemagne qu'en Roumanie, nous pouvons affirmer que les banques allemandes ont su réparer les pertes que l'inflation entraînait, mieux que les banques de notre pays. Il est vrai que toute la finance allemande en était prévenue. L'exemple des autres pays ne ferait que montrer une situation défavorable assez pareille, toutefois dans des proportions différentes à celle de la Roumanie et de l'Allemagne.

§ 2. Les moyens étrangers d'exploitation.

Voici comment a varié le total des engagements, pour lequel nous établissons l'indice en prenant comme base la même année de 1913 :

(1) V. Deutscher Economist cité par G. Cautlet, L'aide à l'Industrie et la liquidité des capitaux, éd., Commentaires. Paris, 1928, p. 350 et suiv.

	Total des moyens étrangers	Indice	Total des moyens propres	Indice
1913	684 (1)	100	164	100
1918	813 (2)	118	223	135
1919	2.712	396	498	303
1920	5.816	850	1.233	751
1921	10.163	1.486	1.519	926
1922	13.158	1.920	1.639	999
1923	13.615	1.990	1.825	1.112
1924	13.430	1.960	2.039	1.243
1925	15.251	2.220	2.167	1.380
1926	18.251	2.660	2.479	1.510
1927	19.582	2.860	2.638	1.608

Ici encore comme pour l'augmentation des moyens propres, l'ascension est beaucoup plus rapide jusqu'en 1921 et continue plus lentement à partir de cette année jusqu'à aujourd'hui. (Voir plus loin diagrammes).

Quelle a été la proportion entre les capitaux propres et étrangers ? La comparaison des deux indices nous montre une progression moins rapide des premiers que des seconds. Ceci aboutit à la baisse du rapport existant en 1913 entre les moyens propres et les moyens étrangers. On estimait alors que les engagements ne devaient pas dépasser normalement le quadruple du capital et des réserves. Tout de suite après la guerre on s'est efforcé, comme nous l'avons montré dans le chapitre sur la politique des

(1) Représentent les 871 millions lei du total du passif moins 187 millions lei, le cap. soc., les fonds de réserve et le bénéfice.

(2) Représentent le total du passif moins le cap. soc., les réserves et le bénéfice net (inclus le report).

capitaux à se rapprocher du rapport d'avant-guerre, qui avait beaucoup baissé.

Comparée aux autres pays, voici quelle est la situation des banques roumaines :

Moyens propres par rapport aux moyens étrangers :

	Angleterre (The Big Five)	France 3 banques	Allemagne 6 banques	Roumanie 12 banques
	%	%	%	%
1913	8	43	24	24
1918				27
1919				18
1920	6,5	36		21
1921	6,5	42		15
1922	7	37		12
1923	7	29	57 (1)	12
1924	7	26	21	15
1925	7,3	18	14	14
1926	7,3	20	12	13
1927	7,2	15	10	13

Pour l'Angleterre nous avons pris les « Big Five », pour l'Allemagne les 6 grandes banques et pour la France les trois banques d'affaires mentionnées au chapitre sur les réserves. L'exemple des Big Five n'a rien de spécialement remarquable, sauf, qu'après les quelques années d'après guerre leur rapport était favorable aux capitaux propres, pour revenir en 1926 presque à celui de 1913.

Les banques d'affaires françaises accusent un très grand progrès dans l'augmentation des capitaux de leur clientèle, comparativement à la situation de 1913. Cette augmentation, vu le caractère de ces ban-

(1) 1^{er} janvier 1924.

ques, est beaucoup moins importante que celle des grands établissements de crédit.

Nous arrivons enfin aux banques allemandes. En 1913 le rapport était de 24 % ; il est de 57 % le 1^{er} janvier 1924 et à la suite d'une très forte politique d'augmentation des engagements, quatre ans après, il est de 10 %. Cela prouve que l'on a renoncé à l'idée admise généralement avant guerre, que les comptes de garantie doivent être équivalents au quart des autres capitaux.

Les banques roumaines présentent une assez grande analogie, à ce point de vue, avec les banques allemandes. Pour 1913 le rapport est le même : 24 % en Allemagne, 24 % en Roumanie. En 1927 les engagements augmentent et le rapport s'établit à 13 %.

Considérées à part, les banques roumaines présentent un pourcentage très varié, ce qui n'existe pas pour les groupes des banques étrangères. En effet, en Roumanie, le pourcentage varie en 1920 entre 11 (Blank) à 104 (Commerce Cr.) ; et en 1927 entre 12 % (Blank) et 21 % (Chrissoveloni). Les banques Marmorosh Blank, Commerciale Roumaine et Générale de Roumanie se placent au premier rang parmi celles accusant le plus petit pourcentage. Quelques-unes suivent en cette matière les principes d'avant guerre.

Pour la plupart des banques, la politique suivie aujourd'hui diffère de celle de 1913. Ceci n'est pas dû à l'impossibilité d'augmenter le capital social ou les réserves ; mais à une politique énergique d'accroissement des engagements. Par l'ouverture de

succursales pour faciliter les dépôts, par des conditions avantageuses accordées à la clientèle et suivant le mouvement général du marché, ainsi que par une propagande habile, on a abouti aux résultats désirés. Cette nouvelle situation complique davantage le problème de la liquidité. Après avoir étudié les placements nous verrons quelles furent les solutions adoptées par les banques.

§ 3. L'organisation bancaire roumaine et les douze banques.

Pour que toutes les comparaisons que nous ferons avec 1913 et l'ensemble des banques roumaines soient justes, nous estimons nécessaire de montrer l'importance de la « Caisse de Compensations » de Bucarest qui n'existait pas avant guerre. Quoique la création de cette espèce de clearing-house permette le maintien en caisse de sommes plus réduites et entraîne une augmentation des autres placements, nous en parlerons tout de suite après les engagements puisque c'est la valeur de ceux-ci qui est spécialement augmentée.

La Banque Nationale prit l'initiative de fonder la « Caisse de Compensations » qui a commencé à fonctionner le 1^{er} février 1920. Elle comptait 14 membres fondateurs, auxquels viennent s'ajouter 11 nouveaux membres, de sorte qu'en 1928, 25 banques participaient à son activité. Jusqu'au 1^{er} juillet 1927, date où elle fut transformée en un vrai clearing, les

compensations étaient faites au moyen de chèques spéciaux, émis à l'ordre du bénéficiaire et sur la caisse des compensations. Le mouvement général de cette caisse, et la part qui en revient aux grandes banques sont les suivants (1) :

Mouvement Général les grandes banques		
1920	14 milliards	87 %
1921	50 —	88 %
1922	31 —	80 %
1923	36 —	76 %
1924	39 —	73 %
1925	56 —	73 %
1926	80 —	73 %
1927	79 —	

Trois quarts des virements sont au compte des grandes banques, le reste est au compte des succursales des banques étrangères et en très petite partie, de la Banque Nationale.

L'importance de ces virements ne peut donc être négligée, quand il s'agit de comparer les grandes banques avec la totalité des banques roumaines. La place occupée par les grandes banques dans l'ensemble des institutions bancaires du pays, peut difficilement être définie à cause des statistiques qui nous font défaut. Celles publiées par le Ministère de l'Industrie et du Commerce se révèlent plus exactes, mais pour l'année 1913 et les années d'après guerre elles sont très imparfaites. Sous cette réserve nous donnons les chiffres suivants sur la totalité des

(1) D'après le compte-rendu de la Banque Nationale (1927) et les Forces économiques, Blank, 1926 et 1927.

moyens de l'ensemble des banques roumaines et celles des 12 banques étudiées par nous.

	Les grandes banques	Total des banques	Nombre des banques
1913	848	1.249	196
1918	1.036	3.578	215
1919	3.210	5.417	486
1920	7.049	12.295	543
1921	11.682	16.334	556
1922	14.797	28.773	683
1923	15.440	31.806	756
1924	15.469	37.687	844
1925	17.418	50.537	928
1926	20.730	61.360	1.029
1927	22.220		

En 1913, les grandes banques représentent 67 % de l'ensemble des banques de l'ancien royaume. Leur importance était sans doute moins grande, car la statistique établie cette année-là, étant la première, ne tient pas compte d'un grand nombre d'institutions de crédit de second ordre. La centralisation cependant est très grande. Elle est due à la concentration des fortunes; les créateurs des banques vu l'importance des dépôts ou des crédits en comptes courants, préféraient être en relation d'affaires avec les banques qui présentaient le maximum de sécurité. A part cela, les crédits qui venaient de l'étranger n'étaient accordés qu'aux grandes institutions. Le nombre des autres banques n'était que de 188, ce qui s'explique en partie par le manque d'initiative des particuliers pour créer de nouveaux établissements de ce genre. C'est ainsi que, vu ce nombre restreint, les capitaux affluaient vers les banques à ancienne renommée.

A partir de 1919, les statistiques comprennent naturellement aussi l'organisation bancaire des nouvelles provinces. La comparaison entre la concentration bancaire de 1913 et celle des années 1919 à 1927 peut être faite à condition de ne jamais perdre de vue l'augmentation du nombre et des moyens d'exploitation, due à toutes les nouvelles banques moyennes et petites qui viennent s'ajouter à celles de l'ancien royaume. L'importance des banques des nouvelles provinces trouve son explication dans la confiance des particuliers pour ces institutions. Les capitaux disponibles sont généralement déposés en banque, car la thésaurisation n'est presque pas pratiquée.

D'autres éléments concourent à augmenter la force de l'ensemble des banques roumaines.

Premièrement. — A la suite de l'inflation un nombre considérable de banques fut créé et en 1926 on en compte plus de mille, dont près de 500 possédaient un capital qui n'excédait pas un million. Ce sont donc en général de petites banques locales qui, fort probablement, céderont la place aux organisations plus puissantes. Pour l'instant, elles attirent quand même des capitaux qui, par leur trop grande division, ne représentent pas une aide appréciable pour l'économie nationale.

Deuxièmement. — La création d'institutions de crédit spécialisé comme, par exemple, la Société Nationale de Crédit Industriel qui, à elle seule représente environ 3 milliards du total, et l'apparition de

succursales des banques étrangères qui figurent dans les statistiques dans l'ensemble des banques.

Troisièmement. — Le réescompte de la Banque Nationale qui en 1913 était accordé pour plus de la moitié (52 %) aux grandes banques, est réparti aujourd'hui tout autrement : 30 % environ pour les grandes et 70 % aux autres institutions.

Quatrièmement. — En 1913 les relations d'affaires entre ces deux grandes catégories de banques, étaient beaucoup plus restreintes. En raison de la nouvelle situation, les engagements des petites banques sont en partie, les placements des grandes. Nous nous trouvons par conséquent devant la double inscription des mêmes capitaux, ce qui entraîne un calcul inexact de la concentration.

Cinquièmement. — Les 12 banques perdent une partie de leur clientèle importante par la suite de l'expropriation et ne bénéficient plus de crédits à l'étranger comme avant la guerre.

Après ces considérations sur la baisse réelle et apparente de la concentration bancaire en Roumanie, étudions les directives des grandes banques.

L'adaptation aux nouvelles conditions du marché se manifeste principalement par :

1° Une politique d'élargissement du cercle de la clientèle. Les succursales sont les moyens les plus apparents (1).

2° Par la participation et la création de sociétés de crédit spécialisées comme nous le verrons à l'occasion de l'étude des participations financières, et

(1) 136 succursales et agences en 1927 (45 de la Franco-Roumaine).

3° en englobant ou en soumettant à leur stricte domination les banques moyennes locales les plus intéressantes. Celles-ci sont pour la plupart de création récente, qui pour continuer leur activité intense, sont en rapport d'affaires avec les grandes banques. A en juger d'après les résultats des dernières années, il est fort probable que l'importance de beaucoup de petites et moyennes banques s'affaiblira au profit des grandes.

§ 4. La valeur réelle du total des moyens d'exploitation.

Les chiffres donnés jusqu'à présent sont en lei papier, ce qui est loin de nous montrer la valeur réelle des capitaux.

Tout le monde est d'accord à reconnaître que des bilans établis en papier monnaie déprécié, ne sont pas susceptibles d'être comparés aux bilans or. On cherche donc généralement à calculer la valeur réelle des moyens d'exploitation des banques en les réduisant d'une valeur égale à celle de la dépréciation du papier par rapport à l'or. Ce calcul est fort logique et exact mais il ne nous permet pas cependant d'établir des comparaisons justes avec la période d'avant guerre, l'or même ayant perdu de sa valeur, fait qui ne doit pas être omis.

Les prix sont l'expression en unité monétaire des services et biens échangés en monnaie. Dans les pays qui ont conservé la convertibilité de la monnaie de papier et où l'augmentation des prix a été

générale, cela signifie que l'or a perdu de sa valeur d'échange. Pour calculer la valeur des capitaux bancaires comparable à la valeur des capitaux d'avant guerre, il faut les réduire dans les mêmes proportions que fut réduite la valeur de l'or. Ceci posé, nous pouvons donc formuler cette loi : la valeur de l'or, ainsi que celle des capitaux, est inversement proportionnelle aux prix.

Dans les pays où la convertibilité a été supprimée et où le papier a subi une dépréciation par rapport aux monnaies convertibles, on est souvent tenté d'évaluer les capitaux en les rapportant à la valeur or qu'ils représentent. Cela ne peut qu'aboutir à un calcul inexact, pour les raisons exposées plus haut.

Il y a lieu ici de parler de la valeur interne et externe de la monnaie (Cassel). Si l'on réduit les capitaux bancaires calculés en or en faisant entrer en ligne de compte la dépréciation de l'or, dans le pays à monnaie convertible, nous obtenons la valeur externe de ces capitaux. Celle-ci n'est évidemment pas intéressante, car elle se réfère aux prix d'un pays étranger. Pour notre étude, seule la valeur interne des capitaux est intéressante; parce qu'il s'agit de banques travaillant surtout dans le pays. Il faut, par conséquent, renoncer à faire ces calculs compliqués et n'envisager que les variations internes des prix. Nous aboutissons donc à la même formule que pour les pays à monnaie convertible, c'est-à-dire que la valeur des capitaux est inversement proportionnelle aux prix.

Pour mettre en pleine lumière les différences

qu'on relèverait dans le calcul de la valeur des capitaux bancaires en Roumanie, nous donnons l'indice réel des prix en lei, et l'indice théorique des prix établis par nous d'après le cours du dollar à Bucarest et les prix américains. Le second indice est l'expression de la valeur externe du leu.

	Indice réel (1)	Indice théorique (1)
1913	100	100
Déc. 1921	1.649	3.834
— 1922	2.292	5.292
— 1923	3.474	6.187
— 1924	4.235	6.329
— 1925	4.764	6.856
— 1926	5.342	5.979
— 1927	5.340	4.769

Il ressort clairement que la valeur interne de la monnaie roumaine, donc des capitaux, est au moins deux fois supérieure à la valeur externe pour 1921 et 1922. De 1923 à 1926 ces deux valeurs tendent à se rapprocher et la valeur externe dépasse l'autre en 1927. L'erreur qui serait commise en prenant comme base la valeur externe du leu, irait au détriment des banques jusqu'en 1926, et leur serait favorable pour l'année 1927.

L'indice de la valeur réelle des moyens d'exploitation des banques, ayant pour base l'année 1913 est le suivant (voir plus loin diagramme) :

(1) Voir annexe Tableau I. et Bulletin (Janvier-Février 1928) de la Banque du Crédit Roumain.

	Tot. moyens d'expl. (propres et étrangers)	Indice	Ind. réel des prix	Ind. de la valeur réelle du total des moyens d'exploitation
1913	848	100	100	100 .
1918	1.036	122	?	?
1919	3.210	378	?	?
1920	7.049	831	?	?
1921	11.682	1.380	1.649	83
1922	14.797	1.750	2.292	76
1923	15.440	1.820	3.474	52
1924	15.469	1.820	4.235	43
1925	17.418	2.050	4.764	43
1926	20.730	2.440	5.342	45
1927	22.220	2.620	5.340	49

Ce dernier indice est directement proportionnel au total des moyens et inversement proportionnel aux prix. Si l'on tient compte de l'accroissement considérable des besoins du marché, la force réelle des banques, en tant que facteur de développement économique est de beaucoup inférieur à cet indice.

Nous remarquons une baisse continue pour toute cette période. Elle est explicable d'abord par le manque de circulation fiduciaire suffisante qui a empêché l'augmentation des moyens propres et étrangers; et ensuite par la rapide augmentation des prix. Nous ne revenons plus sur ces faits qui ont déjà été expliqués.

Intéressante est, à cet égard, une comparaison avec les autres pays : l'Angleterre, la France et l'Allemagne :

Angleterre (Big Five)

	Capitaux propres et clientèle (en millions de £.) (1)	Indice du total des Capitaux (2)	Indice des Prix (3)	Indice de la valeur du tot. des Capitaux (2)
Déc. 1913	430	100	100	100
— 1921	1.749	401	168	238
— 1922	1.637	375	156	240
— 1923	1.641	376	163	230
— 1924	1.633	376	170	221
— 1925	1.627	373	153	243
— 1926	1.679	385	146	263
— 1927	1.718	394	140	281

France (9 banques)

1) Banque de Paris et des Pays-Bas, 2) de l'Union Parisienne; 3) Crédit Mobilier Français, 4) Le Crédit Lyonnais, 5) La Société Générale, 6) Le Comptoir National d'Escompte, 7) Crédit Industriel et Commercial, 8) Banque Nationale de Crédit, et 9) Le Crédit Commercial de France.

	Capitaux propres et clientèle (en millions de Fr.) (1)	Indice du total des Capitaux (2)	Indice des Prix (4)	Indice de la valeur du tot. des Capitaux (2)
Déc. 1913	8.849	100	100	100
— 1921	21.387	241	398	60
— 1922	22.897	258	362	71
— 1923	24.922	281	468	60
— 1924	25.284	285	518	55
— 1925	32.971	372	646	57
— 1926	35.100	395	641	62
— 1927	41.349	466	617	75

(1) G. Cauillet. L'aide à l'Industrie et la liquidité des Capitaux, ed. Commentaires, Paris 1928.

(2) Les indices sont établis par nous.

(3) Prix de gros. Board of Trade.

(4) Ind. général du Bul. de la Stat. Gén. de la France, base 1914 pour toutes les années sauf 1921 (moyenne annuelle, base 1910). L'Indice décembre 1922 après réduction à l'année 1913 par la Soc. d'Et. et d'Inf. Economiques.

Allemagne

(9 banques pour 1913 — 6 pour 1924-1927)

	Capitaux propres et clientèle (en millions de Mk.) (1)	Indice du total des Capitaux (2)	Indice des Prix (3)	Indice de la valeur du tot. des Capitaux (2)
31 Déc. 1913 ..	8.250	100	100	100
1 Janv. 1924 ..	1.750	21	117	18
31 Déc. 1924 ..	3.585	43	131	33
— 1925 ..	5.180	63	121	52
— 1926 ..	6.794	82	137	60
— 1927 ..	8.506	103	140	73

En Angleterre, où avec de grands sacrifices on a très vite rétabli la situation financière, le progrès bancaire est tout à fait remarquable.

Pour la France et l'Allemagne on remarque un progrès sensible. Les banques françaises regagneront probablement leurs forces d'avant guerre, au cours des années suivantes et grâce à la stabilisation récente du franc. En Allemagne, la stabilisation a permis un grand développement des banques à partir de 1924.

Ces quelques exemples et surtout celui de l'Allemagne nous permettent de croire à un très grand essor des banques roumaines après la stabilisation légale, qui ne saurait tarder longtemps à être réalisée (4). Les causes qui empêchèrent leur évolution normale disparaîtront petit à petit et nous les ver-

(1) Voir G. Caillet, op. cit., p. 354 et 395.

(2) Indices établis par nous.

(3) L'Ind. général de l'Off. de statistique-allemand dans le Bul. de la Statistique Gén. de la France.

(4) Cette stabilisation a été réalisée en Février 1929.

rons bientôt reconquérir et même dépasser leur ancienne force.

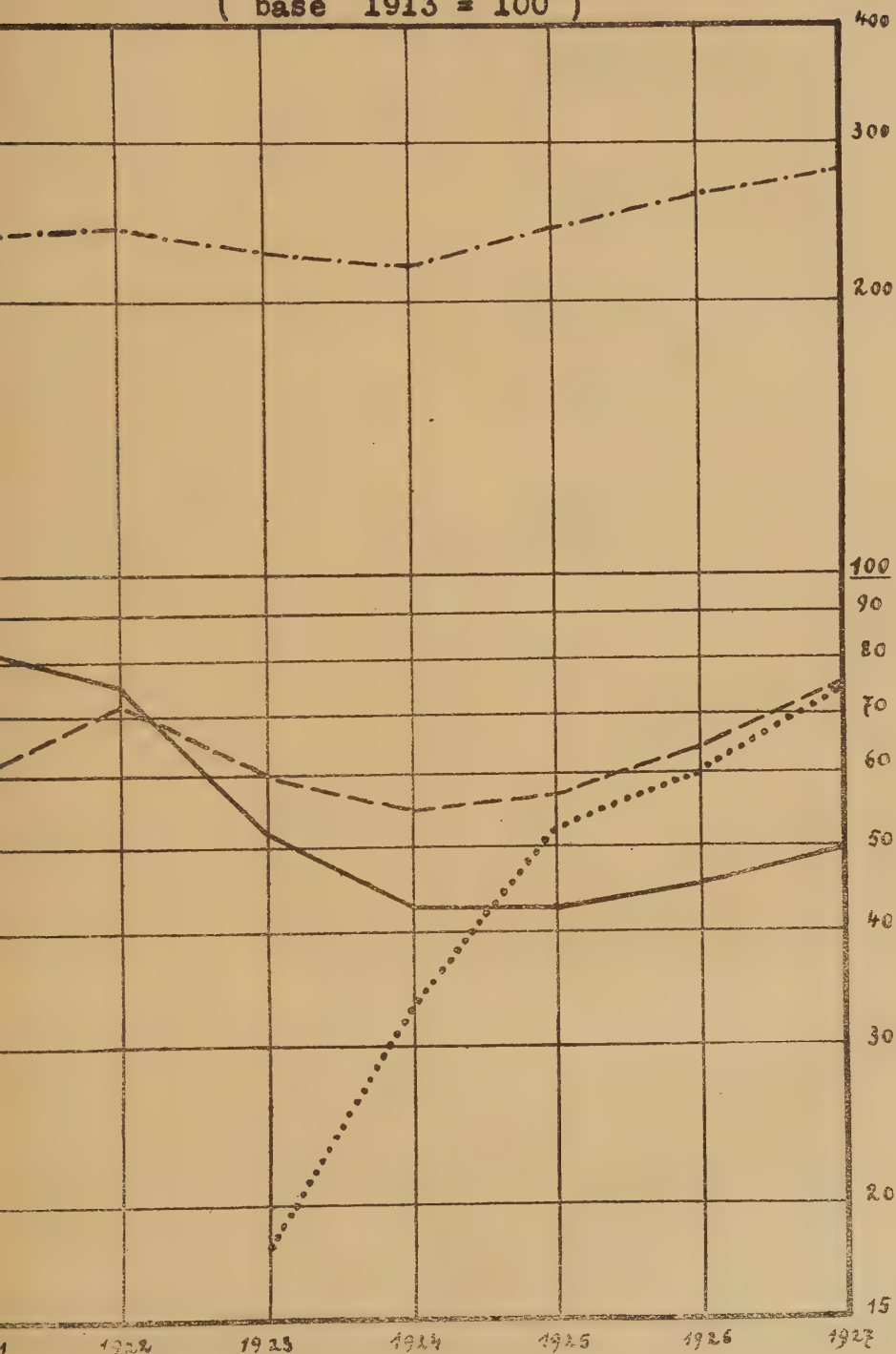
*
* *

Pour nos représentations graphiques nous avons adopté l'échelle logarithmique, comme étant la plus rationnelle. On a au premier coup d'œil, une idée juste des valeurs relatives. Une variation d'un dixième par exemple, donnera toujours la même inclinaison entre deux abscisses équidistantes, qu'il s'agisse d'une variation d'une unité (de 10 à 11) ou d'une variation de 100 unités (de 1000 à 1100).

Indices de la valeur des capitaux bancaires

_____ Roumanie
 - - - - - France
 Angleterre
 Allemagne

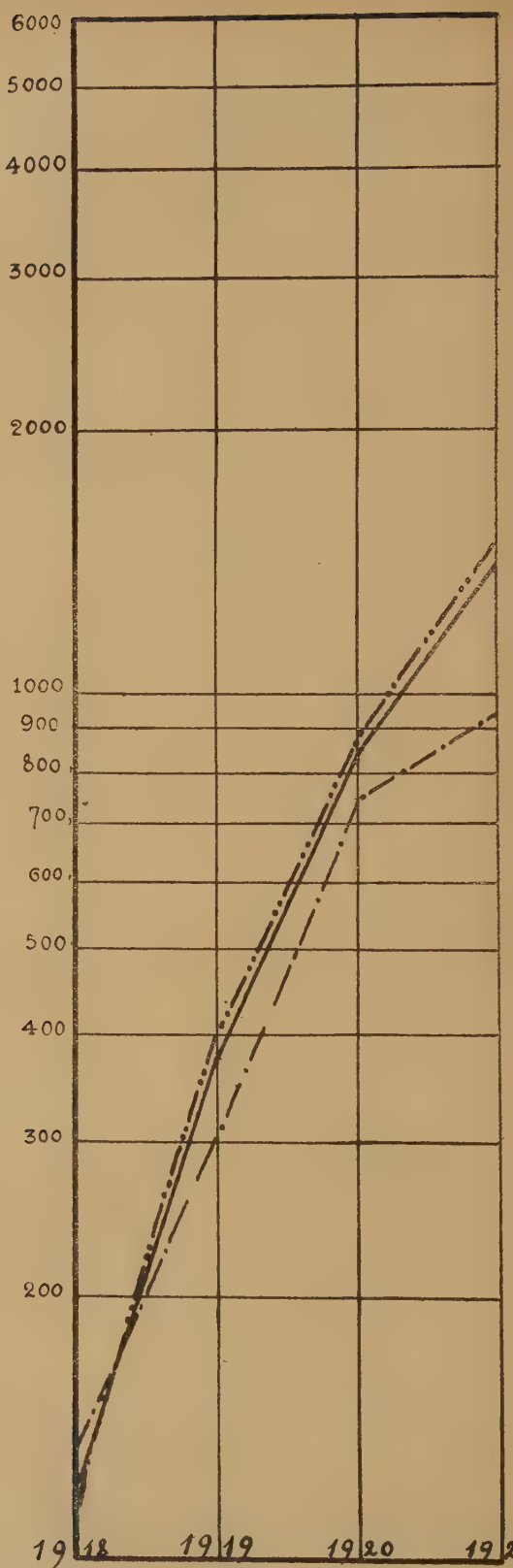
(base 1913 = 100)

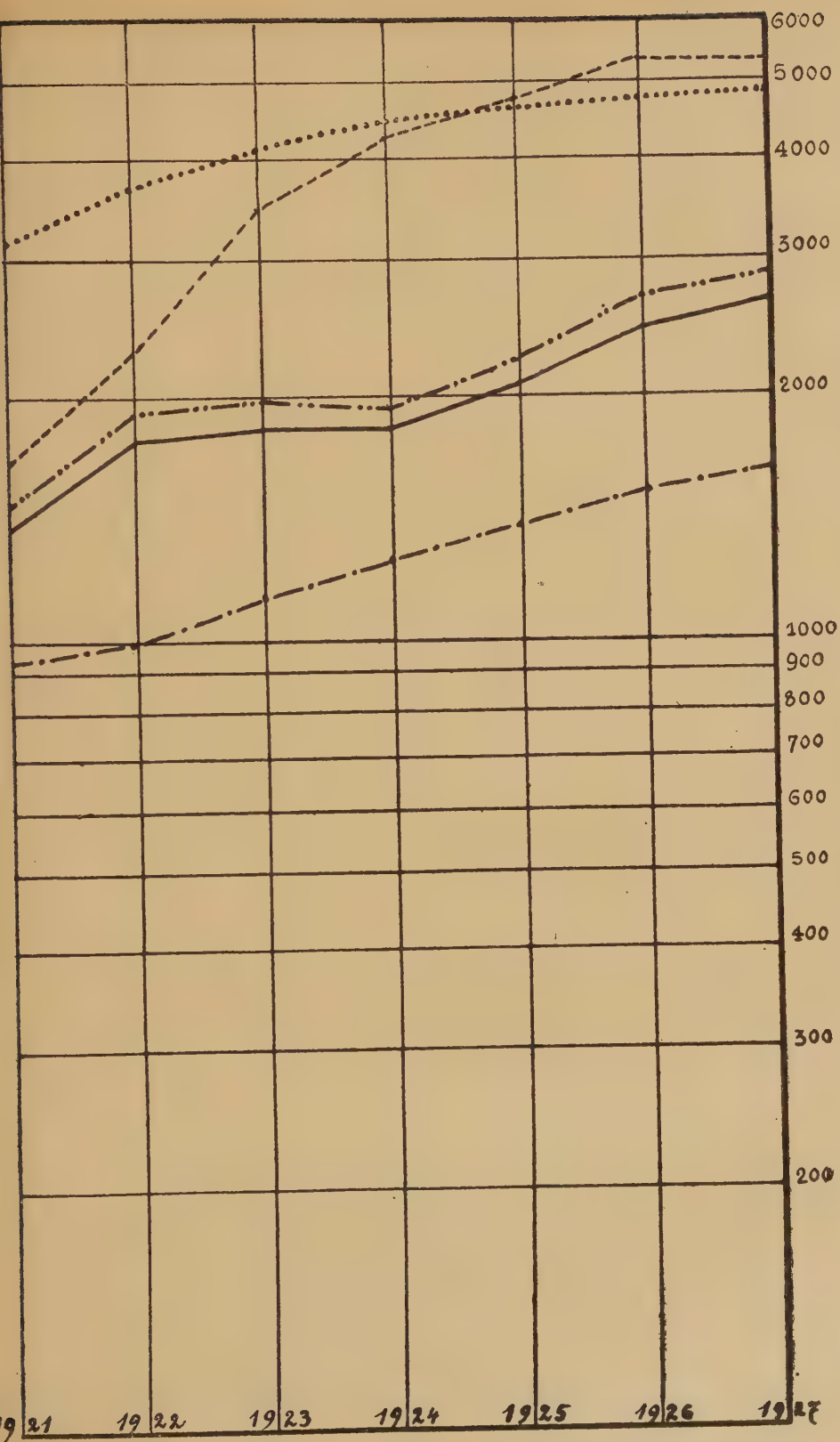


Indices roumains

- Capitaux propres
- Capitaux étrangers
- Total des capitaux
- Circulation fiduciaire
- Prix

(base 1913 = 100)





CHAPITRE VI

LES PLACEMENTS

Au début du chapitre des engagements, nous avons fait remarquer la fonction d'intermédiaire joué par les banques. Elles attirent les capitaux disponibles du marché pour les distribuer sous forme de crédit. Ces crédits prennent des formes très différentes et répondent à des besoins variés. Par la distribution de ces capitaux ainsi que de ceux qui leur appartiennent en propre, elles remplissent une fonction économique des plus importantes. Outre ce rôle de dispensatrices de capitaux aux divers demandeurs, les banques en Roumanie comme ailleurs sont des facteurs de développement économique et souvent on peut leur attribuer un véritable rôle d'initiatrices et de créatrices.

Pour nous rendre compte de leur influence et de leur place dans l'évolution économique du pays, on ne doit pas hésiter à poursuivre jusque dans leurs détails les formes variées que prennent les affaires actives.

La documentation présente quelques difficultés. Les bilans et les rapports aux assemblées générales ne donnent pas des indications assez complètes. Les études publiées en Roumanie manquent soit de précision, soit d'impartialité. Le Prof. Slavesco donne

jusqu'en 1921 dans ses ouvrages sur la finance roumaine quelques précisions intéressantes, mais empreintes de partialité. Restent donc les déductions que l'on peut faire d'après les données éparses et d'après les informations recueillies directement dans les milieux financiers, sans omettre un triage rigoureux du tout.

Les banques respectent toujours une certaine proportion dans les catégories de placements. Cette règle suivie répond principalement à deux desiderata : la liquidité et l'importance que chaque banque veut attribuer aux différents genres de placements. Comme méthode d'exposition nous envisagerons les postes de l'actif d'après leur liquidité. Voici leur ordre : Avoir en caisse et Portefeuille d'effets; Avances sur garanties et Comptes courants débiteurs, et troisièmement Portefeuille titres, Participations et Immeubles. Cette disposition correspond en même temps aux placements dans l'ordre suivant : commerciaux, financiers et industriels. Pour les autres, par exemple les placements agricoles, ils figurent répartis dans plusieurs postes. Ces distinctions sont purement formelles, car les bilans ne montrent que l'aspect bancaire ou comptable des placements mais non leur aspect économique.

§ 1. Avoir en caisse et disponibilités.

On ne peut considérer les sommes figurant à ce poste comme des placements, car à vrai dire elles ne représentent que des immobilisations. Rentrant dans

ce compte : le numéraire, les sommes disponibles à la Banque Nationale ou à d'autres banques, ainsi que les coupons exigibles. Les capitaux ainsi conservés en caisse ne sont pas productifs, c'est-à-dire que la banque n'en retire aucun bénéfice. Ces disponibilités sont cependant nécessaires pour répondre aux retraits de dépôts qui s'effectuent journellement.

A l'occasion des engagements de réescompte, nous avons déjà mentionné la pratique des banques roumaines, de faire appel à la Banque Nationale peu avant la fin de l'exercice. Toutes les sommes ainsi réalisées figurent au bilan en espèces ou en disponibilités. Cette pratique correspond au désir de faire ressortir une meilleure situation de liquidité. Jusqu'en 1922, quand le portefeuille d'effets n'était pas important, on constate un pourcentage de l'avoir en caisse par rapport au total des placements beaucoup plus élevé que pour les années suivantes. Il est presque le double. (Voir annexes tableau XIX).

Aussitôt après la réapparition du portefeuille d'effets, les banques ne devaient plus immobiliser des sommes aussi importantes (1), car elles pouvaient se les procurer rapidement par le réescompte. Nous remarquons qu'au cours de l'exercice l'avoir en caisse est beaucoup moins important qu'il ne figure au bilan. En ce qui concerne la liquidité de ce poste elle est parfaite même pour le disponible qui est toujours réduit. Nous croyons inutile d'insister sur ce point.

(1) Voir compte rendu Blank, 1922.

§ 2. Le portefeuille d'effets.

Ce poste contient les effets commerciaux escomptés par la banque. Cette opération est très favorable au placement de capitaux mis à la disposition de la banque pour une courte durée. L'effet de commerce a généralement une échéance maxima de 90 jours et comporte deux signatures. Avec la troisième, celle de la banque, il remplit les conditions requises par la Banque Nationale pour être réescompté.

Le portefeuille d'effets disparaît après guerre presque totalement par l'acquittement. On ne faisait plus de transactions commerciales sur crédit. Ces opérations devraient être normalement la base matérielle de l'effet de commerce. En vérité, après 1920 et surtout 1921, quand le marché commence à avoir moins de disponibilités, le commerce reprend ses méthodes d'avant guerre, c'est-à-dire la vente et l'achat à crédit. Nous assistons à un gonflement très rapide du portefeuille, gonflement qui est dû aussi à deux autres causes.

D'abord l'effet de complaisance qui n'a pas la même base que celui du commerce. Aucune transaction commerciale ne peut le motiver. Malheureusement son emploi a été très usité, surtout pendant la période de crise (1). Les crédits sur effets de complaisance ont été pratiqués principalement par les banques provinciales qui réescomptaient, comme il

(1) V. Slavescio. La haute finance en Roumanie, 1914-1919, Bucarest, 1920.

a été dit, leur portefeuille aux grandes institutions de crédit.

Une autre cause du gonflement du portefeuille fut le dépôt d'effets pour les débiteurs en compte courant. L'avantage que la banque en retirait n'était pas seulement la possibilité d'une exécution rapide mais aussi celui de réescompte à la Banque Nationale. Des exemples frappants peuvent être relevés chez les banques qui ont une vive prédilection pour cet engagement de tout repos (1). Ce procédé imposait aux débiteurs en comptes courants le payement trimestriel des intérêts dûs. Savoir la proportion entre ces effets et les véritables effets de commerce n'est pas possible à cause du manque de détails de certains bilans. Le portefeuille d'effets en compte courant est par exemple pour la Banque Roumaine deux fois plus grand que le portefeuille d'effets, et figure il est vrai seulement aux comptes d'ordre.

La Banque Nationale rendait possible l'accroissement du portefeuille-effets par le fait que, après 1921, ses émissions n'étaient faites que dans ce but. A part cette forme de crédit, le commerce profitait encore de crédits, sous d'autres formes que nous analyserons au chapitre des avances. Les crédits de portefeuille ont baissé ces dernières années au profit des prêts sur marchandises, qui étaient plus sûrs. Une preuve du manque de solidité du portefeuille apparaît dans le nombre des protêts qui accuse des

(1) V. bilans annexes : Banque Roumaine, d'Escompte et autres, 1920 (tableau XVIII, XIV, etc.).

proportions inconnues. Au Tribunal du département d'Ilfov (Bucarest) par exemple, ceux-ci passent de 63.000 pour 1926 à 67.085 en 1927. Le 2 janvier 1928, les protêts ont dépassé en nombre le total de ceux du mois de décembre 1925 (1). Des faillites retentissantes de grandes maisons de commerce viennent s'ajouter à cet état du marché.

Le taux perçu par les banques augmenta dans de telles proportions que souvent les bénéfices commerciaux étaient juste suffisants pour les supporter.

Au début de 1928, les mesures prises par l'institution d'émission contribuèrent à une baisse importante du taux des intérêts, baisse qui diminue d'autant les bénéfices des banques. Jusqu'alors le taux dépassait 20, 24 et même 28 %. Rentre dans ce calcul la commission trimestrielle, plus grande même que l'intérêt annuel proprement dit.

En ce qui concerne la durée des crédits dont bénéficie le commerce, il dépasse par renouvellement 90 jours, maximum imposé par la Banque Nationale pour le réescompte des effets de commerce. Contrairement aux usages commerciaux des pays industriels, la Roumanie qui reste un pays agricole doit organiser son crédit commercial selon la possibilité de consommation des agriculteurs. Le crédit à long terme peut seul répondre à cette situation et il est pratiqué largement par les banques. Quant aux fournisseurs ce sont surtout les Allemands, il faut le reconnaître, qui s'adaptent le mieux au marché roumain.

(1) V. Compte rendu Banque du Commerce, Craïova, 1927.

Les grandes institutions de crédit sont les centralisations du portefeuille des banques provinciales, qui se mettent par ce moyen dans une situation de dépendance envers les grandes.

Comparée à 1913 la situation a un peu changé :

	1913	1926
Grandes Banques ...	246 millions lei	5.655 millions lei
Toutes les banques ..	455 —	14.599 —

§ 3. Les avances sur garanties.

Ces avances sont spécifiées dans certains bilans, dans d'autres, elles sont englobées dans les comptes courants débiteurs. C'est seulement en se référant aux comptes d'ordre que nous pouvons avoir quelques indications sommaires. Les garanties principales sont : 1° *les valeurs mobilières*, 2° *les marchandises* et 3° *les hypothèques*.

Les premières formées par des fonds d'Etat et des actions surtout industrielles, doivent toujours dépasser en valeur les avances consenties. Les opérations à terme ayant été interdites depuis la guerre, les crédits s'effectuent seulement sur simples dépôts de valeurs. La marge de 20 à 30 % est d'habitude demandée. En temps de hausse des cours, ces opérations recherchées autant par le public que par les banques, baissent dès que le marché n'est plus soutenu. Les restrictions s'imposent cette fois-ci, seulement pour les banques. Par suite des grandes différences enregistrées en Bourse, le gage peut devenir insuffisant. Mais si le débiteur est obligé de li-

quider, la banque risque, à cause de l'offre qui devient trop grande sur le marché, de s'infliger elle-même, par ce procédé, des pertes. Dès lors, il vaut mieux attendre une nouvelle tendance à la hausse. Ceci est arrivé en 1921 quand après le krach de la Banque de la Nation, tous les cours enregistrèrent de fortes baisses. Petit à petit les avances sur valeurs mobilières ont diminué à partir de 1922, pour reprendre ces deux dernières années.

Souvent, par l'intermédiaire de la presse qui dépendait des banques, on essayait d'influencer le marché en alléguant que les actions industrielles devaient augmenter jusqu'à leur valeur or de 1913. Ceci était faux, car ni la capacité de production n'atteignait celle d'avant guerre, ni les prix des produits n'avaient augmenté dans les mêmes proportions que la baisse du change, jusqu'en 1923.

Les banques adoptèrent une méthode de discrimination plus rigoureuse pour les valeurs qui leur étaient présentées en gage. Ajoutons l'apparition des rentes d'expropriation qui, vu leur grand nombre et la possibilité d'obtenir des avances sur les mêmes bases à la Banque Nationale, forment probablement une partie intéressante des gages. Les anciens grands propriétaires fonciers bénéficient souvent de crédits sous cette forme.

Les avances sur marchandises, céréales, pétroles, bois, etc. représentent une partie des crédits accordés à l'agriculture, au commerce et à l'industrie. On demande une marge qui varie d'après la situation du marché.

Un fait remarquable est celui d'opérations commerciales sur compte propre (1), pratiquées par plusieurs banques roumaines, tout de suite après la fin de la guerre. Le besoin de marchandises d'importation était si pressant que l'on pouvait espérer de grands bénéfices. Par l'exportation on pouvait aussi réaliser de grands profits. La banque Blank a organisé un département commercial qui figure au bilan sous forme d'avances sur marchandises. Il fut organisé en 2 sections : celle d'importation, avec les divisions suivantes : textile, coloniale, peausserie et métaux, et celle d'exportation sous-divisée en : céréales, pétrole et forestière. Le but visé n'était évidemment que la réalisation de bénéfices. En effet, ils furent très importants et accusent en 1921 et 1922 17 et 10 % du total des bénéfices bruts. On ne tarda pas à liquider ce département commercial, dès que les importations réduisirent les possibilités de gain. La liquidation commencée en 1921 se termina en 1924. Elle dura tout ce long temps probablement pour ne pas subir de pertes par l'écoulement rapide des marchandises. Les affaires sur marchandises en compte propre cessèrent dès que les rapports normaux entre les producteurs et les consommateurs les rendirent inutiles (2).

Ce genre d'opérations pratiquées, d'ailleurs par plusieurs banques a été vivement critiqué parce qu'il ne constitue pas une opération bancaire. Nous

(1) Bonafous (Alfred). Les grandes banques d'affaires de Roumanie. Article dans « Revue d'Economie Politique », mai-juin 1922.

(2) Compte rendu, 1921. Blank.

croyons qu'elle était justifiée par les circonstances exceptionnelles qui paraissaient devoir empirer et rendre beaucoup moins sûrs les autres genres de placements. Les banques roumaines y renoncèrent définitivement, dès que l'on put envisager une amélioration probable dans l'état financier.

Ces dernières années accusent une augmentation des crédits sur marchandises au détriment du portefeuille d'effets qui devient moins sûr.

Les hypothèques rurales ou urbaines forment un poste moins important que le précédent. Le caractère d'immobilité en est la cause. Elles ne tiennent plus dans les bilans la place importante qu'elles possédaient avant guerre. La baisse des crédits hypothécaires est due à la réforme agraire qui créa pendant plusieurs années une situation peu claire, quant à l'étendue de terre laissée au propriétaire. Les banques enregistrèrent à la liquidation de leurs anciens placements de grandes pertes (1). Les rentes d'expropriation qui étaient données en paiement de l'hypothèque ne suffisaient pas pour son complet acquittement. Nous n'insisterons plus sur ce placement, vu son importance réduite.

Les prêts hypothécaires sont accordés en Roumanie principalement par des banques spécialisées dans ce genre de placement. Nous citons le Crédit Foncier Urbain, Le Crédit Foncier Rural et la Centrale des Banques Populaires.

(1) V. bilans annexes : Banque Roumaine, Agricole, etc., notes (tableau XVIII, VII, etc.).

§ 4. Les Comptes courants débiteurs.

Ces comptes englobent dans les bilans de plusieurs banques les avances sur garanties que nous venons d'analyser (1). Le reste des compte courants débiteurs et le total de ces comptes des autres banques est constitué par les crédits accordés à diverses sociétés et aux industries affiliées. Nous nous trouvons donc devant le compte le plus important au point de vue des crédits consentis aux participations financières, commerciales et industrielles des banques. Toutes espèces de crédits figurent dans ce compte et surtout ceux à découvert. Après la crise de 1921, on remarque une tendance presque générale de demander comme garantie supplémentaire, des effets de commerce. Le désir de plus grande sécurité et celui d'une plus grande liquidité de ces capitaux incitait l'adoption de ce procédé.

L'augmentation des crédits en comptes courants dépassait les limites raisonnables vers 1920. Il y avait une nécessité à cet accroissement, pour répondre aux demandes légitimes des nombreuses sociétés industrielles créées par les banques elles-mêmes, comme nous le verrons par la suite. Le fonds de roulement dont ne disposaient pas ces sociétés devenait de plus en plus grand : d'un côté à cause de la hausse générale des prix, et d'un autre côté par les grands investissements qui entraînaient une plus grande capacité de production.

(1) Voir annexes, bilans, tableau XVIII et autres.

Ces capitaux ainsi placés se transformaient en grande partie en placements immobilisés. Les sociétés débitrices ne se contentaient pas de les employer seulement pour leurs fonds d'exploitation mais souvent faisaient même des dépenses pour l'augmentation de leur outillage, des constructions, etc. Vers 1923, le besoin se fit sentir de remédier à cette situation fâcheuse.

En dehors de cet inconvénient qui attente à la liquidité, les banques risquaient de voir diminuer sensiblement, sinon devenir inexistantes, les bénéfices qu'elles retiraient de leurs participations. Les conditions de production n'étaient pas favorables à cause du taux de l'intérêt. Les crédits provenaient des capitaux obtenus sur le marché roumain pour lesquels les banques payaient de très forts intérêts. Ces capitaux ne pouvaient, à leur tour, être distribués à bon compte. On en arriva donc à chercher une solution pour réduire l'intérêt, payé par l'industrie, à un taux qui permit une production plus rémunératrice et pour décongestionner les banques de toutes leurs immobilisations. Pour répondre à ces besoins, les banques avec le concours de l'Etat et de l'institution d'émission, fondirent en 1923 la Société Nationale de Crédit Industriel.

En 1924 et 1925 le Crédit Industriel prit une grande part des placements des grandes banques. Mais les besoins devenant toujours croissants, et n'étant pas satisfaits par le Crédit Industriel qui manque de capitaux suffisants, l'industrie eut de nouveau recours à ses anciens créditeurs. Cette fois-

ci par des crédits obtenus à l'étranger, à la suite de la stabilisation de fait, les industries trouveront aux banques une partie des capitaux nécessaires.

Considérés ensemble, les avances sur garanties et les comptes courants débiteurs représentant les capitaux de financement des différentes entreprises commerciales et industrielles, par lesquelles la banque contribue à la marche normale de la vie économique du pays, sans compter le portefeuille d'effets. Au point de vue de la liquidité, les deux premiers placements doivent être groupés ensemble et passent après le placement d'escompte.

§ 5. Le portefeuille-titres.

Le portefeuille-titres contient des fonds d'Etat et des actions. La proportion entre ces deux espèces de valeurs ne ressort pas des bilans de la plupart des banques. Nous nous contenterons donc de considérer le total du portefeuille-titres. Les banques qui donnent des détails sur ce portefeuille (1) montrent une certaine prédilection pour l'un ou pour l'autre de ces titres de sorte que le total des fonds d'Etat et le total des actions est sensiblement le même, tout en accusant plutôt un léger surplus de ces dernières.

Les fonds d'Etat, bons du Trésor, etc. sont alimentés par les capitaux qui manquent d'emploi immédiat, surtout pendant ces dernières années, quand

(1) Banque de Crédit Roumain et Banque Marmorocsh, Blank, tableau XIII et XVII.

les cours étaient assez bas pour pouvoir espérer une hausse. Figurent dans ce poste les avances faites au compte de l'Etat pour ses fournisseurs non-payés, qui se trouvaient être des sociétés dans lesquelles la banque avait des intérêts. Les avantages que la banque retire de ces placements sont constitués par la possibilité qu'elle a d'obtenir des crédits à la Banque Nationale en les déposant en gage, ainsi que par les bénéfices qu'elle peut retirer du dépôt, en garantie de ces titres, pour les contrats passés entre leurs clients et l'Etat, le département ou les communes (1).

Les actions peuvent être ou des placements provisoires, pour réaliser des bénéfices en cas de hausse, ou des placements à plus longue durée, qui alors sont de véritables participations. Les banques réalisèrent probablement d'importants bénéfices pendant la grande hausse d'après guerre. Quant aux actions-participations, nous préférons en parler aux participations mêmes.

C'est ce portefeuille qui est la source principale des réserves occultes. Il n'y a pas lieu de s'inquiéter de voir les grandes banques distribuer des bénéfices fictifs, attendu qu'elles se tiennent pour l'enregistrement de ces valeurs, au-dessous du cours coté en Bourse.

§ 6. Les participations.

Sous cette forme, nous trouvons principalement

(1) V. Slavescu. La haute finance en Roumanie, 1914-1919. Bucarest, 1920, p. 106.

dans les bilans, les capitaux placés dans différentes entreprises. Quelques banques n'ont pas un poste spécial pour ce genre de placements, mais ce n'est pas une raison pour croire qu'elles ne participent pas au mouvement économique de la même manière que les autres.

Les chiffres que nous pourrions donner pour les participations et leur comparaison avec le total de l'actif nous conduiraient souvent à des conclusions fort erronées, car ces participations figurent réparties parfois dans d'autres comptes (comptes courants débiteurs, avances sur garanties et immeubles). Pour cette raison il n'y a pas de distinction à faire entre les différentes banques. L'importance de ces placements justifie le nom de banques d'affaires que nous attribuons à l'ensemble des 12 banques ici étudiées.

Nous empruntons du reste la définition que nous donnons des banques d'affaires, à l'étude de M. Baldy sur les banques d'affaires françaises : « Elles
« créent des entreprises nouvelles et fournissent aux
« sociétés en voie de développement ou momentanément en butte à des difficultés les capitaux qui
« leur sont nécessaires pour grandir ou se fortifier.
« Elles s'intéressent à des entreprises, les soutiennent de leur crédit à toutes les étapes de leur expansion et assurent leurs émissions. De plus, elles
« soumissionnent et émettent les emprunts publics,
« participent aux conversions et consentent des
« avances aux Etats ». (1)

(1) E. Baldy. Les banques d'affaires en France depuis 1900. Thèse, Paris, 1922, p. 24.

Cette définition correspond en tous points aux opérations de financement et de participations habituellement effectuées par les banques roumaines. Quant aux méthodes employées, elles entraînèrent par l'abus qui en fut fait des résultats parfois en désaccord avec certains principes fondamentaux des banques.

Méthodes de participations et financement. — En répondant à des situations différentes pour chaque cas particulier, ces méthodes de participations étaient les suivantes :

1° *Relations d'affaires.* La banque accorde des crédits aux entreprises qui l'intéressent particulièrement par la possibilité d'extension de ses affaires, et par le profit qu'elle peut en tirer. La société ou entreprise qu'elle aide de cette manière, représente souvent un moyen de lutte dirigée contre une autre entreprise similaire ou contre une banque concurrente. Ce moyen souvent employé en Roumanie s'applique surtout aux relations avec les banques provinciales. Le contrôle est réalisé quand il est nécessaire, vu l'importance des capitaux prêtés, par un représentant dans le conseil d'administration.

En temps de crise la mobilisation de ces capitaux est plus facile que pour les autres formes de participations. L'établissement de pareilles relations d'affaires précède quelquefois une participation plus directe, désirée soit par la banque, soit par l'entreprise financée.

2° *Participation au capital d'une société existante.* Cette forme de participation est plus importante que

la première. Elle est faite soit par l'achat en Bourse des actions d'une société, soit par l'acquisition d'un paquet important d'actions; on achète ou souscrit à une nouvelle émission. Le premier moyen, celui d'achat en Bourse par le nombre restreint d'actions que l'on peut ainsi acquérir, n'assure aucune influence sur la direction de l'entreprise. Seul le dividende représente l'avantage que la banque peut en tirer. Le deuxième procédé de participation au capital, résultant de l'acquisition d'un nombre important d'actions (1) peut se présenter sous deux aspects différents : a) l'achat d'un paquet important d'actions auprès d'un particulier ou d'une autre entreprise. La banque acquiert ainsi un rôle prédominant dans l'administration de la société. Le cours d'achat de ces actions est nettement supérieur à celui des transactions en Bourse.

En Roumanie, les banques ont essayé d'acquérir de cette manière des participations dans les grandes sociétés industrielles, sans toujours y parvenir. Le cas le plus typique est celui de la Société Pétrolière « Steaua Romana ». Pour les sociétés de moindre importance les résultats désirés se réalisaient le plus souvent.

b) Les banques participent à l'augmentation du capital en souscrivant un nombre suffisant d'actions pour avoir la prédominance dans la direction de la société. Ce qu'elles ne pouvaient réaliser par l'achat d'un paquet d'actions, elles l'effectuaient par ce deuxième procédé. En vérité les sociétés qui les inté-

(1)V. Baldy, op. cit., p. 40.

ressaient, appartenaient pour la plupart aux étrangers. Ceux-ci vendaient leur part d'actions en monnaie non dépréciée, ce qui entraîna pour les acquéreurs roumains, par la baisse du leu, un prix d'achat beaucoup trop élevé. A l'occasion des nouvelles émissions des sociétés convoitées, les banques trouvaient leur compte à souscrire le nombre d'actions qui leur était nécessaire pour atteindre le but poursuivi. Les augmentations de capital de certaines banques rendaient aussi possibles ces participations.

La période la plus propice pour ce genre d'opérations a été celle qui suivit de près la fin de la guerre. Cette période est remarquable par les nombreuses augmentations de capitaux.

3° Dans la *constitution d'une nouvelle société*, la banque peut s'attribuer une situation prédominante ou se limiter à un rôle secondaire de simple actionnaire.

Généralement ces entreprises nouvelles se créent par l'initiative d'une seule banque. Après l'étude détaillée des possibilités de création d'une société, la banque initiatrice demande le concours d'autres banques en conservant pour elle une participation assez grande pour diriger la nouvelle société. Le plus souvent, après la constitution de celle-ci les banques collaboratrices vendent leur part d'actions, réalisant ainsi des bénéfices appréciables.

L'origine de ces nouvelles sociétés n'est souvent qu'une entreprise individuelle, qui par l'extension de ses affaires trouve intérêt à se transformer en société par actions. De même deux ou plusieurs so-

ciétés de moindre importance forment, en fusionnant, sous l'influence d'une grande banque, une société nouvelle. En plus de ces deux systèmes qui se bornent à transformer des entreprises existantes, la création d'emblée de nouvelles entreprises a souvent été réalisée. La réussite fut presque toujours complète et les risques n'étaient pas plus grands que pour la participation à une ancienne société. La préférence pour les participations aux sociétés existantes, basée sur l'idée d'un risque moins grand (1) ne peut être constatée en Roumanie, contrairement à ce qu'on a pu remarquer dans d'autres pays. Evidemment, les risques n'existaient pour ainsi dire pas, comme en temps normal, car l'augmentation générale des prix assurait plus que d'autres placements des plus-values extraordinaires. En même temps les banques avaient la possibilité de faire souscrire le capital par le public, sans craindre l'insuccès du lancement.

La psychologie générale des Roumains possédant des capitaux révèle chez eux une tendance très forte à vouloir supporter des risques en vue de gains importants. Cette psychologie diffère de celle des pays à organisation économique ancienne, notamment la France. C'est en se basant sur cet état d'esprit des Roumains que beaucoup d'initiative, même hasardées purent facilement s'affirmer.

Les banques aidaient seulement à la création d'entreprises sérieuses mais s'entraînant dans cette espèce d'opération, elles n'eurent pas toujours la pos-

(1) V. Baldy, *op. cit.*, p. 40.

sibilité de les soutenir suffisamment. Les participations réalisées par des relations d'affaires, des prises d'intérêt ou par la création d'une nouvelle société, se combinaient parfois, et nous croyons inutile d'ajouter qu'elles prenaient aussi d'autres formes secondaires. Nous mentionnerons « l'influence qu'acquiert la banque par le droit de disposer des titres (actions et obligations) déposés par la clientèle (1).

Pour rendre plus claire l'exposition des participations bancaires nous grouperons celles-ci en trois catégories : financières, commerciales et industrielles.

a) *Les participations financières.* — Nous excluons de ce chapitre les participations entre les grandes banques que nous avons déjà mentionnées à l'occasion de l'augmentation des capitaux sociaux. Donc, outre ces participations, les banques s'intéressent par les méthodes indiquées ci-dessus, d'une part aux banques qui font toute espèce d'opérations, et d'autre part aux banques de crédit spécialisé. Les premières sont surtout les banques provinciales qui sont en relation d'affaires avec les grandes et exécutent pour ces dernières les opérations qui ont trait surtout au commerce. Elles obtiennent des crédits importants de Bucarest et de cette manière, on établit un ensemble de relations heureuses pour la bonne marche de la vie économique. L'accord plus large de crédits ou leur restriction permet de ralentir ou d'accélérer le développement des affaires dans tout le pays.

(1) Dr. E. Kaufmann. *La Banque en France*, p. 302. Giard. Paris, 1914.

Le contrôle des grandes banques est assuré le plus souvent par un ou plusieurs membres dans le conseil d'administration, ou même un directeur qui suit les indications du centre.

Quelques-unes de ces banques provinciales ont leur origine dans la transformation des succursales, en banques indépendantes (1). Ce système entraîne l'affirmation de l'initiative provinciale. Il crée des relations personnelles entre la banque et de nombreux particuliers habitant la région et qui présentent un intérêt au point de vue économique. Cependant les mobiles politiques rentrent souvent dans l'adoption de ce moyen d'expansion.

D'autre part on observe un mouvement contraire qui consiste dans la transformation en succursales des petites banques provinciales. C'est une forme de concentration bancaire qui eut lieu surtout ces dernières années.

Les banques à crédit spécialisé dépendent dans la plupart des cas plus fortement encore des grandes que les banques commerciales. Elles sont les créations des grandes. Dans le chapitre sur les participations industrielles nous donnerons des détails sur la Société Nationale de Crédit Industriel, qui se place à part, vu ses méthodes spéciales de financement et d'engagement. Quant aux autres, comme la Banque Industrielle, le Crédit Technique, le Crédit Technique Transylvain, la Banque Viticole etc., elles possèdent un capital qui ne dépasse pas 50 millions.

(1) V. en annexes la liste des participations des Banques Roumaines et Blank, tableaux III et II.

Toutefois comme elles sont créées par une ou plusieurs banques, leur capital action est conservé en totalité ou en partie dans le portefeuille des banques qui les ont fondées; de larges crédits en comptes courants leur sont accordés.

Ces participations financières ne sont pas autre chose que des participations industrielles. La Banque Blank conserve dans son portefeuille la totalité des actions de la Banque Industrielle et par l'intermédiaire de celle-ci, augmente son placement industriel (1). Cette participation financière équivaut à un département industriel de la banque, mais avec l'avantage de pouvoir faire des immobilisations, qui ne puissent être relevées dans les bilans.

Toutes ces banques à crédit spécialisé présentaient des possibilités accrues d'attraction des capitaux disponibles sur le marché. Le public avait l'impression d'un placement nouveau.

b) *Les participations commerciales* furent pratiquées surtout après la guerre. Quelques banques ne voulant pas faire d'opérations commerciales sur compte propre, participaient aux sociétés commerciales par la détention d'une partie du capital, sinon de la totalité et par l'accord de crédits. Ce procédé est évidemment préférable à celui des banques qui faisaient elles-mêmes des opérations commerciales. Nous en avons parlé longuement au chapitre des avances sur marchandises.

Les grands bénéfices réalisés par les sociétés com-

(1) Voir annexe : la liste des participations de la Banque Blank, tableau II.

merciales passaient directement aux grandes banques.

Le commerce d'importation et d'exportation trouvait un grand appui auprès des banques. Après la constitution du monopole d'Etat pour l'exportation du blé en août 1921, se forma la société commerciale « Syndex ». L'Etat prit l'initiative de la constitution de cette société pour l'exploitation de son monopole. Les banques y participèrent, mais pas toutes de bon gré. Voici l'avis, à cet égard, d'une des participantes. « A la suite des insistentes du gouvernement, nous avons pris part en septembre 1921 à la constitution de la société « Syndex », pour l'exportation des céréales. Nous avons déclaré alors et depuis aux gouvernements qui se sont succédés que nous considérons que la liquidation de cette société s'impose, à l'avantage de l'Etat autant qu'au nôtre » (1). Le changement du gouvernement entraîna la dissolution de cette société qui reste néanmoins la plus importante de ce genre qui ait été créée en Roumanie (Capital 500 millions).

En dehors de cette participation éphémère, les banques s'intéressaient aux sociétés commerciales de moindre importance, mais basées sur des nécessités économiques stables. Dernièrement ces sociétés furent un peu négligées à cause des trop grands risques liés au commerce. En 1925 le capital de toutes les sociétés commerciales (352) était de 1.862 millions lei et de 1.490 millions lei (pour 368 sociétés) en 1926. Les trente sociétés commerciales liquidées cette dernière année représentent un capital social

(1) V. Compte rendu. Blank, 1921.

de 613 millions lei, donc de 30 % du total des capitaux commerciaux de 1926.

Cette situation précaire était loin de déterminer les banques à s'engager dans des affaires si instables.

c) *Les participations industrielles* répondent à la nécessité dans laquelle étaient les banques de trouver de nouveaux placements. La réforme agraire avait en effet bouleversé la vie économique du pays; les placements d'avant guerre ne pouvaient plus avoir lieu faute de clientèle.

En même temps, deux facteurs d'une importance capitale amenaient un mouvement fébrile d'adaptation à la nouvelle situation. C'étaient : a) le désir de nationalisation de l'industrie, et b) celui de l'unification économique de la nouvelle Roumanie. Les industries des nouvelles provinces ainsi que celles de l'ancien royaume qui appartenaient aux étrangers, devaient être rachetées par des Roumains. L'unification économique avait pour but de remplacer par la finance roumaine les anciens centres financiers tels que Kiew, Budapest, Vienne et Berlin. Des banques ayant leur siège social dans ces villes, étaient, avant-guerre, les bailleurs de fonds des nouvelles provinces.

En vue de la réalisation pratique de ce plan, on alla même jusqu'à fixer certaines conditions obligatoires pour procéder à toute participation. A la suite des suggestions du Ministre de l'Industrie et du Commerce, l'accord suivant fut signé le 22 Janvier 1920, par un grand nombre de banques bucarestoises et régionales.

« En vue de la participation du capital roumain
« aux entreprises industrielles des nouvelles pro-
« vines et sur les bases décidées par le Ministre de
« l'Industrie et du Commerce, les institutions finan-
« cières soussignées s'obligent à ne pas acheter les
« actions des entreprises industrielles susnommées;
« de participer à la transformation de ces entre-
« prises en sociétés nouvelles, seulement à condition
« qu'au moins 50 % du capital soit roumain. Que
« le conseil d'administration soit formé à moitié par
« des Roumains; que le Président du conseil d'ad-
« ministration soit roumain, et qu'ils seront désignés
« par l'institution roumaine qui participe à l'entre-
« prise.

« Dans les entreprises de transports, les industries
« fournissant une source d'énergie et dans l'indus-
« trie du fer il faudra, à part les conditions établies
« plus haut, réserver à l'Etat la faculté de partici-
« per jusqu'à 25 % du capital. Dans ce cas, le capi-
« tal roumain ainsi que celui étranger cèderont à
« l'Etat une partie proportionnelle à leur participa-
« tion ».

Cette convention indique nettement ce que l'on entendait par la nationalisation de l'industrie. Avant de passer à l'analyse des réalités économiques qui empêchèrent l'accomplissement de cette opération de grande envergure, nous citerons les participations essentielles en relevant les méthodes adoptées.

Les industries qui intéressèrent les grandes banques dans les débuts de la période de dix ans que nous étudions, furent surtout les industries pétro-

lières, métallurgiques et minières. Le procédé employé consistait en l'acquisition d'un paquet important d'actions qui était souvent payable en monnaie étrangère : par exemple la société minière « Petro-sani » et la société pétrolière « Steaua Romana ». Pour les actions qui devenaient ainsi la propriété des banques roumaines, ces banques restaient devoir des sommes importantes au groupe financier dont elles les tenaient. Par la suite la grande baisse du leu entraîne l'accroissement formidable de ces dettes contractées en monnaie étrangère et évaluées en lei. Seulement pour posséder environ 20 % des actions de la « Steaua Romana » les banques contractèrent des emprunts en valeur totale de 38 millions frs suisses (1). Cette somme représentait 1.500 millions lei pour les années qui vont de 1923 à 1926; au cours d'aujourd'hui du franc suisse, cette somme est de 1.150 millions lei. Les actions ainsi achetées ne valent plus (déc. 1928) qu'environ 100 millions. Cet exemple édifiant montre la perte immense subie par les banques roumaines. Pour les autres opérations effectuées dans les mêmes conditions de paiement en monnaie étrangère, la différence entre le cours d'achat et celui atteint plus tard en Bourse était cependant moins grande. De ce train les banques n'auraient pu avoir beaucoup de participations.

Elles procédèrent donc, en vue d'augmenter leurs participations à des souscriptions en lei aux nouvelles émissions ou à des créations d'entreprises importantes. C'est ainsi qu'avec l'aide des grandes ins-

(1) V. Forces Economiques de la Roumanie. Blank, 1920.

titutions bucarestoises, les émissions patronnées par les banques se chiffraient certainement à plusieurs milliards par an; les bénéfices que les banques en tiraient étaient considérables.

Le total des actions détenues par nos banques ne doit pas être très important pour les industries comme celles pétrolière et métallurgique où de nombreuses sociétés possèdent un capital versé de plus de 500 millions. Néanmoins, vu les intérêts qui lient ces exploitations aux hautes personnalités financières appartenant aux banques, celles-ci prennent une part très active dans la conduite de ces industries.

Les autres industries qui prirent un grand développement après guerre et qui sont sous l'influence des banques furent surtout les industries mécanique, forestière, alimentation (sucre), textile et électrique. A part celles-ci, toutes les autres branches industrielles ont trouvé un très fort appui auprès des banques pour l'augmentation de leurs capitaux propres.

Après avoir constitué ou aidé à la constitution et au développement de nombreuses industries, un nouveau problème surgissait : celui du financement de ces entreprises pour permettre leur exploitation jusqu'à la capacité totale de production.

Par ce financement on aboutit en grande partie à l'unification économique du pays.

Deux sortes de crédits étaient demandés : le crédit à court terme et le crédit à long terme. Le premier doit normalement constituer les capitaux de campa-

gne nécessaires aux dépenses d'exploitation comme l'achat du combustible employé à la production, l'achat de matières premières, le paiement des salaires etc. Le crédit à long terme est utilisé pour des immobilisations qui n'ont pu être réalisées avec les capitaux propres, savoir : le complètement de l'outillage, l'agrandissement d'une fabrique et d'autres dépenses du même genre. Ces crédits sont ou hypothécaires, ou obtenus par l'émission d'obligations. Ce dernier procédé ne fut presque pas usité en Roumanie.

Jusqu'à la création du Crédit Industriel, les capitaux que l'industrie obtenait étaient fournis en grande partie par les banques, en comptes courants ou avances sur garanties. Mais vu l'impossibilité de trouver ailleurs le surplus de capitaux qui étaient nécessaires aux industries, les crédits à court terme remplirent aussi la fonction des autres crédits. Ce procédé entraîna pour les banques une situation à laquelle on devait remédier, car l'immobilisation des crédits accordés à court terme était dangereuse vu **leur importance.**

Le remède a été trouvé dans la constitution d'une banque spécialisée dans le placement de crédits à long terme. En effet, en 1923 fut créée la « *Société Nationale de Crédit Industriel* ». Le capital social de 500 millions se répartissait ainsi : 20 % souscrit par l'Etat; 30 % par la Banque Nationale et 50 % principalement par les douze grandes banques.

Les opérations que devait effectuer le Crédit étaient : a) l'accord aux industries de prêts sur hypothèques, gages ou garanties, b) de participer à la

création d'industries présentant un caractère d'intérêt général. En dehors de son capital propre, il se procurait des fonds : a) par le réescompte de son portefeuille à la Banque Nationale, b) par l'acceptation de dépôts à termes, et c) par l'émission de bons de caisse, d'obligations et de titres de crédit industriel. Cette institution fut créée d'après l'institution similaire belge. La Banque Nationale qui lui accordait des capitaux dépassait, dans le but ainsi visé, le cercle d'opérations normales d'une institution de crédit.

Le résultat le plus heureux qu'amènèrent les placements du Crédit Industriel fut l'obtention pour l'industrie des crédits à meilleur prix : le taux variait de 10 à 12 %. Par contre les capitaux ainsi distribués, — quoique très importants, — restaient insuffisants. Jusqu'au 31 décembre 1927, sur la demande de crédit de la grande industrie en valeur totale de 9 milliards, le Crédit Industriel n'accorda, faute de capitaux, qu'environ 2,5 milliards.

Les grandes institutions de crédit, après avoir retiré, grâce au Crédit Industriel, leurs capitaux immobilisés, continuèrent à fournir dans la limite de leurs possibilités, des capitaux d'exploitation industrielle. Ceux-ci devenaient de plus en plus importants. Les banques ne purent conserver la même part proportionnelle du total des capitaux d'exploitation industrielle, qui était en 1924 de 26 milliards et en 1925 de 32 milliards. Même dans cette année les industries étaient loin d'atteindre, par manque de capitaux, leur capacité totale de production.

En résumé, le financement bancaire de l'industrie a été accordé même au-dessus des limites raisonnables. L'effort apporté dans l'aide à l'industrie est digne de toute admiration et sans conteste les immenses progrès réalisés en Roumanie depuis la guerre dans le développement industriel, sont dûs principalement à cet effort.

Considérés à part, les banques donnent plutôt l'impression de diversité dans leurs participations, que d'une préférence pour une seule catégorie d'industrie, probablement pour diviser le risque inhérent à chaque sorte d'industrie.

Une dernière question se pose à l'égard des capitaux dont disposent les banques. Sont-ils suffisants pour répondre en tous points au rôle économique que les banques leur destinent ? Nous estimons qu'ils sont loin de l'être, comme nous le verrons par la suite.

CHAPITRE VII

LE CAPITAL ETRANGER ET LA NATIONALISATION DES INDUSTRIES

Quand après guerre, on faisait un calcul sommaire des capitaux susceptibles d'aider à la nationalisation des industries, on comptait beaucoup sur les capitaux réalisés par la mobilisation de la richesse foncière à la suite de l'expropriation.

Une double erreur était à la base de ce calcul. D'abord en ce qui concerne le montant des capitaux ainsi réalisés : Ils auraient pu se chiffrer à environ 250-300 millions lei or, ce qui ne constituait pas un apport suffisant. Les 300 millions que nous mentionnons représentent 15 milliards en lei papier de rentes d'expropriation, au cours de 50 à 60 lei par 100 lei de valeur nominale, qui est l'équivalent le 2 lei or. Mais pour disposer réellement de ces capitaux, les rentes devaient être placées chez des épargnants Roumains ou à l'étranger. Ceci signifie donc au point de vue de la nationalisation des industries, que l'on comptait sur la force de production et l'épargne du peuple Roumain. La surévaluation de la force d'épargne était la seconde erreur grave. Même la collaboration de l'Etat se réduisait toujours à une participation au mouvement industriel de l'épargne qui s'écoulait sous forme d'impôts. Les capitaux

bancaires ou d'épargne placés directement dans les industries étaient insuffisants. La lutte menée contre la participation étrangère ne tenait donc pas compte des réalités économiques telles que la force d'épargne réduite du peuple roumain et la balance des comptes fortement déficitaires.

Le capital étranger investi en Roumanie *avant la guerre* représentait les créances nettes sur notre pays accumulées pendant plusieurs années. Sans plus parler des placements dans les banques roumaines sous forme de capital ou de comptes courants, voici quelle a été la participation étrangère dans l'industrie roumaine. Le total du capital placé dans l'industrie roumaine de l'ancien royaume y compris celle appartenant à l'Etat était d'environ 1.046 millions lei or en 1913 (1). Si nous considérons seulement les Sociétés anonymes sur le total de 636 millions lei qui leur appartient, plus de 511 millions reviennent aux capitaux étrangers, soit 80 %. Le rapport est plus grand pour certaines industries comme : Gaz et Electricité 95,5 %, du sucre 94 %, pétrolière 91,9 % et très réduite pour d'autres, transports 27 %, ciment 27 %, textile 22,6 %.

Le capital étranger investi dans notre industrie se répartissait par nationalité comme suit :

(en millions de lei)			
Allemand	120	28,7 %	majorité en pétrole.
Hollandais	97	19,5 %	seulement en pétrole.
Anglais	96	18,8 %	majorité en pétrole.
Autro-Hongrois	65	12,9 %	— expl. forestière.

(1) Forces Economiques. Blank, 1920, p. 79 et suiv. d'après l'étude de l'Ing. D. St-Emilian. L'Industrie en Roumanie.

Belge	57	11,3 %	— en sucre.
Français	37	7,3 %	— en pétrole.
Américain	25	4,6 %	seulement en pétrole.
Italien	7	1,4 %	majorité en pétrole.
Bulgare	1	0,4 %.	

Total 511 100 %.

L'importance du capital allemand et autrichien s'explique par la situation débitrice que nous avons avant guerre envers ces deux pays. Cette situation est la conséquence d'une balance des comptes déficitaires. D'une part, nos importations dépassent nos exportations, d'autre part, les annuités de la dette publique s'ajoutaient à la balance commerciale déficitaire. Les Allemands et les Autrichiens détenant en effet, une très forte part des fonds d'Etat Roumains. Les marchandises importées d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie représentaient 63,7 % du total de l'importation de la Roumanie en 1913, les exportations n'étant, dans ces deux pays que de 22,1 % du total (1), ce qui, pour l'année considérée, nous rendait débiteurs de 228 millions lei or.

La pénétration économique allemande en Roumanie qui augmenta rapidement les années d'avant-guerre, n'était qu'une forme du « Drang nach Osten ».

Voici, enfin la liste des banques qui aidèrent fortement à l'introduction du capital étranger en Roumanie (2) :

(1) Annuaire statistique de la Roumanie, 1927.

(2) D'après le Prof. I. Răducanu. Les moyens de financement de l'Industrie en Roumanie. Art. « Argus », (3 janvier 1928).

1° *Banques Allemandes.*

Deutsche Bank (Steaua Romana), Berliner Handels Gesellschaft et Darmsstadter Bank par leur commandite : la Banque Marmorosch Blank et Cie; la Diskonto Gesellschaft et Bleichröder, par la Banque Générale Roumaine.

2° *Banques Autrichiennes.*

Nieder Oesterreiche Escompte Gesellschaft; Mercur; Oesterreiche Kredit Anstalt; Länder Bank, aujourd'hui la Banque des Pays de l'Europe Centrale et la Wiener Bankverein.

3° *Banques Hongroises.* Pester-Ungarische Commercialbank.

Le capital français montra un intérêt moins grand pour la vie économique de notre pays que le capital belge, anglais et hollandais. La Banque de Paris et des Pays-Bas et la Banque de l'Union parisienne sont les deux banques françaises qui s'intéressaient à la Roumanie.

Après la guerre mondiale, les capitaux étrangers qui furent investis en Roumanie étaient ceux des pays qui avaient formé l'alliance. Après une courte absence, le capital allemand réapparaît sur le marché roumain. Le commerce d'importation et d'exportation avec les puissances centrales s'accroît d'ailleurs chaque année.

Les formes que prend le capital étranger en Roumanie sont toujours comme avant guerre. principalement industrielles et bancaires. Les premières émissions des banques furent faites avec l'aide du capital français et italien; les dernières avec le ca-

pital allemand et autrichien. On exagère souvent l'importance des apports étrangers dans les banques roumaines, par exemple pour la Banque Blank qui est classée par beaucoup d'économistes Roumains dans le groupe de banques nommé « Finance internationale ». Cet apport n'est que de 21,4 % (16,6 % capital français) (1).

Après guerre, la méthode des succursales de banques étrangères prend une grande extension. A part l'ancienne succursale de « The Bank of Roumania Ltd », nous citons la « Dresdener Bank » et la « Banque Belge pour l'Etranger ». D'autres petites banques constituées sous forme de sociétés anonymes roumaines, ne diffèrent pas en fait des simples succursales.

Ayant parlé déjà longuement des crédits étrangers accordés en comptes courants aux grandes banques, nous nous bornons à mentionner encore une seule opération importante : La Banca Commerciale de Milan a avancé en 1928, 2 milliards lei à court terme, au Crédit Industriel, ceci pour lui permettre de s'acquitter de toute obligation envers la Banque Nationale.

La collaboration du capital étranger dans le financement des industries prend toujours deux formes : a) Celle du capital social de l'entreprise; par exemple : « Vickers et Cie » avec la « Boden Kreditanstalt de Vienne participent avec les banques roumaines au capital de la grande société métallurgique « Resitza ».

(1) Compte rendu, 1926. Blank.

b) le financement par crédits accordés soit directement, soit avec la garantie des grandes banques. Avec ces garanties, les industries obtiennent des crédits à court et moyen terme appelés crédits « de saison ». Les crédits à long terme sont accordés directement aux industries importantes; par exemple, l'emprunt de 30 millions frs belges à 7 ½ % d'intérêt obtenu par la société sucrière « Danubiana ».

Quel était le total des capitaux étrangers importés après la guerre ? Faute de statistiques précises, nous pourrions indirectement établir quelques chiffres en analysant la balance des comptes pour 1925 et 1926 :

<i>Passif</i>	1925 (en millions de lei)	1926
Importations	30.097	37.156
Annuité de la dette extérieure (budget) ..	2.801	3.378
Dividendes payés au capital étranger ..	3.000	3.000
Intérêts payés — ..	280	300
Annuité des dettes particulières	538	540
Transports	180	180
Dépenses faites par des Roumains à l'étranger. Primes d'assurances	1.500	1.500
	38.397	46.054
<i>Actif.</i>		
Exportations	29.024	38.223
Economies des émigrés	300	300
Dépenses faites par les étrangers en Roumanie	700	700
Déficit (couverts par des crédits extérieurs et des placements nouveaux en Roumanie)	8.372	6.831
	38.397	46.054

Ce déficit est comblé par les crédits accordés directement à la finance, au commerce et à l'industrie, ainsi que par de nouveaux placements industriels et financiers dans le pays. Ces derniers ont une importance moindre.

L'avantage que les étrangers et les Roumains en retirent est considérable. Au point de vue roumain, nous ne pouvons que plaider pour l'introduction du capital étranger sous forme de crédits, mais en revanche nous sommes opposés à son introduction sous forme de placements, lesquels signifient l'aliénation de l'avoir national. Les crédits étrangers à bon marché remplacent de cette manière les crédits internes à taux élevé qui sont une grande charge pour la production en entraînant un arrêt de celle-ci ou tout au moins son ralentissement. Seules bénéficiaires dans ce cas, du rendement des facteurs de production, sont les détenteurs de capitaux.

Quant aux étrangers qui placeraient des capitaux en Roumanie, les avantages dus aux taux élevés qu'ils pourraient toucher, sont accompagnés d'une sécurité parfaite.

« Cette situation (débitrice de la Roumanie) durera jusqu'à ce que le concours des nouveaux capitaux mette notre pays en mesure d'atteindre à une production suffisante pour pouvoir rembourser les crédits accordés et couvrir les obligations contractées » (1).

(1) Blank. Les forces économiques, 1926, p. 97.

Après cet exposé sur la situation économique générale de la Roumanie, nécessaire pour marquer plus clairement le rôle des grandes banques, nous passons à l'analyse brève de la question de la liquidité et du rendement des banques.

CHAPITRE VIII

LA LIQUIDITÉ ET LE RENDEMENT

§ 1. La Liquidité des capitaux bancaires.

Nous croyons devoir signaler que, dans ce chapitre, nous donnerons les chiffres sur le total des différents placements que nous avons décrits jusqu'ici.

Il existe une corrélation entre les engagements d'une banque et ses placements. Ces derniers se dirigent vers des affaires différentes et la proportion entre les diverses catégories de placements est liée aux conditions dans lesquelles sont contractés les engagements.

Les banques ont toujours en vue, pour la répartition des capitaux dans les différents placements, leur liquidité. En général, « on conçoit d'une manière approximative, ce que ce mot (liquidité) semble vouloir dire et il est peu de personnes, au fond qui aient énoncé une définition bien nette de ce terme et soient tombées d'accord sur son contenu exact » (1).

Voici la définition que donne M. Caillet dans son étude intéressante sur « l'Aide à l'industrie et la liquidité des capitaux » et à laquelle nous souscrivons : « La liquidité, en matière de banque ou plus généralement en matière de bilan est la qualité

(1) Voir G. Caillet, op. cit., p. 5.

« que possèdent certains postes de ce bilan de pouvoir être très facilement « liquidables » et de pouvoir, dans un délai très bref, être convertis en espèces ou en quelque chose d'analogue » (1).

Quand au coefficient de la liquidité, il est « le rapport des disponibilités immédiates vis à vis des engagements à vue et à courte échéance » (1).

On distingue d'après la nature décroissante de la liquidité des différents postes du bilan, trois catégories :

1) Les éléments de première liquidité sont les postes à réalisation immédiate tel que l'avoir en caisse auquel s'ajoutent les disponibilités aux banques et les coupons à encaisser. La liquidité de ces postes est immédiate. Dans cette catégorie, il faut classer aussi le portefeuille d'effets réescomptables à la Banque Nationale. La liquidité de ce portefeuille étant quasi immédiate (2), elle doit être groupée avec les autres éléments mentionnés plus haut. S'ajoutent aussi les Bons du Trésor qui représentent une très petite part des placements bancaires et figurent seulement dans les bilans de quelques banques.

2) Les éléments de deuxième liquidité sont les postes dont la réalisation demande plusieurs semaines ou plusieurs mois. Rentrent dans cette catégorie les avances sur garantie et les comptes courants débiteurs.

3) Les éléments de troisième liquidité sont les

(1) Voir G. Caullet, op. cit., p. 6, d'après Nikolaus Hansen.

(2) Surtout jusqu'en 1924.

postes dont la réalisation n'est possible qu'avec des délais assez longs, comme : le portefeuille-titres, les participations et les immeubles.

Nous adoptons ici la classification de M. Caullet car elle nous semble être la plus juste. Celles faites en Roumanie ne tiennent pas compte exact des réalités. La répartition dans les éléments de deuxième liquidité du portefeuille d'effets, répartition adoptée dans les publications de la Banque Blank est en flagrante contradiction avec le procédé roumain de créer en fin d'année des disponibilités de caisse par le réescompte. Egalemeut fausse est la classification du Prof. Slavesco (1) qui repartit arbitrairement dans deux catégories, les placements du même compte : le portefeuille-effets, le portefeuille-titres et les comptes courants débiteurs.

Ceci dit, reste à savoir si l'on peut, d'après les bilans publiés en Roumanie, établir, pour l'ensemble des banques des chiffres correspondants à ces trois catégories. Il eut été intéressant de savoir, en pourcentage, le remploi des capitaux de troisième liquidité : portefeuille-titres, participations et immeubles. Mais, comme nous l'avons déjà mentionné, certaines banques et des plus importantes, n'ont pas un compte spécial pour leur participation qui ne figure même pas au portefeuille-titres. Dès lors, le calcul pour l'ensemble des banques serait tout à fait faux et mieux vaut choisir parmi les douze banques celles

(1) Voir V. Slavesco, p. 184. La Haute finance de Roumanie, 1914-1919. Bucarest, 1920.

qui permettent des investigations aboutissant à des résultats exacts.

C'est ainsi que les placements de troisième ordre de ces quelques banques étaient très importants. Cette situation correspond pour certaines d'entre elles (Chrissoveloni) à un pourcentage entre les moyens propres et les moyens étrangers, très favorables aux premiers. Calculé en pourcentage par rapport au total des placements le réemploi de capitaux de 3^e ordre était pour quelques banques le suivant :

	1920	1926
Banque Chrissoveloni	43,4 %	32,2 %
— du Commerce, Craïova	19,1 %	12,3 %
— du Crédit Roumain ..	8,8 %	22,1 %
— Marmorosch, Blank et C ^{ie}	8,9 %	24,8 %

Ces quelques chiffres sont édifiants pour montrer la grande différence qu'il y a à ce point de vue entre les grandes banques roumaines.

Quant au coefficient de liquidité, celui-ci peut être établi exactement pour l'ensemble des banques roumaines, sans risquer de commettre d'erreurs. Nous devons relever, pour pouvoir comparer notre coefficient à celui des banques étrangères établi par M. Caillet, une différence dans le calcul, d'une part, des disponibilités immédiates, et d'autre part, des engagements à vue ou à contre échéance. Sur ce point nous adoptons la méthode relevée dans les comptes rendus de la banque Blank. C'est-à-dire, à l'actif nous avons l'avoir en caisse, et le disponible, les bons du Trésor et le portefeuille d'effets, auquel

nous ajoutons le portefeuille d'effets en comptes courants, qui est en Roumanie réescomptable. Au passif nous considérons comme engagements à vue et à courte échéance, les dépôts et les comptes courants créditeurs. Ne peut figurer, parmi ces engagements, le réescompte, qui doit être déduit du portefeuille effets (commerciaux et comptes courants). Nous relevons ici l'erreur faite par M. Caullet, qui englobe le réescompte dans les engagements à vue où à courte échéance.

Voici pour la Roumanie l'importance des placements de 1^{er} ordre et de deuxième et troisième ordre que nous avons groupés ensemble :

	Placements de 1 ^{er} ordre	Placements de 2 ^e et 3 ^e ordre	Total de l'Actif
	(en millions de lei)		
1918	367	755	1.122
1919	1.206	2.055	3.261
1920	2.139	5.112	7.251
1921	4.363	7.569	11.932
1922	4.446	10.667	15.113
1923	5.057	10.725	15.782
1924	5.990	9.844	15.834
1925	7.218	10.636	17.854
1926	7.941	13.239	21.180
1927	7.836	14.822	22.657

Le coefficient de liquidité des banques roumaines, comparé à celui des banques étrangères, nous donne des indications précieuses.

	Banques Roumaines (12 banques)	Banques Françaises (3 banques)	Banques Anglaises (Big Five)	Banques Allemandes (6 banques)
	(en pourcentage)			
1918	52			
1919	61			

1920	43	67	58	—
1921	51	72	64	—
1922	38	72	63	—
1923	46	72	61	56
1924	65	65	57	45
1925	59	66	54	39
1926	52	64	53	34
1927	52	—	—	33

Nous remarquons la ressemblance à ce point de vue entre les banques roumaines et les banques anglaises. Elles ont une liquidité supérieure à celle des banques allemandes.

Une dernière question se pose, qui est celle du rendement des banques.

§ 2. Le rendement des banques.

Le rendement des banques ne doit pas être constaté d'après la proportion existant entre le dividende et le capital versé (1), mais par le rapport entre les bénéfices nets et les ressources propres.

		Bénéfices nets		Bénéfices nets
		Capitaux propres		Capitaux propres
1918 ...	223 millions	38,8 millions	17,3	%
1919 ...	498 —	47,9 —	9,5	%
1920 ...	1.233 —	160,2 —	12,9	%
1921 ...	1.519 —	197,6 —	13	%
1922 ...	1.639 —	250,1 —	15,2	%
1923 ...	1.825 —	316 —	17,3	%
1924 ...	2.039 —	347,2 —	17	%
1925 ...	2.167 —	357,3 —	16,4	%
1926 ...	2.479 —	403,3 —	16,2	%
1927 ...	2.638 —	416,1 —	15,7	%

(1) E. Kaufmann, op. cit., p. 407.

Ces bénéfices résultent des bénéfices bruts après avoir déduit les frais généraux, ainsi que les amortissements. Nous donnons en annexe un tableau (N° VI) qui montre le rapport entre les amortissements et frais généraux d'un côté, et de l'autre les bénéfices nets. Les amortissements ont été très importants et souvent ont constitué une forme d'augmentation de réserves. Les bénéfices nets montrent le rendement extraordinaire des banques roumaines, qui est dû aux circonstances exceptionnelles d'après-guerre. En tout cas, vu les grands besoins de capitaux de la Roumanie, le rendement restera encore très longtemps nettement supérieur à celui des banques étrangères.

Les bénéfices nets sont répartis, d'abord dans les proportions fixées statutairement, répartitions qui présentent de très grandes diversités. Sur ces bénéfices nets on préleva de très fortes sommes qui augmentèrent les réserves dans les proportions déjà mentionnées.

On poursuivait aussi par ces moyens une politique de dividende très énergique en vue du maintien au même taux du dividende. Voici quel fut le dividende payé entre 1918 et 1927 :

		1913	1918	1919	1920	1921	1922
		%	%	%	%	%	%
Banque Agricole		9	15	10	15,4	15,4	15,4
— Berkowitz		—	—	—	—	—	—
— Chrissoveloni		—	—	—	12	10	12
— Commerciale Italie et Roumanie ..		—	—	—	—	—	—
— Commer.-Roumaine		8	5	6	10	10	10
— du Commerce, Craiova ...		10	9	10	14	16	20
— du Crédit Roumain		12	—	8	12	12	15
— d'Escompte de Roumanie ..		8	—	10	15	15	15

—	Franco-Roumaine	—	6	8	10	12	9
—	Générale de Roumanie	7	—	12	16	12	13
—	Marmorosch, Blank et C ^o .	11	11	14	20	20	23
—	Roumaine	7	8	12	14	15	20
			1923	1924	1925	1926	1927
			%	%	%	%	%
Banque Agricole	15,4	15,4	15,4	10,	10		
— Berkowitz	—	—	—	6	6		
— Chrissoveloni	12	12	12	12	12		
— Commerciale Italie et Roumanie	—	—	—	—	—		
— Commerc. Roumaine	10	10	10	10	12,5		
— du Commerce, Craïova	21	21	21	21	21		
— du Crédit Roumain	15	15	15	18	18		
— d'Escompte de Roumanie	15	16	16	12	12		
— Franco-Roumaine	9	10	10	11	11		
— Générale de Roumanie	14	14	14	14	14		
— Marmorosch, Blank et C ^o	23	24	24,5	24,5	24,5		
— Roumaine	21	21	21	21	21		

Il n'y a rien d'extraordinaire dans ce dividende élevé qui est encore inférieur à celui accordé par des sociétés industrielles.

Avec ces quelques observations sur le rendement, nous croyons avoir analysé les questions bancaires essentielles, tout en étant très loin de les avoir épuisées.

D'autres questions, comme l'organisation interne des banques, la réforme législative bancaire, que l'on désire réaliser en Roumanie pour ne citer que les deux questions principales, seraient intéressantes, mais elles dépasseraient le cadre de notre étude, qui est le mouvement bancaire en Roumanie depuis 1918, considéré principalement au point de vue des grandes banques.

CONCLUSION

Nous nous sommes efforcés au cours de cette étude à préciser le chemin parcouru par les grandes banques roumaines de 1918 jusqu'en 1928. Par souci d'exactitude nos conclusions ont été établies principalement sur les données statistiques; souvent nous n'avons laissé parler que les chiffres, qui rendirent peut-être nos explications un peu arides.

La période de dix ans étudiée par nous est caractérisée par les efforts incessants de toutes les branches d'activité économique pour s'adapter aux circonstances nouvelles.

Nous avons vu comment les banques, par une politique énergique d'augmentation des capitaux sociaux, parvinrent le plus souvent à rétablir l'équilibre nécessaire entre les moyens propres et les moyens étrangers. Grâce aux augmentations plus grandes encore de leurs réserves, elles récupérèrent partiellement la perte subie en capital par la baisse de la valeur monétaire. En même temps un mouvement puissant, pour attirer les capitaux disponibles sur le marché, se dessina. Quoique les résultats fussent des plus satisfaisants les moyens d'exploitation ainsi obtenus par les banques n'atteignirent même pas leur valeur d'avant guerre. Ces capitaux sont par conséquent loin de répondre aux besoins grandissants de crédit des différentes branches de production de notre pays.

La Roumanie restera encore longtemps un pays sans capitaux propres pour l'exploitation de ses immenses richesses naturelles. La seule solution souhaitable pour remédier à cette situation fâcheuse qui retarde le développement économique du pays, serait l'importation de capitaux étrangers. Les grandes banques par la connaissance approfondies du marché roumain peuvent seules répartir rationnellement les capitaux étrangers qui viendraient se placer en Roumanie sous forme de crédits. De cette centralisation des capitaux roumains et étrangers et de cette répartition des crédits conformément aux besoins réels du marché, résulterait un développement harmonieux de tous les facteurs de production.

Vu : Le Président
William OUALID

Vu : Le Doyen
H. BERTHÉLEMY

Vu et permis d'imprimer :
Pour le Recteur de l'Académie de Paris,
V. MAURELLET

BIBLIOGRAPHIE

- AFTALION. — Les crises périodiques de surproduction, 1913.
- ALACI. — L'organisation d'une grande banque commerciale, Bucarest, 1926, texte roumain.
- BALDY. — Les banques d'affaires en France depuis 1900, thèse, Paris, 1922.
- BONAFOUS (Alfred). — Les grandes banques d'affaires de Roumanie, ds Rev. d'Ec. Politique, 1922.
- CAULLET (Gabriel). — L'aide à l'industrie et la liquidité des capitaux. (Problèmes bancaires). Enquête européenne : Angleterre, Allemagne, Belgique, France. Ed. Commentaires. Paris, 1928.
- COURCELLE-SENEUIL. — Les opérations de banques. Alcan, Paris, 1929.
- ENE (Ernest). — Les banques en Roumanie, Thèse, Paris, 1915.
- GIDE. — Cours d'Economie politique, 8^e édition, 1923.
- KASTRIS. — Les capitaux étrangers dans la finance roumaine. Thèse, 1921.
- KAUFMANN. — La Banque en France, Paris, 1914.
- LESCURE. — La baisse des prix et ses problèmes, 1922.
- GERMAIN-MARTIN. — Les problèmes du crédit en France, Paris, 1919.
- GERMAIN-MARTIN. — Les finance publiques et la fortune privée (1914-1925), 1925.
- OUALID (William). — Leçons sur la monnaie et les problèmes monétaires, Paris, Sirey, 1927.
- La politique économique (dans la Vie Publique, dans la France contemporaine), 1925.
- POPESCO (G.). — Le relèvement économique de la Roumanie, Alcan, 1922.
- POPESCO. — Les banques d'affaires. Leur rôle dans le relèvement économique de l'Europe. Paris, 1921.
- RADUCANO (I.). — Problèmes économiques et financiers. Bucarest, 1927, texte roumain.
- RADULESCO (Savel). — La politique financière de la Roumanie depuis 1914. Thèse, Paris, 1923.
- SLAVESCO (V.). — Problèmes de politique bancaire en Roumanie, Bucarest, 1919, (texte roumain).
- La haute finance en Roumanie (1914-1919), Buc. 1920 (texte roumain).

- L'organisation du crédit de la Roumanie, Bucarest 1922 (texte roumain).
 - La Banque Nationale de Roumanie, historique (1880-1924), Bucarest, 1925 (texte roumain).
 - Le financement des entreprises économiques, Bucarest 1927 (texte roumain).
- TERREL-LEJEUNE. — Traité des opérations de banque.
- TRUCHY. — Cours d'économie politique, 1921-1923.

Publications officielles :

- Bulletin statistique de la Roumanie, 1920-1927 (mensuelle).
Statistique des Sociétés par actions, 1919-1927 annuelle).
Annuaire statistique de la Roumanie, 1927.
Rapports et bilans des douze banques étudiées, de la Banque Nationale et du Crédit Industriel, 1914, 1918-1927.

Publications économiques :

- « Argus » organe quotidien du commerce, de l'industrie et des finances.
« Annales des Banques » (mensuel).
« Annales Economiques et Statistiques » (mensuel).
« Bulletin de l'Institut Economique Roumain » (mensuel).
Texte roumain.
« L'indépendance Economique » (texte roumain).
Bulletins de la Banque du Crédit Roumain, 1928.
Monographie de la Banque Roumaine, 1921.
Monographie de la Banque Marmorosch, Blank et Cie, 1923.
Les Forces Economiques de la Roumanie, publication du Bureau d'Etudes de la Banque Blank, pour les années 1920, 1926 et 1927.

A N N E X E S ---

Tableaux Statistiques

	Indices mensuels 1920 - 1927	
	indice de la circulation	
	indice réel et théorique des prix	
	indice américain des prix	
	indice du cours du dollar (Bucarest).....	2
I	Participations de la Bque Blank 1927.....	4
II	Participations de la Bque Roumaine 1927....	7
V	Circulation fiduciaire et portefeuille	
	d'escompte de la Banque Nationale.	
	chiffres mensuels I/1920 - XII/1927.....	10
	Capitaux propres des douze banques	
	capital versé, réserves et report	
	1918 - 1927.....	11
I	Frais généraux et amortissements	
	comparés au bénéfice net	
	1918 - 1927.....	12
	Bilans comparés des Banques:	
II	Agricole _ _ _ _ _	1918-1927.....14
III	Berkowitz _ _ _ _ _	1926-1927.....16
X	Chrissoveloni _ _ _ _ _	1920-1927.....17
	Commerciale Italienne	
	et Roumaine _ _ _ _ _	1920-1927.....18
I	Commerciale Roumaine _ _ _ _ _	1918-1927.....20
II	du Commerce, Craïova _ _ _ _ _	1918-1927.....22
III	du Crédit Roumain _ _ _ _ _	1918-1927.....24
IV	d'Escompte de Roumanie _ _ _ _ _	1918-1927.....26
V	Franco - Roumaine _ _ _ _ _	1919-1927.....28
VI	Générale de Roumanie _ _ _ _ _	1918-1927.....30
VII	Marmorosch, Blank & Cie _ _ _ _ _	1918-1927.....32
VIII	Roumaine (Româneasca) _ _ _ _ _	1918-1927.....36
IX	Les douze banques _ _ _ _ _	1918-1927.....38

Tabl. I

Indice
de la
circulationIndice
roumain
des prix
(Argus)Indice
théorique
des prix
en leiIndice
américain
des prixIndice
du cours
du dollar

1913	D	100	100	100	100	100
1920	J	967	-	1998	242	82
	F	1029	-	3262	242	134
	M	1017	-	3100	248	128
	A	1039	-	3042	263	115
	M	1057	-	3038	264	115
	J	1098	-	2141	258	83
	J	1141	-	1777	250	71
	A	1481	-	1897	234	81
	S	1754	-	2036	226	90
	O	2037	-	2109	208	101
	N	2097	-	2403	190	126
	D	2169	-	2385	173	137
1921	J	2191	-	2368	168	141
	F	2338	-	2190	157	139
	M	2517	-	2116	152	139
	A	2578	-	1741	146	119
	M	2533	-	1581	145	109
	J	2535	-	1711	142	120
	J	2618	-	1980	145	136
	A	2711	-	2244	146	153
	S	2802	-	2826	146	193
	O	2934	-	3581	145	247
	N	3102	-	4339	145	299
	D	3139	-	3834	142	270
1922	J	3130	1649	3674	142	258
	F	3126	1600	3699	146	253
	M	3145	1689	3851	147	262
	A	3193	1804	3987	149	267
	M	3232	1919	4338	158	274
	J	3226	1886	4774	162	294
	J	3263	2016	5354	165	324
	A	3304	2068	4231	165	256
	S	3467	2068	4946	164	301
	O	3514	2109	5156	165	312
	N	3513	2247	5087	164	310
	D	3659	2992	5292	164	322
1923	J	3458	2466	6456	165	391
	F	3064	2557	6986	166	420
	M	3538	2617	6998	169	414
	A	3592	2775	6868	169	406
	M	3625	2871	6332	167	379
	J	3705	3334	6204	164	378
	J	3785	3258	6040	159	379
	A	3884	3406	6740	159	423
	S	3986	3026	6894	163	423
	O	4053	3115	6710	163	411
	N	4102	3203	6339	163	388
	D	4098	3474	6187	163	379

Indice
de la
circulation

Indice
roumain
des prix
(Argus)

Indice
théorique
des prix
en lei

Indice
américain
des prix

Indice
du cours
du dollar

1924	J	4036	3677	6330	163	3884
	F	4090	3680	6101	163	3743
	M	4078	3775	5910	160	3694
	A	4052	3853	5901	158	3735
	M	4060	3900	6250	156	4007
	J	4047	3987	6169	154	4006
	J	4128	4035	7037	156	4511
	A	4273	4116	6659	158	4215
	S	4318	3973	5889	156	3775
	O	4392	4017	5604	159	3525
	N	4398	4132	5824	160	3640
	D	4437	4235	6329	165	3836
1925	J	4380	4287	6558	168	3904
	F	4373	4364	6414	167	3841
	M	4362	4384	6738	168	4011
	A	4366	4498	6948	163	4263
	M	4433	4541	6653	162	4107
	J	4425	4604	6782	163	4161
	J	4477	4615	6641	165	4025
	A	4609	4582	6218	164	3792
	S	4723	4601	6570	165	3982
	O	4659	4646	6622	164	4038
	N	4624	4733	6927	166	4173
	D	4603	4764	6856	164	4181
1926	J	4547	4771	6977	161	4334
	F	4571	4807	7122	158	4508
	M	4653	4854	7196	157	4584
	A	4752	5148	7666	159	4822
	M	4800	5291	8075	158	5111
	J	4808	5258	7115	157	4532
	J	4804	5302	6545	154	4250
	A	4814	5210	6306	153	4122
	S	4813	5221	5923	156	3797
	O	4804	5187	5655	157	3602
	N	4790	5223	5574	158	3528
	D	4791	5342	5979	159	3761
1927	J	4783	5417	5712	156	3662
	F	4801	5352	5186	153	3390
	M	4811	5124	4931	151	3266
	A	4808	5157	4970	151	3292
	M	4804	5087	4903	152	3226
	J	4777	5123	5039	155	3251
	J	4815	5083	4779	150	3186
	A	4813	5108	4675	149	3138
	S	4808	5231	4724	151	3129
	O	4810	5268	4770	153	3118
	N	4808	5279	4773	153	3120
	D	4809	5340	4769	153	3117

Participations de la Banque MARMOROSCH, BLANK

S o c i é t é s	Cap.V.	Dividende	
	(millions de lei)	1925 %	1926 %
<u>B a n q u e s</u>			
Soc.Nat.de Crédit Industriel	477	15	14
Bque Creditul Basarabean			
Kisinau	50	-	8
" du Commerce, Craiova	60	21	21
" Centrale, Cluj	50	12	12
" Timisoarei, Timisoara	50	34	44
" Centrale, Ploesti	24	16	16
" Fortuna, Bucarest	36	15	15
" Générale de Crédit, Dicio-Sanmartin	5	12	12
Casa de Pastrare, Caransebes	5	20	22
Anglo-Aegean Bank of Com- merce, Salonique	£ 0,02	-	-
<u>P é t r o l e</u>			
Steaua Romana	866	20	15
I.R.D.P.	527	24	10
Petrol-Block	289	12	9
Creditul Minier	502	50	50
Sondajul	200	-	-
Petrolul	48	-	-
<u>Industrie alimentaire</u>			
Lujani (sucre)	400	5	5
Ripiceni (sucre)	200	12	12
Moara Steaua (minoterie)	35	-	-
Kandia (chocolat bonbons)	12	20	24
<u>Industrie Mécanique</u>			
Vulcan (machines)	100	10	5
Industria Aeronautica	120	-	7
<u>Industrie Textile</u>			
Industria Textila Buhusi	375	7	7
<u>Industrie du Papier</u>			
Campulungul	40	-	7
<u>Constructions</u>			
Ciment Portland I.Cantacuzino	50	12	12
Constructia Moderna	15	12	14

S o c i é t é s	Cap.V. (millions de lei)	Dividende	
		1925 %	1926 %
<u>Industrie d'Extraction</u>			
Alumina	10	-	-
<u>Industrie du cuir</u>			
Ursul	15	-	-
<u>Transports</u>			
Ch. de fer Buzau-Nehoiasi	6	-	-
Cie Int. Navigation Aérienne	8 fr. f	-	-
<u>Sociétés d'Assurances</u>			
Générala	50	30	35
<u>Diverses</u>			
Cultura Nationala	50	-	-
Samanta	16	-	-

Participations de la Banque INDUSTRIELLE

<u>Industrie Alimentaire</u>			
Danubiana (sucre)	750	15	15
Lujani "	400	5	5
Ripiceni "	200	12	12
Frigul	60	10	-
Chitila, Bucarest (sucre)	52	30	15
Agra (ind. agricole)	20	-	-
Fabrica Bucoviniana de bere	18	20	20
Zamfiresco (chocolat)	12	12	12
Kandia "	12	20	24
<u>P é t r o l e</u>			
Sondajul	200	-	-
Petrolul	48	-	-
Buna Speranta	30	5	4
<u>Ind. Métal. et Mécanique</u>			
Copsa Mica et Cujir	300	4	7
Mecano	50	-	-
Vulcan (machines)	100	10	5
Santierele Rom. de la Dunare	30	15	20
Prima Fabrica de armaturi	15	-	-
Tador	18	18	15
Fichet	4	7	8

S o c i é t é s	Cap.V. (millions de lei)	Dividende	
		1925 %	1926 %
<u>Ind. du Bois et du Papier</u>			
Intr. forestiere rom. Cluj	65	-	-
Petrifalau (papier)	72	-	30
Bucovina (forestiere)	25	177	127
<u>Industrie du Cuir</u>			
Fratii Renner & Cie	40	30	30
Fabr. de piele din Mureseni	10	10	-
<u>Constructions</u>			
Ciment Portland I. Cantacuzino	50	12	12
Soc. Ind. Lemnului	15	-	-
Caramida	10	-	-
<u>Industrie d'Extraction</u>			
Mica	87	10	19
Ind. rom. de gaz metan	15	-	-
Miniera	11	-	-
Alumina	10	-	-
Mircea - Voda	3	10	5
<u>Diverses</u>			
Prima Soc. rom. de explosivi	55	18	20
Radio - Romana	12	10	25
Of. Economic al Romaniei	5	-	-
Radio - Difuziune	50	-	-

Tableau III

Participations de la Banque ROUMAINE

S o c i é t é s	Cap.V (millions de lei)	Dividende	
		1925 %	1926 %
<u>Banques</u>			
Almajului, Bozovici	1	18	18
Aradana, Arad	7	20	20
Bacaului, Bacau	15	23	24
C-Lungul Moldovenesc(Bucov.)	2	20	18
Casa de Credit, Vaslui	11	25	26
du Commerce, Craiova	60	21	21
de Com.si Industrie,Roman	10	20	16
Com.si Ind.,Diciosanmartin	2	15	15
Corviniana, Hunedoara	3	15	17
Cred.Dobrogei, Constantza	5	24	24
Cred.Prahovei, Ploesti	16	20	20
Cred.Ramnicean,R-Sarat	4	23	25
de Credit,Sf.Gheorghe	2	22	20
Dunarea Romaneasca,Braila	29	18	20
Durostorului, Silistra	3	20	20
Economul, Cluj	3	16	18
Ecomilor din Salaj	1	20	20
Générale de Roumanie	60	14	14
Iasilor, Jassy	25	18	19
Maramuresana, Sighet	2	20	20
Mehedintului, T.-Severin	17	15	16
Ind.Dobrogene, Constantza	2	-	8
Muresana, Reghin	2	20	20
Oraviciana, Oravitza	2	20	32
Orheiului, Orhei	1	7	5
Petrodava, P.-Neamtz	5	17	17
Pietei, Bucarest	10	20	20
Podgoriei, Dragasani	1	15	17
Ramnicului, R.-Valcea	23	-	20
Romana din Dorohoi	3	20	18
Rom.a Banatului, Lugoj	1	17	17
Rom.a Orientului	5	17	20
Radautilor, Radautzi	2	22	18
Rom.din Valea Somesului,Dej	4	14	14
Sebesana, Sebes	2	15	20
Siretului, Siret	1	20	18
Stefan cel Mare, Falticeni	4	23	23
Suceveana, Suceava	3	25	18
Take Protopopesco, Barlad	15	26	25
Viticola a Romaniei,Bucarest	43	12	14
Tandarei, Tandarei	1	-	-

S o c i é t é s	Cap.V. (millions de lei)	Dividende	
		1925 %	1926 %
<u>Industrie Mécanique</u>			
Franco-Roumaine(Mat.de ch.fer	44	10	12
Aeronautica Romana	120	-	7
Astra	200	14	11
Resitza	750	30	12
Sant.Rom.dela Dunare,Galatzi	30	15	20
Lemaître (Uz.Métal.)	65	15	10
Copsa Mica et Cujir	300	7	7
<u>Constructions</u>			
Calea	7	20	8
Cladirea Romaneasca	39	15	16
Constructia Moderne	15	12	14
Dambovitza	32	18	20
Edilitatea	9	25	25
Intr.Gen.Technice	24	14	14
<u>Transports</u>			
Soc.Com.Tram.Bucarest	116	11	12
Romania (Navigation marit.)	20	25	20
Romana de Nav.pe Dunare(SRD)	45	15	15
<u>Industrie Alimentaire</u>			
Chitila - Bucuresti	52	30	15
Fabr.Paste Fainoase,Galatzi	2	25	14
Fabr.de Zahar, Arad	100	-	-
Moara Romaneasca	20	15	15
Staicovici,Economu & Co	6	6	-
<u>Industrie Textile</u>			
Fabr.Tricotaje, Arad	15	20	20
Fabr.Postav Oltenia,Craiova	12	11	10
Ind.Textila, Buhusi	375	7	7
Prejmar (Ind.lain.)	50	-	5
<u>Peausserie</u>			
Ind.Romane, Jassy	3	-	-
Tabacaria Rom., Constantza	4	20	20
<u>Industrie Forestière</u>			
Arif	30	10	15
Bistricioara	10	-	-
Carpatina	100	8	12
Padurea Muscelului	5	-	-

S o c i é t é s	Cap.V. (millions de lei)	Dividende	
		1925 %	1926 %
<u>Industrie Minière</u>			
Boteni	4	-	-
Campurile Petrol., Baicoi	22	15	8
Creditul Minier	502	50	50
Forajul	168	-	-
I.R.D.P.	527	24	10
Lignitul	50	20	20
Lupeni	400	20	24
Petrol Govora	85	40	20
Petrolul Rmanesc	56	20	25
Petrosani	550	21	24
Steaua Romana	866	20	15
<u>Industrie Electrique</u>			
Cred.p.Intr.Electrice	43	10	10
Electrica	64	15	20
Tarlungul	8	6	6
<u>Diverses</u>			
Apollo (savon)	6	12	14
Atome	2	20	16
Cartea Romaneasca	40	14	14
Creditul Extern	30	18	10
Crédit Industriel	477	15	14
Creditul Technic	35	16	16
Credit.Tech.Transilvanean	20	-	-
Ind.Ceramice, Craiova	6	15	15
Ind.Rom.de Gaz Metan	15	-	-
Leonida & Cie	52	10	10
Letea (papier)	72	30	24
Metalica	7	-	-
Movila Techirghiol	13	12	12
Samanta	16	12	-
Uzinele Chimice Romane	10	-	-

Circulation des Billets de la Banque Nationale
Effets Escomptés (en millions de lei)

Tableau IV

	1 9 2 0		1 9 2 1		1 9 2 2		1 9 2 3	
	E	C	E	C	E	C	E	C
Fin Janvier	165	4.427	669	9.578	1.807	13.683	3.756	15.116
" Février	155	4.500	645	10.221	1.677	13.669	4.001	15.396
" Mars	174	4.490	612	11.005	1.795	13.750	4.145	15.469
" Avril	184	4.540	536	11.272	1.888	13.960	4.247	15.707
" Mai	350	4.623	547	11.077	1.870	14.129	4.329	15.849
" Juin	415	4.802	542	11.084	1.975	14.106	4.522	16.139
" Juillet	452	4.988	599	11.447	2.284	14.266	4.640	16.549
" Août	479	6.477	656	11.853	2.847	14.448	4.760	16.982
" Septembre	493	7.670	785	12.249	3.100	15.156	5.220	17.426
" Octobre	637	8.907	1.010	12.829	3.416	15.362	5.422	17.721
" Novembre	665	9.170	1.574	13.563	3.590	15.361	5.750	17.936
31 Décembre	702	9.485	1.829	13.722	3.808	15.162	5.864	17.916
	1 9 2 4		1 9 2 5		1 9 2 6		1 9 2 7	
	E	C	E	C	E	C	E	C
Fin Janvier	5.736	17.647	7.246	19.148	8.229	19.880	8.988	20.902
" Février	5.781	17.844	7.200	19.122	8.198	19.988	8.982	20.989
" Mars	5.935	17.832	7.307	19.070	8.248	20.342	8.994	21.035
" Avril	5.981	17.716	7.354	19.088	8.161	20.776	9.029	21.023
" Mai	6.013	17.752	7.484	19.381	8.347	20.988	8.867	21.001
" Juin	6.026	17.798	7.618	19.469	8.534	21.020	8.814	20.984
" Juillet	6.233	18.050	7.690	19.576	8.368	21.002	8.764	21.051
" Août	6.512	18.682	7.901	20.152	8.675	21.048	8.782	21.041
" Septembre	6.596	18.871	8.338	20.649	8.990	21.044	9.086	21.021
" Octobre	6.920	19.204	8.440	20.368	9.027	21.001	9.142	21.032
" Novembre	7.142	19.227	8.388	20.216	9.012	20.943	9.001	21.023
31 Décembre	7.572	21.071	8.425	20.126	9.800	20.950	9.027	21.026

Tableau V C A P I T A U X P R O P R I E S Fonds de Réserve - Report (en millions de lei)

B a n q u e s	1918		1919		1920		1921		1922	
	CV	FR	R	CV	FR	R	CV	FR	CV	FR
1 Agricole.....	18	12	12	38	28	-	76	59	77	59
2 Berkowitz.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3 Chrissoveloni.....	-	-	-	-	-	-	150	10	150	11
4 Com-le Ital. Roum.....	-	-	-	-	-	-	15	-	50	-
5 Com-le Roumaine.....	12	2	-	22	7	-	50	17	50	18
6 du Commerce, Craiova.....	8	8	-	26	25	-	57	56	58	57
7 du Crédit Roumain.....	20	13	04	20	17	04	125	59	125	68
8 d'Escompte de Roum.....	15	5	-	33	10	-	78	27	79	28
9 Franco-Roumaine.....	-	-	-	15	19	-	50	7	50	9
10 Générale de Roum.....	15	6	-	75	74	09	60	48	60	49
11 Marmorosch, Blank.....	20	26	07	60	13	04	125	150	125	160
12 Roumaine.....	30	11	-	60	13	04	200	79	241	87
	1923		1924		1925		1926		1927	
	CV	FR	R	CV	FR	R	CV	FR	CV	FR
1 Agricole.....	77	61	05	77	65	-	77	63	77	63
2 Berkowitz.....	-	-	-	-	-	-	150	-	150	4
3 Chrissoveloni.....	200	18	11	250	67	4	250	101	250	125
4 Com-le Ital. Roum.....	100	3	-	100	7	-	100	15	100	22
5 Com-le Roumaine.....	50	20	34	75	23	11	100	24	100	30
6 du Commerce, Craiova.....	59	59	-	59	61	6	60	65	60	69
7 du Crédit Roumain.....	125	77	21	125	96	23	125	135	125	160
8 d'Escompte de Roum.....	79	32	-	79	35	-	80	54	80	48
9 Franco - Roumaine.....	50	11	-	50	13	-	80	16	120	18
10 Générale de Roum.....	60	50	4	60	51	79	60	52	60	53
11 Marmorosch, Blank.....	125	162	181	125	207	-	125	252	125	275
12 Roumaine.....	278	100	04	280	120	-	280	176	280	213

Tableau VI

FRAIS GÉNÉRAUX, AMORTISSEMENTS

Années	Frais Généraux Amortissements Bénéfice Net	Banque Agricole	Banque Berkowitz	Banque Chrissoveloni	Banque Com. Ital. Roum.	Banque Com. Roumaine	Banque Commercia
1918	Fr. Gen	1,2	-	-	-	?	1
	Am-ts	0,5	-	-	-	?	-
	FG + A	1,7	-	-	-	?	1
	Ben. N.	2	-	-	-	2,4	3
1919	Fr. Gen	2,1	-	-	-	?	1
	Am-ts	2,9	-	-	-	?	-
	FG + A	5	-	-	-	?	1
	Ben. N.	3,8	-	-	-	3,4	2
1920	Fr. Gen	7,3	-	7	-	?	5
	Am-ts	0,7	-	2	-	?	-
	FG + A	8	-	9	-	?	5
	Ben. N.	13,6	-	10	-	10,4	7
1921	Fr. Gen	9,8	-	7	?	?	5
	Am-ts	3,9	-	-	?	?	1
	FG + A	13,7	-	7	?	?	7
	Ben. N.	15,5	-	12	3,5	7,3	12
1922	Fr. Gen	12	-	16	?	26,4	7
	Am-ts	5	-	-	?	-	0
	FG + A	17	-	16	?	26,4	8
	Ben. N.	15,5	-	21	4,1	7,7	16
1923	Fr. Gen	16,3	-	30	?	40,6	9
	Am-ts	8	-	2	?	-	13
	FG + A	24,3	-	32	?	40,6	22
	Ben. N.	16,1	-	33	14,1	2,5	20
1924	Fr. Gen	20,3	-	38	?	51,3	12
	Am-ts	9,3	-	16	?	-	3
	FG + A	29,6	-	54	?	51,3	15
	Ben. N.	19,9	-	41	21,3	9,5	20
1925	Fr. Gen	21,3	-	43	?	37,4	17
	Am-ts	9,8	-	3	?	-	3
	FG + A	31,1	-	46	?	37,4	20
	Ben. N.	15,3	-	47	26,1	12,2	20
1926	Fr. Gen	24	14	55	?	65,9	23
	Am-ts	11,2	13	2	?	-	3
	FG + A	35,2	27	57	?	65,9	26
	Ben. N.	9,6	18,4	47	28,4	15	23
1927	Fr. Gen	28,4	18,4	59,6	?	76,9	27
	Am-ts	12	5,5	5	?	-	1
	FG + A	40,4	23,9	64,6	?	76,9	29
	Ben. N.	10,1	19,5	47,8	28,8	20,5	25

ET BENEFICE NET
(en millions de lei)

	Banque d'Escompte	Banque Franco-Roumaine	Banque Générale de R.	Banque Marmorosch, Blank & Cie	Banque Roumaine	Total des 12 banques	Années
0,3	0,7	-	?	3,2	1,5	17,8	1918
	0,7	-	?	0,7	1,2	3,1	
0,3	1,4	-	?	3,9	2,7	20,9	
0	1	-	10,5	5,3	4,6	38,8	
1,5	1,1	0,1	2,9	9,7	4,2	26,1	1919
	1,1	-	-	1,5	2,2	7,7	
1,5	2,4	0,1	2,9	11,2	6,4	33,8	
3,5	1,8	0,5	4,5	19,7	8,3	47,9	
1,7	3,6	0,6	7,3	34,6	17,6	97,8	1920
4	0,3	17,6	6,6	0,9	32,1		
1,7	7,6	0,9	24,9	41,2	18,5	129,9	
2,6	8,6	4,3	15,9	51,5	25,6	160,2	
7,6	5,3	3,5	16,6	54	30	159,8	1921
	5,9	1,2	32,7	16,7	3,4	64,9	
7,6	11,2	4,7	49,3	70,7	33,4	224,7	
0,6	16,7	10.-	13,6	43,7	42,2	197,6	
5,9	12,3	7,6	18,9	65,3	46,6	249,3	1922
	2,8	4,8	12,5	22,4	4,2	52,6	
5,9	15,1	12,4	31,4	87,7	50,8	301,9	
3,1	17,1	7,5	14,1	44,6	69,4	250,1	
7,2	12,4	9.-	30,5	87,7	82,4	375,6	1923
	11,9	3,2	39,2	26,2	18.-	121,9	
7,2	24,3	12,2	69,7	113,9	100,4	497,5	
2.-	18,4	7,3	14,5	45,6	99,3	316.-	
7,1	15,9	12,3	37,7	78,1	99,7	432,6	1924
	23,7	0,9	34,1	23,2	17,8	128,5	
7,1	39,6	13,2	71,8	101,3	117,5	561,1	
2,7	18,6	8,2	15,8	49,4	100,2	347,2	
0.-	22,1	17,7	41,6	76,8	109,6	466,7	1925
	35,2	1,5	22,4	24,3	12,6	111,8	
0.-	57,3	19,2	64.-	101,1	122,2	578,5	
1,1	18,5	9,2	16,9	50,2	96,9	357,3	
5,6	31,5	28,4	48,2	110,4	128,1	644,1	1926
	56,8	0,6	14.-	65,5	17,2	183,5	
5,6	88,3	29.-	62,2	175,9	145,3	827,6	
3,9	14,4	14.-	16.-	60,3	97,8	403,3	
0.-	36.-	41.-	52,2	132,1	141,1	742,2	1927
	28,8	14,6	12,3	54,1	18,6	152,8	
0.-	64,8	55,6	64,5	186,2	159,7	895.-	
0,5	14,7	22.-	16.-	54,3	98,1	416,1	

Tableau VII

B A N Q U E A G R I C O L E

(en millions de lei)

	1918	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
A C T I F										
Actionnaires et actions	--	--	16	13	13	12	12	12	12	12
Avoir en caisse et disp.	22	43	44	29	16	11	14	17	11	20
Portefeuille-effets	11	15	30	37	38	58	58	70	37	133
Avances/hyp.M-ses, etc.	20	83	206	244	263	153	134	147	--	--
Comptes crt.débiteurs	57	107	132	192	276	378	435	417	541	487
Portefeuille-titres	12	19	}	}	}	}	}	}	}	}
Participations	1	2								
Immeubles	2	2	49	91	85	100	108	138	37	50
Total	<u>127</u>	<u>273</u>	<u>482</u>	<u>616</u>	<u>700</u>	<u>722</u>	<u>770</u>	<u>809</u>	<u>830</u>	<u>802</u>
P A S S I F										
Capital	18	38	90	90	90	90	90	90	90	90
Fonds de réserve	11	28	59	59	59	61	65	67	63	63
Caisse de pensions	--	--	1	1	1	2	3	3	4	5
Dépôts	28	124	113	126	105	}	}	}	}	}
Comptes crt.créditeurs	23	19	69	71	110					
Récompte B. Nationale	21	25	120	238	306	383	432	475	509	163
Divers comptes	18	32	14	12	10	7	15	10	17	8
Dividendes non-réclamés	--	--	--	2	2	2	3	4	4	3
Profits et Pertes	3	4	13	15	15	16	17	16	10	10
Total	<u>127</u>	<u>273</u>	<u>482</u>	<u>616</u>	<u>700</u>	<u>722</u>	<u>770</u>	<u>809</u>	<u>830</u>	<u>802</u>

	1918	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
Comptes d'ordre										
Effets de comptes crts.	22	23	114	235	291	361	419	428	424	433

Comptes de Profits et Pertes

	1918	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
D é b i t										
Frais généraux	1	2	7	10	12	16	20	21	24	28
Amortissements	-	3	1	4	5	8	9	10	11	12
Bénéfice net	3	4	14	15	15	17	17	16	10	10
Total	5	9	22	29	33	41	47	47	45	51
C r é d i t										
Report de l'exer. précéd	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-
Intérêts, commis, ben. div	4	9	22	29	32	41	47	46	45	51
Total	5	9	22	29	35	41	47	47	45	51

Tableau VIII

B A N Q U E B E R K O W I T Z

(en millions de lei)

A C T I F	1926	1927	P A S S I F	1926	1927
Avoir en caisse et disponible	47	60	Capital	150	150
Effets publics	20	18	Fonds de réserve	-	4
Actions	66	61	Comptes crt. crédit., Dépôts	369	392
Participations	74	67	Réescompte Bque Nationale	151	144
Portefeuille - effets	37	36	Divers comptes	33	20
Avances sur hypothèques	28	30	Fonds d'amortissements	3	5
Comptes courants débiteurs	405	420	Profits et Pertes	18	19
Immeubles	14	15			
Divers comptes	31	29			
Total	724	736	Total	724	736
Comptes d'ordre					
Effets de Comptes courants	136	130	Comptes d'ordre		
			Déposants d'effets	136	130

Comptes de Profits et Pertes

D é b i t	1926	1927	C r é d i t	1926	1927
Frais généraux	14	18	Report de l'exercice précéd.	-	1
Pertes/actions, monnaies étr.	10	-	Intérêts, commissions, div. bén	46	43
Fonds d'amortissements	3	5			
Bénéfice net	18	19			
Total	46	44	Total	46	44

	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
A C T I F								
Avoir en caisse et disponible	45	107	92	94	101	128	164	173
Effets publ., bons, actions, particip.	72	237	265	325	360	393	473	564
Immeubles, terrains, fabriques	36	39	38	42	49	80	141	203
Escompte et avances/portef. & titres	42	74	206	314	412	544	557	540
Avances/hypothèques, cessions	5	8	20	73	55	47	69	66
Avances/marchandises (bois, cér., etc)	4	7	20	30	83	69	59	67
Comptes crt. déb. & avances soc. affil	53	100	148	307	315	400	506	563
Adm. des fabriques (invent., m-ses)	7	13	14	13	20	29	29	44
Compte transitoire	-	-	-	-	-	-	-	2
Total	265	585	803	1.199	1.396	1.692	1.999	2.223
P A S S I F								
Capital	100	150	150	200	250	250	250	250
Fonds de réserve	-	10	12	19	68	85	102	125
Récompte à la Bque Nationale	17	35	129	220	267	327	309	259
Dépôts & Comptes crt. créditeurs	138	352	411	638	637	901	1.199	1.530
Dividendes non-réclamés	-	-	-	-	-	-	1	2
Divers comptes	-	-	-	-	117	70	79	-
Compte transitoire	-	24	79	88	12	7	7	9
Profits et Pertes: a) report	-	1	1	1	2	4	4	-
b) Bénéfice net	10	12	21	33	42	47	47	48
Total	265	585	803	1.199	1.396	1.692	1.999	2.223

Tableau X Banque COMMERCIALE ITALIENNE et ROUMAINE⁽⁴⁾ (en millions de lei)

	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
<u>A C T I F</u>							
Actionnaires	35	-	-	-	-	-	-
Avoir en caisse et disponible	550	295	281	382	225	220	215
Portefeuille - effets	190	258	267	220	469	503	645
Portefeuille-titres et participations	?	?	70	43	37	31	33
Comptes courants débiteurs	453	637	624	664	743	1.110	896
Divers débiteurs	?	?	597	30	23	74	54
Immeubles et mobilier	?	?	14	15	35	29	23
Total	1.227	1.216	1.854	1.357	1.533	1.967	1.866
<u>P A S S I F</u>							
Capital	50	50	100	100	100	100	100
Fonds de réserve	-	-	3	7	11	16	22
Caisse de pensions	-	-	-	-	-	4	5
Comptes courants créditeurs	1.054	1.135	957	1.003	1.038	1.290	1.230
Dépôts	33	25	29	34	51	42	63
Divers créditeurs	?	1	747	190	308	487	416
Profits et Pertes	3	4	17	21	26	28	28
Total	1.227	1.216	1.854	1.357	1.533	1.967	1.866
Compte d'ordre.							
Diverses garanties (dépôts, déposants)			93	604	615	995	1.186

Tableau XI

Banque COMMERCIALE ROUMAINE

(en millions de lei)

	1918	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
A C T I F										
Actionnaires	--	1	--	--	--	--	--	--	--	--
Avoir en caisse et disp	13	94	126	231	180	156	299	308	315	287
Portefeuille - effets	6	54	34	119	250	218	233	314	315	403
Portefeuille - titres					75	86	37	41	20	26
Participations	12	9	21	121	70	70	56	55	50	12
Avances/eff.hyp.m-es,etc.	21	76	208	291	291	234	189	299	322	290
Comptes crt.débiteurs	14	36	160	428	142	245	262	326	410	522
Immeubles	1	1	2	2	10	14	15	19	19	19
Total	67	272	551	901	1.018	1.024	1.091	1.363	1.451	1.559
P A S S I F										
Capital	12	24	50	50	50	50	75	100	100	100
Fonds de réserve	2	7	16	17	19	21	23	24	24	30
Caisse de pensions	--	--	--	--	1	2	2	2	2	2
Comptes crt.créditeurs	50	210	85	799	130	130	145	242	195	216
Récompte B. Nationale	--	--	--	--	--	79	117	138	115	97
Dépôts(a vue et à terme)	--	--	365	--	783	723	715	839	987	1.086
Comptes transitoires	--	27	23	18	23	12	4	5	10	7
Profits et Pertes	2	3	10	10	11	6	10	13	17	20
Total	67	272	550	901	1.018	1.024	1.091	1.363	1.451	1.559

Comptes de Profits et Pertes

	1918	1919	1920	1921 ⁽²⁾	1922	1923	1924	1925	1926	1927
D é b i t										
Frais généraux					26	41	51	57	66	77
Bénéfice net					11	6	10	13	17	20
Total					37	47	61	71	83	97
C r é d i t										
Report de l'ex.péc.					3	3	-	1	2	-
Intérêts, com., ben. div					34	43	61	70	81	97
Total					37	47	61	71	83	97

(1) « Syndex » 70 millions.

(2) Jusqu'en 1921 nous n'avons pu obtenir de comptes rendus.

Tableau XII

Banque du COMMERCE (Craiova.)

(en millions de lei)

	1918	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
A C T I F										
Actionnaires	1	4	7	3	2	1	1	-	-	-
Avoir en caisse et disp.	13	25	16	17	29	36	39	50	50	48
Portefeuille - effets	27	36	57	79	221	255	339	397	432	444
Comptes crt. débiteurs	7	27	98	167	178	217	233	276	257	306
Emprunts hyp., cessions	1	2	3	3	1	1	-	-	1	5
Participations, div. entr.	6	10	35	46	45	54	63	79	93	69
Immeubles	1	1	9	10	9	8	8	8	10	30
Divers comptes	3	4	2	4	4	10	15	24	38	26
Total	60	110	228	328	490	584	699	835	881	928
P A S S I F										
Capital	9	30	60	60	60	60	60	60	60	60
Fonds de réserve	8	25	56	56	57	59	61	63	65	69
Caisse de pensions	-	-	1	1	2	2	3	4	5	6
Dépôts, Ct. crt. crédit.	37	47	95	120	160	152	210	355	356	431
Reescompte B. Nationale	-	-	-	70	176	237	263	260	277	238
Divers comptes	2	4	9	7	14	44	68	59 ⁽⁴⁾	79 ⁽²⁾	81 ⁽³⁾
Profits et Pertes	3	3	8	14	21	30	34	35	39	43
Total	60	110	228	328	490	584	699	835	881	928

	1918	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
Comptes d'ordre.										
Garanties:effets,hyp.--	9	14	26	61	86	137	100	86	112	109
Valeurs et cautions--	5	4	8	9	12	22	24	24	39	40

Comptes de Profits et Pertes

D é b i t										
Frais gén., impôts---	2	1	5	6	7	9	12	17	23	27
Amortissements---	-	-	-	1	1	13	3	3	3	2
Intérêts exer.suiv.---	-	-	-	1	5	10	10	14	16	18
Bénéf.net a)report---	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-
b)de l'exercice---	3	2	8	12	16	20	21	21	23	25
Total---	5	5	13	21	29	53	50	55	66	73
C r é d i t										
Report---	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-
Intérêts, com., ben.div---	5	4	13	21	29	53	46	55	66	73
Total---	5	5	13	21	29	53	50	55	66	73

- (1) 6,4 millions reports des années précédentes.
(2) Inclus probablement 9,8 millions reports des années précédentes.
(3) Inclus probablement 15,2 millions reports des années précédentes.

Tableau XIII

Banque de CREDIT ROUMAIN

(en millions de lei)

	1918	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
A C T I F										
Avoir en caisse, dispon	45	56	148	318	250	145	243	254	283	315
Portefeuille-titres	28	29	52	84	65	68	64	148	119	135
Participations, ct. synd	-	-	-	175	347	212	273	238	279	364
Portefeuille - effets	7	6	5	19	181	260	376	522	441	502
Avances / garanties	50	104	245	376	539	443	304	333	408	458
Comptes crt. débiteurs	42	92	184	303	346	404	317	387	319	427
Immeubles	2	2	4	11	22	29	29	45	44	66
Total	175	290	638	1.287	1.752	1.562	1.607	1.938	1.967	2.267
Détails des comptes										
Port.a) effets publ.	20	18	16	74	61	64	59	119	101	115
b) actions diverses	8	11	36	11	4	4	5	29	18	19
Particip.a) Soc. ind. com	-	-	-	49	76	84	122	125	155	208
b) Aff. en consortium	-	-	-	70	215	71	95	113	124	156
c) Part. B. Chrissoveloni	-	-	-	56	56	56	56	-	-	-
Avances/a) titres	31	75	174	249	437	334	265	229	249	216
b) hypothèques	9	12	10	12	18	24	20	42	61	72
c) marchandises	10	17	13	21	21	10	8	17	41	37
d) cessions, garanties	-	-	47	95	63	75	11	45	56	132
Comptes crt.a) débit.	-	-	-	141	229	287	159	231	174	272
b) ind. & soc. affiliées	42	92	184	162	117	117	159	156	217	155

(1) « Syndex » 70 millions.

P A S S I F	1918	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
Capital	20	20	70	125	125	125	125	125	125	125
Fonds de réserve	13	17	32	59	68	77	96	115	135	160
Caisse de pensions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Dépôts	93	197	401	936	1.075	729	556	755	881	985
Récompte B.Nationale	-	-	-	-	150	242	304	248	239	245
Comptes crt.créditeurs	21	25	76	79	152	216	360	539	413	581
Compte transitoire	18	28	45	66	146	128	120	108	113	104
Profits et Pertes	10	4	13	22	35	44	45	47	61	62
Total	175	290	638	1.287	1.752	1.562	1.607	1.938	1.967	2.267
Détails des comptes										
Réserves a) ord.&extr.	12	16			65	70	79	88	98	116
b) pour immeubles	1	1	32	59	3	7	17	27	37	44

Comptes de Profits et Pertes

D é b i t										
Frais généraux	8	4		23	31	46	54	66	102	111
Impôts et timbres	1	-	15	5	6	11	13	14	13	18
Bénéf.net (avec report	10	4	13	22	35	44	45	47	61	62
Total	20	9	28	50	72	101	112	127	177	191
C r é d i t										
Report de l'ex.precéd.	-	-	1	1	2	2	2	2	3	3
Bénéfices bruts	19	8	27	48	70	99	110	124	174	188
Total	20	9	28	50	72	101	112	127	177	191

Tableau XIV

Banque D'ESCOMPTE DE ROUMANIE

(en millions de lei)

	1918	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
A C T I F										
Actionnaires	4	6	4	1	1	1	1	1	-	-
Avoir en caisse	4	5	6	24	27	24	15	15	18	83
Portefeuille-titres	5	14	36	46	55	47	45	46	37	36
Portefeuille-effets	41	77	173	160	227	310	257	374	292	249
Comptes crt.débiteurs	34	93	188	316	499	506	768	665	677	575
Divers comptes	1	-	-	-	}	}	}	2	18	-
Immeubles	2	2	4	4	7	18	13	20	19	19
Total	92	199	411	553	817	906	1.099	1.123	1.062	962
P A S S I F										
Capital	20	40	80	80	80	80	80	80	80	80
Fonds de réserve	5	10	25	27	28	32	35	40	54	49
Caisse de pensions	-	-	-	1	1	2	2	2	3	3
Réescompte B.Nationals	20	49	131	234	285	363	421	436	416	398
Dépôts	21	49	82	129	158	160	126	155	407	398
Comptes crt.crédateurs	24	48	83	63	96	250	417	356	2	398
Dividendes non-réclamés	-	-	-	-	-	-	-	1	2	-
Divers comptes	-	-	1	3	151	-	-	34	85	18
Profits et Pertes	1	2	9	17	17	18	19	19	15	15
Total	92	199	411	553	817	906	1.099	1.123	1.062	962

	1918	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
Comptes d'ordre										
Effets en comptes crt.					145	138	227	259	256	326
Garanties (hyp.m-ses etc)					194	236	264	335	475	509
Divers comptes	50	109	191	254	150	179	180	193	234	241

Comptes de Profits et Pertes

D é b i t										
Frais généraux (impôts)	1	2	4	5	12	12	16	22	31	36
Amortissements	1	2	4	6	3	12	24	35	57	29
Bénéfice net	2	4	16	17	17	18	19	18	14	15
Total	2	4	16	28	32	43	58	76	103	79
C r é d i t										
Report exer. précéd.	2	4	16	28	32	43	58	76	103	79
Bénéfices divers	2	4	16	28	32	43	58	76	103	79
Total	2	4	16	28	32	43	58	76	103	79

(1) Sur lesquels 20 millions à cause du change.

et 2 millions à la suite de la réforme agraire.

(2) — 23 —
(3) 12 millions pour créances douteuses.

Tableau XV

Banque F R A N C O - R O U M A I N E

(en millions de lei)

	1918/19	1919/20	1920/21	1921/22	1922/23	1923/24	1925	1926	1927
A C T I F									
Actions	-	1	-	-	-	-	60	40	-
Caisse et disponible	-	12	32	32	21	45	74	98	124
Portefeuille-effets	-	14	22	36	33	67	148	359	410
Avances/garanties	-	2 ⁽¹⁾	2 ⁽¹⁾	80 ⁽¹⁾	115 ⁽¹⁾	116	178	228	333
Comptes crt.débiteurs	6	57	130	94	68	76	32	61	109
Portefeuille-titres	1	7	12	12	11	9	16	23	67
Immeubles,mobilier	-	1	6	15	18	15	12	23	67
Total	7	94	205	270	266	299	521	832	1.110
P A S S I F									
Capital	4	25	50	50	50	50	120	120	120
Fonds de réserve	-	3	7	9	11	13	15	16 ⁽⁴⁾	18
Caisse de pensions	-	-	-	-	-	-	-	-	6
Récompte B.Nationale	-	-	-	43	58	61	99	157	145
Dépôts	-	18	32	57	56	85	185	336	537
Comptes crt.créditeurs	2	43	106	103	83	82	92	169	260
Profits et Pertes	1	4	10	7	7	8	9	14	22
Total	7	94	205	270	266	299	521	832	1.110
Détails des comptes									
Dépôts a) à vue	-	-	-	36	23	45	73	105	109
b) à terme	-	-	-	21	33	40	112	251	428
Cpt.credit.a) interne	-	-	-	26	35	33	61	139	176
b) externe	-	-	-	77	49	49	31	24	80

	1918/19	1919/20	1920/21	1921/22	1922/23	1923/24	1925	1926	1927
Compte d'ordre									
Divers comptes	6	-	-	-	-	-	434	688	920

Comptes de Profits et Pertes

D é b i t										
Frais généraux	-	1	3	8	9	12	18	28	41	
Amortissements	-	-	1	5	3	1	1	1	15	
Bénéfice net	1	4	10	7	7	8	9	14	22	
Total	1	5	15	20	20	21	28	43	64	
C r é d i t										
Bénéfices divers	1	5	15	20	20	21	28	43	64	
Total	1	5	15	20	20	21	28	43	64	

(1) Marchandises propres.

(2) 14,6 millions marchandises propres.

(3) 17,8

(4) 2 millions pour différence de change.

Tableau XVI

Banque GÉNÉRALE DE ROUMANIE

(en millions de lei)

	1918	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
A C T I F										
Avoir en caisse, dispon	31	16	40	59	49	38	80	154	74	102
Portef.-titres & part.	14	17	27	102	113	149	195	132	139	148
Portefeuille-effets	3	2	87	51	86	130	133	142	194	240
Comptes crt. débiteurs	104	153	402	796	787	709	722	874	802	852
Immeubles	6	18	18	23	47	47	55	37	36	36
Divers comptes	18	-	66	112	58	68	90	-	146	80
Total	175	206	641	1.145	1.141	1.142	1.275	1.339	1.391	1.460
P A S S I F										
Capital	15	15	60	60	60	60	60	60	60	60
Fonds de réserve	6	19	47	49	49	50	51	52	53	53
Caisse de pensions	-	-	-	1	1	2	2	3	3	4
Comptes crt. créditeurs	102	165	355	522	567	377	422	762	708	983
Dépôts	13	-	64	82	320	115	113	410	367	286
Réescompte B. Nationale	-	-	1	256	1	426	455	-	-	-
Dividendes non-réclam.	-	1	1	1	1	2	1	-	-	-
Divers comptes	29	1	96	158	125	91	148	27	173	44
Profits et Pertes	10	4	12	14	17	18	21	24	26	28
Total	175	206	641	1.145	1.141	1.142	1.275	1.339	1.391	1.460

	1918	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
Comptes d'ordre										
Effets en comptes crt.		-	-	402	366	499	570	567	553	479
Garanties(hyp.m-es,etc		79	73	258	417	438	395	348	373	529

Comptes de Profits et Pertes

D é b i t									
Frais généraux	3	7	17 ⁽¹⁾	19	30	38	42	48	52
Amortissements	-	18	33	12	39	34	22	14	12
Bénéfice net	4	16	14	17	18	21	24	26	28
Total	7	41	64	48	88	93	88	88	92
C r é d i t									
Report exer.précéd.	-	-	1	3	4	6	8	10	12
Bénéfices divers	7	41	63	46	84	88	80	78	81
Total	7	41	64	48	88	93	88	88	92

(1) Sur lesquels 14,8 millions pertes de la section commerciale.

Tableau XVII

Banque MARMOROSCH, BLANK & Cie

(en millions de lei)

A C T I F	1918	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
Actionnaires	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Caisse et disponible	77	585	850	856	846	550	351	392	723	501
Portefeuille-effets	32	38	272	622	704	600	936	1.287	650	836
Bons du Trésor	5	62	13	32	164	106	74	79	79	79
Portefeuille-titres	18	14	61	63	52	52	38	97	118	96
Avances/garanties	55	430	839	711	890	752	288	426	614	1.011
Comptes crt. débiteurs	20	76	440	314	522	391	283	186	1.259	375
Participations	1	50	141	152	298	308	373	345	765	774
Immeubles	4	5	19	39	68	85	113	110	108	111
Total	222	1.262	2.636	2.789	3.545	2.844	2.457	2.924	4.317	3.784
Détails des comptes										
Caisse a) numéraire	72	370	415	273	401	189	144	201	208	177
b) disponible	4	215	435	582	445	361	206	191	514	323
Port. effets a) total	32	38	272	995	1.317	1.474	1.868	2.079	1.450	1.403
b) réescomptés B. Nat.	-	-	-	372	613	874	932	791	800	567
Port. titres a) rentes	6	9	30	31	31	16	9	47	13	13
b) actions	12	5	31	32	21	36	29	50	104	83
Avances/a) eff. pub, act.			259	222	412	421	113	229	337	370
b) eff. com., cessions	41	219	104	192	155	102	70	65	108	107
c) céréales, m-dises	-	190	449	258	283	199	76	74	40	405
d) hypothèques	14	22	27	38	40	30	29	59	128	128
Cpt. crt. a) débit. divers				175	260	201	169	151	126	196
b) soc. contrôlées	20	76	440	139	262	190	114	35	1.132	180
Immeubles a) total	5	6	24	46	75	100	113	110	108	111
b) amortissements	1	1	6	7	7	15	-(3)	-	-	-

	1918	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
P A S S I F										
Capital	30	75	125	125	125	125	125	125	125	125
Fonds de réserve	26	74	138	150	160	162	207	220	252	275
Dépôts	120	728	1.330	1.224	1.757	1.353	1.090	1.438	1.798	1.959
Comptes crt. créditeurs	33	356	926	1.092	1.209	820	802	975	1.911	1.264
Compte transitoire	6	8	61	134	227	316	172	115	145	71
Caisse de pensions	-	-	2	6	6	3	11	1	26	35
Profits et Pertes	6	21	54	53	62	64	50	51	61	55
Total	222	1.262	2.636	2.789	3.545	2.844	2.457	2.924	4.317	3.784
Détails des comptes										
Réserves a) ord. & extr.	24	72	138	150	160	162	164	167	169	181
b) pour immeubles	1	1	-	-	-	-	24	35	63	63
c) pour dividendes	-	-	-	-	-	-	18	18	19	31
Comptes d'ordre										
Effets publ. actions	-	987	1.177	1.589	1.734	1.328	1.649	1.759	1.705	1.570
Marchandises en gage	-	299	726	478	455	324	229	155	141	635
Effets com. en gage	-	13	39	22	14	15	14	65	73	98
Hypothèques	-	22	27	38	40	30	29	59	128	128
Total	201	1.320	1.969	2.128	2.243	1.698	1.921	2.038	2.047	2.432

(1) Scellement pour le département commercial.

(2) « Syndex » 70 millions.

(3) A partir de 1924 les amortissements pour immeubles figurent aux réserves.

Banque MAMOROSCH, BLANK & Cie (suite)

Comptes de Profits et Pertes

	1918	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
D é b i t										
Amortissements	1	1	7	17	22	26	23	24	65	54
Frais généraux	3	10	35	54	65	88	78	77	110	132
Bénéfice net a) report	1	1	3	15	18	18	- (1)	-	-	-
b) de l'exercice	5	20	51	44	45	46	49	50	60	54
Total	10	32	95	129	150	178	151	152	237	241
C r é d i t										
Report exer. précédent	1	1	3	15	18	18	- (1)	-	-	-
Bén. départ. commercial	-	-	-	21	12	-	-	-	-	-
Bénéf. (int. com. change)	9	27	80	77	108					
Bénéfices/participat.	-	4	13	16	12					
Total	10	32	95	129	150	178	151	152	236	241

(1) A partir de 1924 le total des reports figurent aux réserves pour dividendes.

Tableau XVIII

B A N Q U E R O U M A I N E

(en millions de lei)

	1918	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
A C T I F										
Actionnaires	30	-	27	-	40	2	-	-	-	-
Avoir en caisse	12	58	56	200	237	173	307	348	202	233
Portefeuille-titres	18	39	111	184	222	240	236	269	249	278
Portefeuille-effets	27	38	49	171	220	204	176	262	542	699
Comptes crt. débiteurs	102	265	936	1.250	1.880	2.016	1.914	2.251	1.883	2.103
Immeubles	4	2	5	20	31	52	60	60	60	70
Divers comptes	10	39	122	99	117	118	157	38	23	7
Total	204	441	1.306	1.924	2.748	2.805	2.850	3.229	2.959	3.391
P A S S I F										
Capital	60	60	160	200	280	280	280	280	280	280
Fonds de réserve	11	13	75	79	87	100	120	140	176	213
Caisse de pensions	-	-	1	2	5	9	15	11	19	28
Réescompte B. Nationale	-	-	-	202	584	867	824	681	635	261
Comptes crt. & Dépôts	107	220	810	1.146	1.444	1.204	1.257	1.884	1.654	2.373
Dividendes non-réclam.	1	-	1	1	2	2	2	3	3	4
Divers comptes	19	138	232	250	265	227 ⁽¹⁾	235	116 ⁽²⁾	77 ⁽³⁾	116
Profits et Pertes	5	9	26	42	81 ⁽⁴⁾	116 ⁽⁴⁾	116 ⁽⁴⁾	113 ⁽⁴⁾	114 ⁽⁴⁾	117 ⁽⁴⁾
Total	204	441	1.306	1.924	2.748	2.805	2.850	3.229	2.959	3.391

(1) Inclus 10 millions l'impôt sur le bénéfice.

(2) — 16 —

(3) — 18 —

Comptes d'ordre	1918	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
Titres	--	140	268	373	492	294	607	615	714	880
Marchandises, hyp. etc.	-	143	333	452	742	908	857	1.314	1.615	1.887
Effets en comptes crt.	-	118	326	519	999	1.470	1.496	1.747	1.376	1.408
Effets à l'encaissem.	-	-	-	-	-	-	-	178	149	300
Accréditif	-	-	132	140	414	166	105	64	38	71
Lettres gar. a) en lei-	-	59	85	23	38	30	62	105	71	60
b) en monnaies étrang.	-	5	16	30	30	36	37	43	92	43

Comptes de Profits et Pertes

Débit	1	4 ⁽¹⁾	18 ⁽¹⁾	30 ⁽¹⁾	37	66	84	94	112	123
Frais généraux										4
Amort. a) immeubles				1	2	8	5	1	4	14
b) créances	1	2	1	2	2	10 ⁽²⁾	13	11	13	-
Fonds p. construction	-	-	-	-	-	-	-	-	14	-
Bénéfice net	5	9	26	42	81	116	116	113	114	117
Total	7	15	45	76	122	200	218	219	257	258
Credit	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Report exer. précédent	7	15	44	76	120	200	218	219	257	258
Bénéfices divers	7	15	45	76	122	200	218	219	257	258
Total	7	15	45	76	122	200	218	219	257	258

(1) Inclus l'impôt sur le bénéfice.

(2) Sur lesquels 7,7 millions à la suite de la réforme agraire.

LES DOUZE GRANDES

Bilans

	1918	1919	1920
A C T I F			
Avoir en caisse et disponible	217	941	1.351
Portefeuille - effets	150	265	798
Total placements I-er ordre	367	1.206	2.149
Avances sur garanties			
Comptes courants débiteurs			
Portefeuille-titres, particip.			
Divers comptes, Immeubles			
Total p-ts IIe & IIIe ordre	755	2.055	5.102
P A S S I F			
Capital versé	138	303	779
Fonds de réserve	83	193	450
Report	2	2	4
Total des capitaux propres	224	498	1.233
Dépôts	272	1.096	2.305
Comptes courants créditeurs	395	990	2.955
Réescompte à la B.Nationale	40	74	331
Divers comptes	106	552	225
Total capitaux étrangers	813	2.712	5.816
Bénéfice net (sans report)	39	48	160
Total des disponibilités	348	1.275	2.247
Total des exigibilités	667	2.086	5.260
Coefficient de liquidité	52%	61%	43%

BANQUES ROUMAINES

Comparés

(en millions de lei)

1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
2.451	2.214	1.632	1.947	2.047	2.276	2.135
1.912	2.232	3.425	4.043	5.176	5.655	5.700
<u>4.363</u>	<u>4.446</u>	<u>5.057</u>	<u>5.990</u>	<u>7.217</u>	<u>7.931</u>	<u>7.835</u>
7.569	10.667	10.725	9.144	10.636	13.249	14.822
986	1.065	1.203	1.280	1.316	1.487	1.527
512	546	592	745	829	963	1.080
21	28	30	14	22	29	31
<u>1.519</u>	<u>1.639</u>	<u>1.825</u>	<u>2.039</u>	<u>2.167</u>	<u>2.479</u>	<u>2.638</u>
2.525	3.957	3.162	2.815	3.431	4.043	4.629
5.463	5.516	4.982	5.475	7.284	8.797	9.817
1.406	2.602	3.744	4.073	3.862	3.971	3.095
769	1.083	1.727	1.067	674	1.440	2.041
<u>10.163</u>	<u>13.158</u>	<u>13.615</u>	<u>13.430</u>	<u>15.251</u>	<u>18.251</u>	<u>19.582</u>
198	250	316	347	357	403	416
4.112	3.645	3.780	4.629	6.356	6.714	7.515
7.988	9.473	8.144	8.290	10.715	12.840	14.446
51%	38%	46%	55%	59%	52%	52%

